



Parc Grandmont
37200 TOURS

Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement

MEMOIRE DE RECHERCHE

La cohérence des politiques régionales en matière de technologies d'information et de communication en vue de la réduction des disparités technologiques infra-régionales

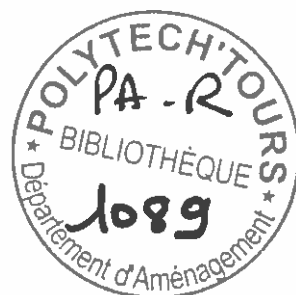
HEURTEBISE Sylvain
Magistère aménagement
3^{ème} année

Mai 2002

UNIV. TOURS POLYTECH DA

D 251 010813 3

PA 93 R 2002 HEu



MEMOIRE DE RECHERCHE

La cohérence des politiques régionales en matière de technologies d'information et de communication en vue de la réduction des disparités technologiques infra-régionales

Ou l'évaluation des stratégies régionales dans le domaine du déploiement des infrastructures de télécommunications

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier M.DEMAZIERE, maître de conférence au CESA, pour son suivi tout au long de cette recherche.

De même, mes remerciements s'adressent particulièrement à M.FOURNIER, responsable de la mission TIC de la région Centre, ainsi qu'à M.BOURON, chargé de mission au Conseil Economique et Social de la région Centre, M. DAVID chargé de mission TIC à la région Poitou-Charentes, Mme Isabelle Chatrie du cabinet d'études Louis Lengrand, pour m'avoir fait partager leurs connaissances et leurs expériences.

SOMMAIRE

Introduction	4
--------------	---

Partie 1 : Les disparités territoriales technologiques et la réponse des pouvoirs publics

A) Les TIC : nouvel Eden ou nouvelles inégalités ?	10
--	----

1) Un concept controversé et composite	10
--	----

a) La dimension technique des TIC	10
-----------------------------------	----

b) Les “ Autoroutes de l’information ”, pilier du discours politique technologique	13
--	----

c) Les TIC : simple phénomène de mode ou véritable élément structurant du territoire ?	14
--	----

d) L’objectif d’égalité technologique	15
---------------------------------------	----

2) Les infrastructures de télécommunications, une desserte équilibrée ?	16
---	----

a) Services universels et services obligatoires	16
---	----

b) Services mobiles	16
---------------------	----

c) L’Internet	18
---------------	----

d) Les Hauts débits	18
---------------------	----

B) L’introduction des TIC dans les politiques publiques	20
---	----

1) Le contexte européen	21
-------------------------	----

2) Le contexte national	24
-------------------------	----

a) Le PAGSI	24
-------------	----

b) Le Schéma de Services Collectifs de l’Information et de la Communication	24
---	----

c) Les mesures du CIADT du 9 juillet 2001	26
---	----

d) Les évolutions législatives	29
--------------------------------	----

3) Le contexte régional	32
-------------------------	----

a) L’apparition des TIC dans les documents de contractualisation Etat-Région	32
--	----

b) L’introduction des TIC dans les programmes opérationnels régionaux	33
---	----

Partie 2 : De nouvelles compétences technologiques pour les régions : un relais pour assurer l’équilibre territorial technologique ?

A) Typologie des stratégies régionales existantes en matière de déploiement des infrastructures de télécommunications	36
---	----

1) Le scénario « tendanciel opérateurs » ou une politique régionale attentiste	37
--	----

2) Le scénario « tendanciel assisté et coopératif » ou une politique régionale volontariste _____ 38

3) Le scénario « Pro-actif » _____ 40

B) Un exemple de projet et réalisation au plan régional : la région Centre, quand l'infrastructure est à l'origine des services _____ 42

1) Les disparités territoriales technologiques de la région Centre _____ 42

2) De la nécessité d'un réseau à haut débit en région Centre pour un développement équitable du territoire _____ 45

3) Le contenu _____ 46

a) Les structures d'accompagnement _____ 46

b) La procédure d'appel d'offres sur performance _____ 47

c) Les projets associés au réseau _____ 49

4) Une nouvelle donne territoriale ? _____ 50

C) Le cas des régions françaises ultra-périphériques de l'Europe : attentisme ou retard de développement ? _____ 53

1) L'offre d'infrastructures locales de télécommunications : état des lieux _____ 53

a) Une situation différenciée selon les régions ultra-périphériques françaises _____ 53

b) Des difficultés récurrentes _____ 54

2) Une volonté régionale récente, de définir une stratégie et un plan d'action pour le développement de la société de l'information _____ 56

3) Le rôle de coordination ineffectif des autorités régionales _____ 59

4) Les difficultés de mise en œuvre des politiques régionales en matière de TIC _____ 59

Partie 3 : Evaluation de la cohérence des politiques régionales TIC en vue de la réduction des disparités infra-régionales technologiques _____ 62

A) Quelle méthodologie pour évaluer les stratégies ? _____ 62

1) Le champ de questionnement de l'évaluation _____ 62

2) Proposition d'une méthode d'évaluation _____ 65

a) De la transparence _____ 65

b) De la cohérence _____ 65

B) Evaluation des stratégies des régions Centre et ultra-périphériques	66
1) Les régions ultra-périphériques françaises	66
a) De la transparence	66
b) De la cohérence	68
2) La région Centre	70
a) De la transparence	70
b) De la cohérence	70
3) Tableau synthétique	72
C) Les limites de l'évaluation retenue	72
D) Le développement des usages : état des lieux	73
1) Le développement des usages dans les cas d'études	74
a) Les régions ultra-périphériques françaises	74
b) La région Centre	74
2) La démarche de la région Poitou-Charentes : une référence ?	75
a) Les principaux objectifs de la stratégie régionale	75
b) La démarche adoptée	77
Conclusion : Bilan et perspectives	84
Bibliographie	86
Glossaire	90
Table des illustrations	91
Table des annexes	92

INTRODUCTION

Les technologies d'information et de communication (TIC) sont un thème émergent dans les préoccupations des pouvoirs publics. Elles occupent notamment une place importante en aménagement du territoire, soulevant la question d'un accès équivalent à ces technologies en tous points du territoire, que celui-ci soit considéré à l'échelle européenne, nationale ou régionale. Cette recherche s'élabore à partir d'un questionnement simple, s'appliquant à problématiser les répercussions territoriales des TIC.

Une autre variable s'intègre dans nos préoccupations, comme élément constitutif de la problématique, celle du pouvoir. Sur les territoires, s'exerce toujours un pouvoir, qui repose de plus en plus sur la maîtrise de l'information. Le choix de privilégier l'acteur public régional comme acteur de référence de l'exercice de ce pouvoir se justifie par le rôle central qu'il joue dans la gestion des territoires et dans sa fonction d'administrateur du corps social.

De là, se décline une problématique consistant à mettre en relation les pouvoirs publics régionaux, les TIC et le rapport qu'ils entretiennent avec le territoire. Une question découle de cette mise en relation :

Les politiques régionales françaises en matière de TIC sont-elles cohérentes en vue de la réduction des disparités infra-régionales technologiques ?

Autrement dit, l'objectif de la recherche est de dresser un panorama relativement complet des stratégies régionales actuelles visant un déploiement équilibré des infrastructures de télécommunications, nécessaire au développement des TIC, et d'évaluer la cohérence de ces stratégies en vue de la réduction des disparités infra-régionales technologiques.

Autour de cette problématique, s'articule un certain nombre de points qui sont autant de questionnements sous-jacents.

Quels sont les différents procédés offerts aux collectivités régionales pour déployer les infrastructures nécessaires au développement des TIC sur l'ensemble du territoire (condition sine qua non d'un équilibre territorial technologique) ?

L'échelon régional, mis en avant par l'Union Européenne, est-il le niveau le plus pertinent en vue d'une desserte équilibrée des réseaux de télécommunications ? Ce point prend toute sa mesure si l'on considère que les thèmes émergents de démocratie électronique et d'une nouvelle citoyenneté placent les citoyens au cœur des enjeux sur « la société de l'information ». En effet, ils proposent des axes de réflexion sur les notions d'espaces publics, d'opinion publique et sur le rôle des TIC comme moyen sinon d'élargir, en tout cas de modifier leur perception ; ces axes relèvent alors plus d'un échelon local (intercommunalité : Pays, agglomération...) que d'un niveau régional, plus difficile pour le citoyen à s'approprier.

Existe-t-il une bonne articulation des politiques technologiques établies à différentes échelles spatiales (européenne, nationale, régionale voire locale) ? Cette question semble d'autant plus importante que l'on se situe dans un contexte où les politiques en faveur de la société de l'information sont complexes et peu transparentes, du fait notamment de la pléthore de possibilités techniques qui s'ouvrent aux acteurs publics pour développer les TIC sur leur territoire.

Préalablement à ces questions, la précision de nombreux concepts est nécessaire car ils se présentent comme incontournables pour aborder les technologies d'information et de communication. Tous ces concepts représentent des outils auxquels il est régulièrement fait mention dans la suite du travail, et qu'il est proposé de traiter sans plus tarder, afin de mieux éclairer le lecteur sur l'objectif de la recherche.

C'est par une double approche du sujet, d'une part territoriale, d'autre part au niveau de l'acteur public régional, que ces concepts vont être identifiés :

Du territoire

Le territoire constitue donc le support de cette étude. Afin d'éviter toute confusion, il peut être utile d'en préciser le sens, et d'établir les différences existant entre les notions de lieu, d'espace, et de territoire. Mis en relation avec les technologies d'information et de communication, ce préambule doit permettre d'énoncer un certain nombre de questions que l'on retrouvera par ailleurs, tout au long du mémoire.

Le lieu est l'enveloppe d'un corps sans lequel il ne saurait exister. Le lieu situe, qualifie, et spécifie ce qu'il enveloppe. Le lieu peut être une ville ou bien un territoire dont les limites sont distinctes et ses traits spécifiés¹.

L'espace est l'ennemi du lieu. C'est une matière non limitée, non formée. Son absence de frontière et sa croissance exponentielle induite par les réseaux de télécommunications produisent, selon Anne Cauquelin, *"une désobjectivation"* où *"les positions et les directions sont indifférentes... Les réseaux -ou plutôt un méta-réseau comme Internet - font donc flotter les directions : ni haut ni bas, ni latéralité. Ouvertures tous azimuts, polydirectionnalité, frontières abolies"*.

Le territoire est muni d'une métrique, celle des distances géographiques. C'est cette métrique qui permet de maîtriser le territoire, de le représenter dans l'espace euclidien. Selon Roger Brunet, le territoire est une *"œuvre humaine, il est un espace approprié"*.² Il est à la base de l'existence sociale. Toute société repose sur un ou plusieurs territoires. *"En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude : pour habiter, pour travailler, pour se recréer et même pour rêver ; des espaces vécus et des espaces subis ; des cellules locales et des réseaux ramifiés"*.³ Un territoire est fait de lieux qui sont liés. Il est de l'ordre du réel et a une réalité complexe. R.Brunet, rejoint alors Jacques Lévy⁴, en affirmant qu'il existe ainsi plusieurs sortes de territoires et plusieurs échelles (territoire de l'Europe, national, régional...).

Marcel Roncayolo⁵ s'attarde sur les fonctions du territoire. Elles ont pour point d'ancrage une origine sociale. L'identité est la première des fonctions observées. Elle renvoie à un sentiment d'appartenance géographique à un pays ou à une culture. Il note également la relation entre *intimité* (privacy) et *sociabilité*. Cette notion oppose *"l'intérieur et l'extérieur, le domaine de la famille et celui des relations de voisinage ou de connaissance, le "coin" de*

¹ Cauquelin Anne, "Vulgate urbaine, lieux et réseaux", revue Quaderni, "Territoires éclatés, le rôle des technologies de communication", n°30, automne 1996

² Brunet Roger, "Le territoire dans ses turbulences", Reclus, p.23, novembre 1990

³ Idem

⁴ Lévy Jacques, « Espèces de territoires », Montagnes méditerranéennes, n°5, 1997.

⁵ Roncayolo Marcel, "La ville et ses territoires", folio essais, n°139, p.184, mai 1993

l'individu et le lieu de rencontre entre membres de la famille ". Enfin, la troisième fonction du territoire se retrouve dans la *lisibilité* et *l'imagibilité*, c'est la notion de *perception* de l'espace, de sa représentation. Roncayolo ajoute à la théorie de Kevyn Lynch⁶, la référence culturelle qui fournit de meilleurs repères et une appropriation plus profonde que ne le fait l'architecture urbaine.

Peut-on considérer que le cyberspace ou l'espace virtuel possède les attributs du territoire ? Existe-t-il pour les utilisateurs du cyberspace un sentiment identitaire important, vis à vis notamment de cette cyberculture ? Si oui, chacun et en tout point du territoire national doit avoir la possibilité matérielle de participer à l'émergence de cette nouvelle société. Or est-ce réellement le cas ?

De ces définitions peut naître une première réflexion. Selon R.Brunet, *"le territoire renvoie en fait à l'existence de l'acteur public, dont la légitimité se mesure en grande partie à sa capacité à garantir l'intégrité territoriale. C'est aussi cet acteur public qui doit assurer une autorité territoriale sur un espace reconnu, à l'intérieur par toute la population, à l'extérieur par les autres acteurs, et borné par des limites bien définies..."*⁷ Or, comment l'acteur public perçoit-il l'arrivée de cet espace virtuel qui ne connaît pas de frontière ? Ne conçoit-il pas ce territoire virtuel comme une opportunité pour réaffirmer son influence sur le territoire ? A quoi correspond son action ? Essaie-t-il de l'approprier par exemple par l'occupation de sites Internet ? Et plus encore par la mise en place d'un maillage électronique sur son territoire devant constituer les piliers de la société de l'information ?

Le réseau est un véritable terme " valise ". C'est un concept nomade et mal identifié. Deux acceptions du réseau, selon Rowe et Veltz⁸, peuvent être développées, la première topographique fondée sur le principe de la contiguïté (réseau hydrographique), la seconde topologique, fondée sur la distance et la mise en connexion de multiples relations spatiales.

Les réseaux de télécommunication s'inscrivent dans l'espace, ils maillent le territoire par le biais des infrastructures. Avec eux, émergent les mythes simplificateurs sur l'organisation et l'aménagement du territoire parmi lesquels ceux de la transparence et de l'homogénéité spatiale⁹. Contrairement aux autres réseaux, les réseaux de télécommunications ne " marquent " pas le paysage ce qui contribue à créer le mythe de la neutralité spatiale. Par analogie, découle le mythe de la **déterritorialisation** des échanges, né de l'instantanéité des relations dans des espaces sans distance (la mondialisation opérée par le multimédia et les inforoutes efface les repères spatiaux, permettant une société sans territoire). Pierre Lévy parle ainsi d'une économie de la déterritorialisation ou de la virtualisation caractéristique du cas de la finance¹⁰. De la déterritorialisation naît un autre mythe simplificateur : celui de la **reterritorialisation** ou la restructuration spatiale par les technologies de l'information (renforcement du processus de métropolisation et d'ancrage sur le territoire). Pour finir Lévy dépasse ce débat stérile pour évoquer le changement de territoire, non pas en tant que remplacement du territoire par celui des réseaux « immatériels », mais en tant qu'interaction entre le réel et le virtuel. Le territoire demeure, mais est partiellement redéfini par les réseaux.

⁶ Lynch Kevyn, "The image of the city", Mit Press, Cambridge (Mass), 1960

⁷ Brunet Roger, "Les mots de la géographie", La documentation française, p480, juin 1994

⁸ Rowe F. et Veltz P. , " Entreprises et territoires en réseaux ", Presses de l'Ecole Nationale Des Ponts et Chaussées, 304 p.

⁹ Offner Jean-Marc, Pumain Denise, " réseaux et territoires ", éditions de l'aube, novembre 1996

¹⁰ Lévy Pierre, " Qu'est ce que le virtuel ? ", La découverte, octobre 1995

Toutes les notions qui viennent d'être précisées alimentent donc le débat territorial. On peut entendre par "débat territorial", les questions relatives à l'évolution des territoires sous l'action des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Essayons maintenant de présenter le rôle de l'acteur public sur ces territoires et de voir quelle est sa position vis à vis des technologies d'information et de communication.

De l'acteur public

L'acteur public occupe une place centrale dans l'édification de la "société de l'information". Son intervention s'effectue à tous les échelons du territoire, à savoir le local, le national et le supranational. Nous entendons par acteur public, celui qui met en place et exécute les politiques publiques. C'est par exemple la Commission Européenne, le gouvernement français, le conseil régional, l'équipe municipale... L'évocation de la "société de l'information" donne la possibilité de développer des programmes de politiques publiques, notamment par la publication de rapports officiels qui justifient leurs futures interventions sur le territoire. Avant d'aller plus en avant dans le débat, il semble nécessaire de préciser le concept de **politiques publiques**. Il tire son origine du paradigme anglo-saxon de *policy analysis*, qui "donne d'emblée à l'analyse des politiques publiques un aspect pragmatique."¹¹ explique Emmanuel Négrier qui admet comme définition :

" l'ensemble des opérations et activités par lesquelles les détenteurs du pouvoir gouvernemental -et ceux qui les assistent- :

- 1) conçoivent des projets destinés soit à modifier la situation existante soit à infléchir les évolutions prévisibles,*
- 2) prennent les décisions destinées à traduire ces projets dans les faits. "*¹²

Les politiques publiques s'organisent sous la forme " d'un ensemble de pratiques ou de normes émanant d'un ou de plusieurs acteurs publics " ¹³. P.Mény et J.C.Thoenig ont identifié cinq caractéristiques qualifiant les politiques publiques :

- un contenu,
- un programme,
- une orientation normative,
- un facteur de coercition,
- un ressort social.

A un niveau d'autorité publique, correspond généralement un échelon territorial.

Le **niveau supranational** est compris dans le mémoire comme correspondant à des regroupements de pays au sein d'un même continent, on pense par exemple à l'Union Européenne, dont l'instance de régulation est la commission européenne. L'analyse des technologies d'information et de communication au niveau supranational ouvre un certain nombre de questions :

¹¹ Négrier Emmanuel, " La maîtrise politique des réseaux de communication ", Thèse, Université de Montpellier I, Faculté de Droit et des sciences économiques, p.15-16, soutenue le 28 février 1989

¹² définition qu'E.Négrier a repris dans sa thèse du cours de science administrative de B. Gournay " Les politiques publiques " 1983-1984, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris

¹³ Pillon Valérie, " Processus de développement, stratégies d'acteurs et intégration des Tic dans les territoires ruraux ", DEA ESSOR, sous la direction de Marie-claude Cassé et Alain Lefebvre, septembre 1995

Comment l'Union européenne, qui a du mal à se trouver un territoire et des valeurs communes du fait de sa pluralité culturelle et linguistique, utilise-t-elle les TIC comme argument de la construction d'une territorialité ? Comment organise-t-elle son action ?

Le **niveau national** témoigne d'autres enjeux. Son intérêt face à la mise en place de la "société de l'information" coïncide avec une période de crainte de voir sa souveraineté menacée de l'intérieur par la décentralisation, et de l'extérieur par la construction européenne. La crise de l'État-nation évoquée par de nombreux auteurs a semble-t-il provoqué la mise en place de "politiques publiques défensives". Alors comment se positionne le niveau national vis à vis des technologies d'information et de communication ?

Le **niveau local** est le lieu des expérimentations, c'est au niveau local que les projets se construisent, se renforcent ou disparaissent, là où pour la première fois, le discours rencontre le territoire. Le local engendre une relecture des politiques publiques qui s'adaptent en fonction du terrain d'expérimentation, et les TIC ouvrent très souvent un nouveau champ d'intervention aux collectivités, et donc de nouvelles responsabilités avec la recherche de financement des projets. Il est un terrain d'expérimentation de nouveaux fonctionnements sociaux, et permet également de tester la viabilité de nouveaux marchés. Comment les pouvoirs publics locaux réagissent-ils par rapport au développement des TIC ?

L'acteur public participe donc activement aux débats sur la diffusion des TIC et l'édification de la " société de l'information ". Que ce soit au niveau supranational (l'Europe), de l'État, ou des collectivités territoriales, son action politique est très sensible à l'émergence de l'information comme variable essentielle de la société contemporaine. Si nous privilégions dans ce mémoire, le **niveau régional** comme autorité de référence, c'est parce que la diffusion des TIC passe obligatoirement par la volonté régionale, légitimée par l'Europe et l'Etat, qui lui donnent compétence et autorité en la matière, et cela, même si les célèbres autoroutes de l'information seront vraisemblablement construites avant tout par l'acteur privé.

La recherche s'organise en trois grandes parties.

La première partie se consacre à la définition technique des technologies d'information et de communication. L'éclaircissement des notions clés se voit seconder par l'identification des disparités spatiales technologiques à l'échelle nationale par type de réseau. Enfin, cette partie se conclut par une brève présentation des politiques multi-scalaires mises en place par l'acteur public pour répondre aux insuffisances précédemment soulignées.

La deuxième partie présente une typologie des stratégies régionales actuelles visant le déploiement des infrastructures de télécommunications. A partir de cette classification, deux stratégies régionales sont développées se démarquant l'une de l'autre par l'attitude divergente des autorités régionales compétentes. Somme toute, il s'agit de positionner l'acteur public régional vis à vis de deux scénarios d'intervention afin de préciser le degré de volontariat de la collectivité concernée pour réduire les disparités spatiales technologiques de son territoire.

La troisième partie propose une évaluation des stratégies régionales présentées précédemment et visant une réduction des disparités technologiques infra-régionales. Il s'agit alors de se focaliser sur la notion de cohérence des politiques, en tant que rapport entre un objectif de desserte égalitaire des infrastructures et les moyens mis en œuvre par les autorités régionales pour l'atteindre.

**PARTIE I : LES DISPARITES TERRITORIALES
TECHNOLOGIQUES ET LA REPONSE DES
POUVOIRS PUBLICS**

Première partie : Les disparités territoriales technologiques et la réponse des pouvoirs publics

Cette partie essaie de dessiner les contours nécessaires à la mise en lumière du sujet. Elle est alors animée par trois idées forces : une analyse technique et sémantique des technologies d'information et de communication, un constat territorial mettant en exergue les disparités technologiques infra-régionales, et enfin une analyse de la réponse publique face à ces disparités relevant de différents échelons territoriaux.

A) Les TIC : nouvel Eden ou nouvelles inégalités ?

1) Un concept controversé et composite

Cette section aborde les préoccupations de la société de l'information sous un angle technique et sémiologique. Elle a pour finalité de préciser le contexte sur lequel reposent les discours et actions inhérents aux TIC.

a) La dimension technique des TIC

Les technologies de l'information et de la communication existent dans les écrits depuis un certain temps ; l'Américain N.Wiener avait pronostiqué leur avènement en 1948¹⁴. C'est le développement foisonnant des réseaux de télécommunications (Arpanet puis Internet, Intranet,...) ainsi que la démocratisation des techniques de numérisation qui donnent enfin corps à ses prédictions.

Cette partie ne cadre pas forcément avec une logique d'aménagement du territoire. S'il n'est pas utile de dresser un long historique des télécommunications¹⁵, il est légitime de faire un rapide tour d'horizon des grandes innovations techniques afin d'offrir au lecteur les outils de compréhension de l'aventure technologique qu'il nous est donné de vivre.

Les TIC s'appuient sur un mot-clé : **convergence**. La convergence entre l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel est rendue possible par la numérisation de l'information (texte, son, et images fixes ou animées). Elle correspond à la traduction de toute information en langage binaire, sous forme de signaux positifs ou négatifs (1 et 0). Grâce à ce procédé et à sa transmission par les réseaux empruntant la fibre optique, l'information revêt une dimension "divine". Au miracle de la duplication (ou de la multiplication), s'ajoute celui de l'ubiquité, les messages se libérant de l'obscur et laborieux fil de cuivre pour emprunter la voix royale et instantanée de la lumière.

Manuel Castells pose en ces termes les enjeux : « L'ère de l'information n'est rien d'autre que le mode de développement dans lequel nous entrons du fait de la révolution technologique de l'information : microélectronique, informatique, télécommunication, ingénierie génétique. Il s'agit d'un événement historique au moins aussi capital que la Révolution industrielle du

¹⁴ WIENER Norbert, *God and Golem Inc*, MIT, 1964

¹⁵ Voir à ce sujet Feneyrol Michel, " Télécommunication : réalités et virtualités, un avenir pour le XXI^e siècle ", Masson, avril 1996.

18^{ème} siècle. L'activité économique et l'organisation sociale reposent désormais sur une nouvelle base matérielle et technique. »¹⁶

Ainsi, « la création, le traitement et la transmission de l'information » deviennent « les sources premières de la productivité et du pouvoir, en raison des nouvelles conditions technologiques. » Cette caractérisation permet d'appréhender le concept de « société de l'information » et de saisir tout l'enjeu qu'il représente pour les collectivités territoriales.

Pierre Musso¹⁷ considère que cette mutation technologique s'opère sous l'impulsion de deux facteurs :

- une révolution technique, centrée sur des processus informationnels qui remodèle à un rythme accéléré les fondements matériels de la société,
- la montée en puissance d'une économie globalisée et informationnelle.

Ces processus informationnels (les TIC) peuvent être définis, comme la coexistence de trois domaines techniques – les télécommunications, l'audiovisuel, l'informatique – et de leurs croisements (télématique), voire leur hybridation (multimédias). Trois instruments sont devenus d'usage quotidien : le téléphone, la radio-télévision et l'ordinateur. A partir de ces trois objets a été conçue une panoplie de services de plus en plus diversifiés et complexes :

- les services de l'audiovisuel, dérivés du couplage du poste de télévision, du magnétoscope, de la multiplication des programmes due aux techniques du câble et du satellite ;
- les services des télécommunications, c'est à dire les services de la téléphonie vocale fixe, les services mobiles (radiotéléphonie, téléphonie portable, radiomessagerie...), les services de télématique et de messagerie, la télécopie... ;
- ceux de l'informatique avec l'amélioration de l'ergonomie et des interfaces entre l'homme et la machine, l'évolution des logiciels, la multiplication des banques de données et le développement des réseaux et notamment de l'Internet.

Internet, réseau mondial de communication et d'échange d'informations diverses, mérite d'être défini plus précisément. Ce réseau est illustratif tout à la fois de potentialités positives et de dangers réels. Ainsi, il existe une pluralité de conceptions le caractérisant : trois courants principaux s'affrontent.

- Les partisans du tout internet. Animé par des intellectuels, des informaticiens, convaincus pour bon nombre d'entre eux que les techniques de l'information et de la communication sont par nature porteuses de progrès, mais aussi par des « gourous » de la « Nouvelle économie » tel Bill Gates, ce courant milite avec des accents de prosélytisme, pour qu'internet soit appliqué pour tous les actes de notre vie. Ils vouent au réseau des réseaux un véritable culte. La vie qualifiée de numérique serait selon eux organisée autour de l'informatique qui serait un mode de vie dans lequel l'information absorberait toutes nos activités. C'est le temps du « où je veux, quand je veux » pour reprendre l'expression du schéma de services collectifs de l'information et de la communication (SSCI), elle-même tirée de la pensée de Nicholas Negroponte¹⁸ qui affirme que « dans la vie numérique la diffusion en temps réel n'occupera qu'une très petite place [...] L'information à la demande va dominer la vie numérique. Nous allons demander explicitement et implicitement ce que nous voulons, quand nous le voulons. » De telles thèses au delà même de leur viabilité, peuvent déboucher

¹⁶ Manuel Castells, la société en réseau, Paris, 1998, p.58

¹⁷ Pierre Musso, Communiquer demain, Editions de l'Aube, 1994, p.7

¹⁸ Nicholas Negroponte, L'homme numérique, l'harmattan, 1995, p.64

sur la désynchronisation de la vie sociale et sur un danger de déstructuration du lien social.

- A l'opposé du courant technophile, se trouve le courant qui rassemble ceux qui rejettent internet par conviction philosophique et qui ont engagé une critique radicale des TIC d'une part, et d'autre part, ceux qui sont les victimes d'un illétrisme informatique et qui rejettent les TIC par méconnaissance.
- Enfin un troisième courant se dégage. Il rassemble les partisans d'un usage raisonné, humanistes des TIC, de la régulation d'internet. On trouve parmi eux des intellectuels, des informaticiens considérant qu'il s'agit avant tout d'outils aux potentialités considérables, qui pourront être utilisées ou pas. Tout dépend des finalités politiques et sociales au service desquelles elles sont utilisées.

Cet autre monde qui s'applique à naître, inhérent à l'Internet et aux technologies d'information et de communication, d'aucuns le qualifient de « Société de l'information », de « Nouvelle économie », d'« Ere informationnelle », de « révolution informationnelle »...

Il existe souvent chez les profanes, une confusion ou un amalgame entre « Société de l'information », "autoroutes de l'information" et Internet. Si Internet est certainement une préfiguration de la « société de l'information », il se différencie des "autoroutes" par la largeur de bande empruntée. Ainsi, la majorité des connexions au réseau Internet s'effectue aujourd'hui par l'intermédiaire du réseau téléphonique, dont la largeur de bande est étroite (au maximum 50.000 bits de données par seconde). Le "matériau" utilisé est du cuivre, et se présente par paire ou sous la forme d'un câble coaxial. La fibre optique elle, permet un transport de 6 millions de bits par seconde (une seule paire de fibre optique peut acheminer le contenu de 50.000 lignes téléphoniques dans les deux sens), même si les modems actuels ralentissent de toute façon la vitesse de la transmission d'information.

Le gouvernement du Québec, dans un rapport publié en avril 1996, donne une assez bonne définition technique du concept des autoroutes de l'information : *" Un ensemble de dispositif d'accès, de transport et de traitement ainsi que de protocoles permettant de transmettre à haute vitesse en tout lieu, des services d'information, de communication et de transaction sous formes de textes, de données d'images fixes et animées et de sons "*¹⁹.

Le problème le plus préoccupant dans la mise en place de l'infrastructure réside dans la question du raccordement. La fibre optique est déjà largement déployée sur les liaisons interurbaines du téléphone. *" Pour que ces réseaux deviennent des autoroutes de l'information, il faut supprimer le raccordement actuel en cuivre (paire de cuivre ou coaxial) et prolonger la fibre optique du réseau interurbain jusque chez l'abonné. Le raccordement actuel en fil de cuivre empêche la circulation de l'information dans les deux sens. "* rappelle en octobre 1994, un article du Monde consacré au rapport Théry²⁰.

En 1997, la situation n'a pas beaucoup évolué, les États et le secteur privé n'ont toujours pas pris de disposition et développé un cahier des charges clair pour mettre en place l'infrastructure (à l'exception de quelques pays nordiques). Les techniques sur lesquelles reposent la "société de l'information" sont à priori neutres. Elles ne prédisposent pas

¹⁹ "Pour une stratégie de mise en œuvre de l'autoroute de l'information au Québec ", Gouvernement du Québec, Secrétariat de l'autoroute de l'information, document de travail et de consultation, 2 avril 1996, également disponible sur le WWW à : <http://www.sai.gouv.qc.ca>

²⁰ Mamou Yves, " Raccorder en 20 ans les français aux autoroutes de l'information ", Le Monde, Dimanche 23-Lundi 24 octobre 1994.

forcément à l'aggravation du chômage, à l'émergence d'idéologies douteuses ou à la domination sans partage de telle ou telle langue ou de tel ou tel acteur économique.

La dimension technique de la société de l'information est intimement liée à sa dimension commerciale. Bill Gates²¹ rappelle comment la chute du coût de la puissance de calcul par les améliorations successives de la puce électronique de la société " Intel ", a permis au marché de l'informatique d'exploser, et a facilité l'émergence de sa société (Microsoft) sur le marché des logiciels. Il prévoit un impact comparable avec la chute du coût des télécommunications et imagine les applications commerciales nouvelles qui vont naître de la connexion exponentielle sur les réseaux mondiaux. C'est pour cette raison qu'il investit désormais tout son budget Recherche & Développement dans les réseaux interactifs.

b) Les " Autoroutes de l'information ", pilier du discours politique technologique

Le terme " autoroutes de l'information " désigne à la fois des réseaux en fibre optique, de l'information numérisée et des logiciels puissants capables de faire circuler cette information d'un point à un autre du réseau. S'il existe aujourd'hui un consensus dans la qualification de la future infrastructure, il n'en a pas toujours été ainsi.

Le concept " Autoroutes de l'information " est relativement jeune. Malgré tout, il s'est construit tout autour, une histoire dont les fondements se situent encore une fois sur le sol nord-américain. La naissance de cette expression est le fruit d'un autre projet de grande envergure : le réseau étasunien des autoroutes inter-États initié par Eisenhower. C'est donc un terme " imposé " par A.Gore lors de la présentation de son rapport " NII agenda for action ", dans une traduction littérale de l'américain " Information Superhighway ". Les États-Unis la nomment d'ailleurs indifféremment " Information Superhighway " ou " National Information Infrastructure " (NII), et imaginent de la développer à l'échelle mondiale en créant la " Global Information Infrastructure " (GII).

L'idée " d'Autoroute " exprime en fait assez mal ce que sera l'infrastructure électronique de demain. Si la notion de vitesse de circulation des flux ressort assez nettement, celle de la complexité du réseau est absente, voire niée. Bill Gates²² regrette que la métaphore autoroutière " *suggère un paysage, une géographie des distances* " et pense que son principal inconvénient " *c'est qu'elle met en avant l'infrastructure plutôt que ses applications.* "

L'idée du péage par contre risque de recrédibiliser cette appellation, si l'on se base sur les évolutions actuelles des services sur Internet, de plus en plus marchands.

La plupart des nations ont essayé de trouver le terme juste pour définir cette notion. Cette démarche marque une volonté clairement affichée de se positionner comme acteur particulier de cette infrastructure électronique dans un monde de plus en plus " globalisateur " ou " globalisant ", comme pour mieux rivaliser face à la toute puissance américaine.

Les Québécois ont développé la formule " inforoutes ", donnant une vision moins unique, plus complexe de cette infrastructure, mais l'idée de vitesse ne ressort pas aussi bien.

²¹ Bill Gates, La route du futur, édition Pocket, février 1997

²² Bill Gates, La route du futur, édition Pocket, février 1997, p.36

Ce terme “ inforoutes ” est sans doute celui qui résiste le mieux, la défense farouche de la langue française face au “ tout anglais ” y étant pour beaucoup.

Certains en France l'ont appelé “ infoduc ” faisant référence, aux gazoduc, oléoduc, la matière première transportée étant ici l'information. Cela montrait aussi que l'information pourrait devenir une matière première aussi importante que le pétrole ou le gaz, traitée en grande quantité. Mais ce terme a rapidement disparu. L'Allemagne a préféré le nom d' “ infobahn ” suggérant implicitement la possibilité d'adapter le débit en fonction du trafic.

Ainsi, les TIC apportent une large panoplie de nouveaux mots, fruits du développement de la technique, de l'imagination d'auteurs scientifiques cherchant à qualifier les phénomènes en cours, de celle d'auteurs d'anticipation dont l'innovation technologique est la principale source d'inspiration, ou bien encore de mouvements spontanés et populaires issus de l'utilisation massive de ces nouvelles techniques. Cette terminologie participe à l'émergence d'une « cyberculture », dont les médias par un battage systématique, assurent la pérennité.

c) Les TIC : simple phénomène de mode ou véritable élément structurant du territoire ?

En effet, la nature et le contenu des TIC font l'objet d'un débat sans précédent caractérisé par deux phases.

Une première, portée par un martèlement médiatique orchestré principalement autour d'internet, réduit les concepts de TIC et de société de l'information à de simples slogans. Ce concert médiatique, toujours d'actualité est orienté vers la valorisation systématique des effets bénéfiques attendus, des potentialités supputées des technologies de l'information et de la communication. Il prend la forme d'une entreprise de marketing dont l'objectif est de faire de la gestion informatisée et personnalisée de l'information, un produit de consommation permanent et un mode de vie pour chacun.

Une deuxième phase émerge de la première à la faveur de la chute des indices boursiers et du refroidissement des ardeurs consuméristes des populations. Elle offre plus de place aux débats contradictoires et argumentés sur les enjeux sociaux, politiques, économiques, et éthiques générés.

Dès lors, la décennie 1990 verra fleurir à travers le monde une quantité impressionnante de rapports sur le thème des TIC et de la société de l'information. En Europe, c'est le rapport du commissaire européen BANGEMANN en avril 1994 intitulé « L'Europe et la société de l'information planétaire ». En France, c'est le rapport de Gérard Théry (février 1994) sur les autoroutes de l'information qui se démarque, pour ne citer que ceux-là.

La caractéristique commune à l'ensemble des rapports est l'affirmation qu'internet va bouleverser le marché mais aussi les conditions de vie des populations. Il convient de noter que le thème des TIC, devenu quasi universel, brouille les clivages politiques dans un credo similaire.

Edouard Balladur, le 7 décembre 1997, tirant les conclusions d'un colloque organisé par le ministre de l'industrie sur ce sujet affirme « les autoroutes de l'information sont peut-être l'une des étoiles qui, à défaut de donner tout leur sens à la vie moderne, l'orientent différemment. [...] Comme ces nouvelles frontières que l'humanité s'est maintes fois donné pour but de conquérir, elles peuvent rallier les enthousiasmes, mobiliser et rassembler les énergies. »

En juin 1997, devant l'Université Annuelle de la Communication qui se tient à Hourtin, Lionel Jospin déclare : « l'essor des nouveaux réseaux d'information et de communication offre des promesses sociales, culturelles et en définitive, politiques. La transformation à l'espace et au temps qu'induisent les réseaux d'information permet des espoirs démocratiques multiples, qu'il s'agisse de l'accès au savoir et à la culture, de l'aménagement du territoire ou de la participation des citoyens à la vie locale. »

La valorisation systématique des technologies de l'information et de la communication et la promesse sans cesse affirmée d'un monde meilleur et plus équilibré sont devenues les deux thèmes centraux du discours politique et médiatique. La société de l'information, ce serait plus d'emplois, plus de libertés, plus de richesses, plus de croissance, plus de savoir, plus de démocratie, c'est une société pacifiée et unifiée. Enfin, ce serait la « société plus ». Philippe Breton²³ évoque ainsi « la promesse d'un monde à la fois différent et globalement meilleur ».

De cette conception découle le mythe de « la neutralité » ou de « l'indifférenciation spatiale ». Les TIC effaceraient les différences territoriales. Ce mythe, apparu dans les années soixante-dix, est fondé sur l'apparente immatérialité des télécommunications, la transparence et l'invisibilité des réseaux de communication. L'idée centrale est celle du « temps réel » généralisé qui annulerait toute distance physique et homogénéiserait l'espace. Ce mythe, selon l'analyse de Azouz Begag et Gérard Claisse²⁴, est marqué par une surévaluation du rôle sociétal des TIC. Il évacue trop vite le fait que le territoire est toujours différencié, fruit de l'histoire, objet de conflits et d'inégalités. En effet, ce sont les acteurs qui font le territoire, et même leur territoire. Selon leurs stratégies, **les technologies d'information et de communication peuvent ou non accentuer les inégalités territoriales**, d'où l'importance des modes de régulation et des pratiques. Ainsi, les politiques territoriales technologiques doivent prendre en compte cet aspect et afficher un objectif d'égalité des territoires vis à vis de ces technologies.

d) L'objectif d'égalité technologique

Le principe d'égalité, qui est un des principes fondateurs de la République en France, se traduit par l'instauration d'un même traitement pour tous. En d'autres termes, la suppression de toutes les discriminations constitue la réalisation de l'égalité. Dans la constitution de 1958, il est rappelé que « la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ». Cependant, il persiste le constat que l'égalité des droits peut aller de pair avec une inégalité de fait. Le principe de l'égalité qui dicte les politiques, doit donc également être vecteur de l'égalité des chances. Jean Rivero²⁵ propose ainsi une nouvelle conception de l'égalité : « l'égalité par la règle de droit » selon laquelle les inégalités doivent être prises en compte par la loi afin de les corriger. Grâce à une application inégalitaire de la loi et une volonté des pouvoirs publics, il s'agit d'instaurer une égalité des chances que l'égalité des droits ne suffit pas à assurer.

La société ne doit pas privilégier les plus favorisés, à moins que ce ne soit à l'avantage des individus les plus en difficulté. Ainsi, le principe de « juste égalité des chances »²⁶

²³ Philippe Breton, *Le culte de l'internet : une menace pour le lien social ?*, Editions La Découverte, 1995, p. 98

²⁴ BEGAG Azouz, CLAISSE Gérard, *Un espace sans distance*, in ROWE Frantz et VELTZ Pierre " Entreprises et territoire en réseaux ", Presses de l'école nationale des ponts et chaussées, pp. 221-242, Paris, 1991.

²⁵ RIVERO J., *Egalité des droits, égalité des chances*, revue française des affaires sociales, n°4, Octobre-Décembre 1998, p. 9

²⁶ RAWLS J., *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1971, 668p.

développé par John Rawls affirme que pour traiter les personnes de manière égale, la société doit consacrer plus d'efforts aux plus démunis.

Sur la base de ce postulat, trois questions semblent émerger, dictées par l'objet de la recherche :

- *Actuellement, peut-on faire un constat d'inégalité en matière de desserte territoriale des infrastructures de télécommunications ?*
- *Si oui, les principes énoncés d'égalité ont-ils guidé les politiques régionales relevant des TIC ?*
- *En admettant que cet objectif d'égalité réside au sein de ces politiques, quels sont alors les moyens prônés par les textes pour l'atteindre ?*

2) Les infrastructures de télécommunications, une desserte équilibrée ?

L'objectif de cette section est d'identifier les inégalités technologiques régionales. Le critère retenu pour ce faire est la présence équitable ou non des diverses infrastructures de télécommunications indispensables au bon fonctionnement des TIC.

En effet, les infrastructures de télécommunications conditionnent le développement des services liés aux TIC sur les territoires, et de façon corollaire, assurent leur compétitivité. Le parti pris est donc de définir les disparités technologiques en fonction de la desserte de ces réseaux.

a) Services universels et services obligatoires

La loi de 1996 a inscrit le principe de la péréquation tarifaire géographique envers tous les abonnés à travers le service universel. La libéralisation du secteur s'accompagne d'un rééquilibrage des tarifs du téléphone qui se traduit par une très forte baisse de l'interurbain (prix divisés par deux en moins de 4 ans). L'introduction de la concurrence concerne d'ores et déjà la totalité du territoire avec la présence d'au moins 50 opérateurs offrant des services de téléphonie interurbaine et internationale sur l'ensemble du territoire dès 2001.

Au titre des services obligatoires gérés par France Télécom, sont disponibles sur **l'ensemble du territoire**, le Réseau numérique à intégration de services (RNIS), dont Numéris est le nom commercial, les liaisons louées et le service commuté par paquets.

Les réseaux d'accès sont essentiellement constitués aujourd'hui par les lignes de France Télécom. Sur le territoire national, France Télécom comptait, en 1998, un parc de quelques 34 millions de lignes.

b) Services mobiles

Les trois réseaux cellulaires (Itinéris de Orange, SFR de Cégétel, Bouygues Télécom) continuent de se développer après avoir dépassé les objectifs (en % de couverture de population) qui leur étaient fixés par les autorisations. Il est à noter que la couverture en terme de « territoire » ne dépasse pas 50% dans certaines régions, contre une moyenne nationale d'environ 90%. On retiendra que les régions Auvergne et Limousin sont les parentes pauvres de la couverture GSM.

Le tableau suivant illustre la répartition géographique des clients de téléphones mobiles en France et la part de la population équipée par Région. Il ressort de ces résultats qu'à l'exception de l'Ile-de-France, les régions méridionales ont un taux d'équipement inférieur à la moyenne nationale qui est de 52%

Tableau n°1 : Répartition géographique des clients de téléphone mobile en France

<i>Région</i>	<i>Total</i>	<i>Part de la population équipée</i>	<i>Répartition géographique des abonnés</i>
Alsace	838 380	48%	3%
Aquitaine	1 432 770	49%	5%
Auvergne	499 080	38%	2%
Basse-Normandie	564 070	40%	2%
Bourgogne	674 700	42%	2%
Bretagne	1 092 480	38%	3%
Centre	1 108 340	45%	4%
Champagne-Ardenne	630 270	47%	2%
Corse	192 620	74%	1%
Franche-Comté	439 760	39%	1%
Haute-Normandie	864 510	49%	3%
Ile-de-France	8 723 190	80%	28%
Languedoc-Rousillon	1 168 490	51%	4%
Limousin	281 940	40%	1%
Lorraine	1 118 150	48%	4%
Midi-Pyrénées	1 152 750	45%	4%
Nord-Pas-de-Calais	1 877 860	47%	6%
Pays de la Loire	1 267 760	39%	4%
Picardie	915 640	49%	3%
Poitou-Charentes	656 810	40%	2%
PACA	3 045 290	68%	10%
Rhône-Alpes	2 757 260	49%	9%
Total France	31 302 120	52%	100%

Source : tableau de bord des mobiles au 30 juin 2001-ART- valeurs arrondies à la dizaine la plus proche

Réalisation : Heurtebise Sylvain

Le rapport préparé par le Secrétaire d'Etat à l'Industrie à l'intention du Parlement en 2001 a établi un état des lieux de la couverture du territoire par les réseaux mobiles et réalisé une analyse économique des zones restant à couvrir :

- 91,6% du territoire métropolitain est couvert par au moins un réseau mobile GSM ;
- 46.000 km² ne sont couverts par aucun réseau (soit 8,4% du territoire) ;
- moins de 390 000 personnes soit moins de 0,7% de la population n'ont pas accès à un service mobile sur leur lieu de résidence ;
- 1.480 communes ne disposent pas d'une couverture effective de leur centre ;
- l'achèvement de la couverture totale du territoire par un seul réseau représente un investissement d'environ 2,6 milliards de francs (400 millions d'Euros).

Vers 2002/2003, on assistera à l'avènement d'une nouvelle génération de services cellulaires, ouverts aux hauts débits (General Packet Radio Service [GPRS], Universal Mobile

Telecommunication System [UMTS]...). Leur déploiement géographique devra s'étendre progressivement pour atteindre à terme une couverture comparable à celle du GSM.

c) L'Internet

L'internet est accessible sur l'ensemble du territoire français par le service téléphonique ou le RNIS en bénéficiant de la tarification locale. Compte tenu des offres tarifaires spécifiques des fournisseurs d'accès à Internet, l'accès à celui-ci est aujourd'hui à un montant inférieur à celui de la téléphonie locale.

Depuis 1991, l'utilisation d'Internet explose avec un doublement tous les ans : en France, le trafic sur les « backbones » (réseaux centraux hauts débits) a été multiplié par 4 en 1998. Les réseaux téléphoniques apparaissent, face à cette croissance, mal adaptés d'un point de vue technique et d'un point de vue tarifaire à l'usage Internet :

- Les réseaux actuels sont essentiellement conçus pour transmettre la voix ; ils fonctionnent sur le principe dédiée, c'est à dire que la liaison mobilisée au décroché du téléphone est dédiée à cette seule communication (principe de la commutation de circuits). Sur Internet, les flux importants de données sont au contraire regroupés en paquets et sont envoyés mélangés avec d'autres sur les mêmes lignes (principe de la commutation de paquets).
- La facturation à la durée est fondamentalement liée à cette utilisation des réseaux commutés pour le transport des flux Internets. Mal adaptée et rejetée par les utilisateurs, elle évolue actuellement.

d) Les Hauts débits

Au niveau national, on constate, sous l'effet de la croissance du trafic, de l'Internet, et de la concurrence, des investissements très significatifs dans de nouveaux services, réseaux et infrastructures de télécommunications parmi lesquels de nouvelles infrastructures en fibre optique déployées le long des voies ferrées, des autoroutes et des voies navigables. La mise en activité d'artères à haut débit sur ces infrastructures de transport, privilégie néanmoins la liaison entre Paris et les principales capitales européennes pour les opérateurs de réseaux pan-européens, et les métropoles régionales pour les opérateurs nationaux.

L'évolution technologique permet des solutions nouvelles pour les réseaux d'accès à haut débit :

- accès par fibre optique, encore d'un coût élevé,
- accès par ondes hertziennes (Boucle Locale Radio), qui se subsistent au fil de cuivre équipant aujourd'hui les réseaux téléphoniques,
- accès à haut débit sur paires de cuivre classiques par la technologie ADSL qui permet de transmettre, sur une courte distance, des signaux numériques haut débit sur le réseau téléphonique classique et n'exige donc pas le remplacement des lignes existantes,
- accès hybride fibre optique / câble coaxial, qui utilise le câble télévision,
- accès par satellite.

Ces diverses solutions coexisteront vraisemblablement à l'avenir avec un développement différencié en fonction des conditions locales.

Une étude menée par la DATAR, dans le cadre de l'élaboration du schéma de services collectifs de l'information et de la communication, a permis de dresser une ébauche de diagnostic territorial. Celle-ci n'a pas de valeur statistique réelle mais apporte un éclairage sur les catégories de territoires dans lesquelles les opérateurs ont investi et vont investir, faisant apparaître un territoire national à « trois vitesses ».

Le tableau ci-dessous traduit symboliquement les principaux cas de figures sur la base des intentions des opérateurs quant à leurs investissements dans les infrastructures haut débit sur la boucle locale. Trois « segments » de territoires semblent apparaître :

Tableau n°2 : Les possibilités d'investissements en haut débit des opérateurs selon la taille des communes

Taille des communes	Nombre de communes	Opérateurs intéressés
Grandes communes (+ de 50 000 hab.)	112	France Télécom (FT) et plusieurs autres opérateurs
Moyennes communes (de 20 à 50 000 hab.)	314	FT et quelques fois un ou deux opérateurs
Moyennes communes (de 10 à 20 000 hab.)	485	FT avec technologie ADSL uniquement
Petites communes (de 5 à 10 000 hab.)	961	FT avec ADSL au cas par cas
Petites communes (de 3 501 à 5 000 hab.)	778	FT exceptionnellement
Petites communes (de 2 001 à 3 500 hab.)	1 954	Aucun
Très petites communes (de 701 à 2 000 hab.)	6 966	Aucun
Très petites communes (de 0 à 700 hab.)	25 203	Aucun

Source : DATAR, 2000

Réalisation : Heurtebise Sylvain

- ***Pôles privilégiés (ou zones claires) : environ 60% de la population***

Les territoires (communes, zones d'activités...) qui offrent un potentiel économique important sont situés à proximité immédiate des grands réseaux d'infrastructures nationaux et internationaux. Ces territoires bénéficient des investissements spontanés des opérateurs ; les utilisateurs profitent des effets directs de la concurrence et les services innovants s'y développent plus rapidement et invitent des prestataires de services nouveaux à venir s'y développer (activités liées au secteur des TIC).

- ***Pôles d'opportunités (ou zones gris clair) : environ 15 % de la population***

Ces territoires disposent d'un potentiel économique sensibilisé aux technologies de l'information. Cependant ils sont isolés des grandes infrastructures de télécommunications, ou se trouvent à proximité de celles-ci mais offrent un potentiel trop insuffisant dans l'immédiat pour attirer les investisseurs. Ces territoires sont ou seront couverts par une offre ADSL (la technologie ADSL utilisant le réseau téléphonique existant) mais plus rarement par la boucle locale (supposant des coûts importants en terme d'infrastructures et de génie civil) ; les utilisateurs disposent d'une offre de service à hauts débits mais d'une faible dynamique concurrentielle qui ne s'exerce qu'au niveau des services (exemple : choix du fournisseur d'accès Internet) et rarement des réseaux.

- **Pôles « d'exclusion du haut débit » (ou zones gris foncé) : environ 25% de la population**

Il s'agit de la plupart des territoires ruraux, mais aussi de certaines zones peu denses situées en périphérie d'agglomérations. Ces zones sont caractérisées par l'absence de solution technologique « haut débit » de masse à l'exception de l'offre par satellite ; les utilisateurs sont contraints d'utiliser des technologies « bas débit » (Réseau de Transport de l'Electricité [RTC], RNIS) ou bien, pour les plus gros consommateurs (grandes entreprises), à disposer de solutions dédiées (liaisons louées, accès satellites, faisceau hertzien point à point). Pour les autres utilisateurs, la seule solution sera de se regrouper pour disposer d'un accès partagé ou d'investir dans des liaisons ou des infrastructures pour compenser l'éloignement.

C'est dans ce contexte qu'on assiste à la mobilisation de certains acteurs publics qui ne voulant pas être dépendants des calendriers incertains de déploiement d'infrastructures par les opérateurs, ont décidé de prendre l'initiative pour disposer d'une expérience en matière de hauts débits. Deux options, souvent combinées, sont identifiables :

- la première consiste à développer les usages, par exemple, en achetant des services en gros pour le secteur public et en sensibilisant le secteur privé et en démarchant les opérateurs intéressés par le marché croissant dans la zone considérée ;
- la seconde consiste à développer des infrastructures de télécommunications, par exemple, sous la forme de boucle optique sous-tendant un réseau indépendant orienté sur le trafic, des services des collectivités et plus largement des services publics (accès au réseau de recherche RENATER, par exemple) ou bien sur l'installation de « fibres noires » (non activées), mises à disposition des opérateurs (ou des usagers dans le cas des réseaux indépendants).

Qu'il s'agisse de la téléphonie fixe, mobile ou de la connexion internet via la technologie RNIS, il semble qu'il y ait une desserte équilibrée sur l'ensemble du territoire métropolitain, même si des réserves peuvent être émises concernant la desserte GSM sur des territoires à faible densité démographique. En revanche, pour l'internet à haut débit nécessitant de nouvelles infrastructures, il existe aujourd'hui des différences significatives, supposant une intervention des pouvoirs publics pour seconder les opérateurs privés, frileux à desservir des zones reculées.

B) L'introduction des TIC dans les politiques publiques

L'entrée dans la « société de l'information » pose une problématique commune à la France et à l'Europe. Il s'agit de savoir comment favoriser le développement de cette nouvelle société et de diminuer les disparités existantes, voire liées à l'avènement même de cette nouvelle société, entre les territoires. Tant à l'échelle européenne que nationale, la seule concurrence entre opérateurs privés dans les domaines des nouvelles technologies ne permet pas d'assurer un développement égalitaire sur l'ensemble des territoires. Ainsi, l'introduction des TIC dans les politiques publiques a-t-elle conduit l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités locales à s'engager, d'une part dans la promotion des nouvelles technologies, et, d'autre part, dans des actions en faveur de rééquilibres territoriaux.

1) Le contexte européen

C'est en décembre 1993, sous l'impulsion de Jacques Delors et de son " Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi ²⁷" que pour la première fois au niveau européen était posée la problématique de la " Société de l'information ". En réponse au concept politique inventé par le duo " Clinton-Gore " sur la mise en place des " autoroutes de l'information ", le " Livre blanc " souligne l'importance de prendre en compte les particularités européennes (diversité linguistique et culturelle), les différents niveaux de développement régional, et l'originalité du modèle social européen.

La " petite histoire " de la " Société de l'information " en Europe ne se cantonne pourtant pas à une date " référence " à partir de laquelle s'établit un processus de mise en place. L'Union Européenne peut s'appuyer sur un certain vécu dans son approche des TIC, et sur des expériences qui remontent au début des années 1980. A cette époque, avaient déjà été lancées des actions destinées à développer des réseaux et services d'information :

- programme de recherche sur les réseaux numériques à haut débit (programme RACE : 1987-94),
- programme de recherche sur les technologies de l'information (programme ESPRIT : 1984-1994),
- programme sur les services télématiques appliqués à la santé, à l'enseignement à distance, aux transports routiers, aux échanges de données entre administrations, ou à la transmission d'informations détenues par les bibliothèques : 1989,...
- programme en faveur du développement d'un marché de l'information en Europe (programme IMPACT : 1989-95)
- programme pour doter les régions européennes les moins développées de réseaux et services de télécommunications modernes (programme STAR : 1986-93).

Ces programmes " ponctuels et sans vision stratégique globale "²⁸ ont facilité l'émergence de réseaux, développés en Europe sous forme d'îlots peu homogènes, suscitant la mise au point de technologies sans prise en compte des besoins socio-économiques auxquels elles se devaient de répondre. Ils ont contribué à parcelliser le territoire européen plutôt qu'à l'unifier.

Le développement de la société de l'information obéit en Europe comme aux Etats-Unis à des logiques politiciennes et parfois électoralistes. " Ce sont les autorités politiques plus encore que le secteur privé qui lui ont donné une telle importance médiatique " constate Michel Carpentier, alors Directeur Général de la DG XIII²⁹. Dans cette optique, " l'initiative

²⁷ Delors Jacques, " Livre Blanc sur la croissance, la compétitivité, et l'emploi ", Commission européenne, Décembre 1993.

²⁸ Riché-Magnier Marielle, Expert auprès de la Commission européenne, " Société de l'information : " new deal " libéral ou nouveau modèle de société ? ".

²⁹ Carpentier Michel, Directeur Général DG XIII, " La signification sociétale de la société de l'information ", <http://www.culture.fr/culture/dglf/carpent.htm>

américaine a agi comme un “ déclencheur ”. Elle a donné l’occasion de mener une réflexion plus proprement politique et européenne sur les potentialités des nouvelles technologies ”³⁰.

Si l’approche européenne des TIC peut s’appuyer sur un terreau de politiques publiques en matière de télécommunications remontant aux années 1980, c’est donc le “ Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l’emploi ” qui le premier donne une impulsion à la politique européenne de la société de l’information. C’est lui qui le premier préconise une stratégie communautaire pour mener l’Europe vers la Société de l’information, son principal objectif étant d’établir un lien entre les difficultés rencontrées et le rôle des nouvelles technologies pour y faire face.

Va suivre ensuite toute une série de publications qui constitue les bases bibliographiques de cet exercice. Pour ne citer que les principaux, l’étude s’appuie sur “ le rapport Bangemann ”, le “ plan d’action ”, le conseil européen d’Essen, la conférence ministérielle du G7. A cela doit s’ajouter d’autres documents officiels émanant du Comité économique et social, de la Commission des communautés européennes ou encore du Parlement européen.

Ce tissu de publications vise la mise en place d’un mode de fonctionnement, au profit tant des entreprises que des collectivités territoriales, où la connaissance et l’innovation technologique occupent une place centrale. Les Régions se voient assigner un rôle prédominant dans ce but.

En effet, dans un objectif de cohésion économique et sociale, la principale problématique de ces publications réside dans les disparités existantes entre les Etats membres d’une manière générale et entre les Régions en particulier. La libéralisation des télécommunications est la pierre angulaire de la participation de l’Europe à la « société de l’information ». Elle a pour objectif, d’une part, de diminuer le prix des télécommunications, et d’autre part, d’encourager l’innovation et les investissements dans les nouveaux services et réseaux. Cependant, les déréglementations successives et les ouvertures à la concurrence n’ont pas pour conséquence d’assurer un rééquilibrage des territoires mais risquent parfois d’accentuer les inégalités, voire d’en engendrer de nouvelles. La Commission Européenne a ainsi mis en place, notamment dans le domaine des technologies d’information et de communication, des dispositifs destinés à corriger ces tendances.

Ainsi, une Communication de la commission européenne, en date du 31 janvier 2001, relative aux orientations pour les actions novatrices du FEDER pour la période 2000-2006³¹, dégage trois thèmes stratégiques destinés à **réduire les risques de nouveaux écarts entre les Régions au sein de l’Union européenne**. Il s’agit en premier lieu d’aider les Régions les moins favorisées à élever leur niveau technologique en fondant l’économie régionale sur la connaissance et l’innovation technologique. Dans un second temps, il s’agit de développer les TIC afin d’offrir des opportunités importantes dans le but de désenclaver géographiquement et économiquement ces Régions. Cette deuxième approche concerne le programme e-EuropeRegio. Enfin, une approche intégrée des activités économiques, environnementales, culturelles et sociales, devrait promouvoir la cohésion et la compétitivité régionales. Ce troisième axe devrait conduire les Régions à s’appuyer sur leurs atouts, leurs spécificités culturelles, patrimoniales, enfin, sur leur identité régionale afin de promouvoir un développement économique durable et d’améliorer le cadre de vie.

³⁰ Riché-Magnier Marielle, Expert auprès de la Commission européenne, “ Société de l’information : “ new deal ” libéral ou nouveau modèle de société ? ”.

³¹ Communication en date du 31 janvier 2001, adopté suite à la session plénière du 26 octobre 2000

Ainsi sur un plan opérationnel, afin de réduire les disparités régionales et de promouvoir un développement harmonieux des régions européennes, la Commission propose une série de mesures dans les trois domaines suivants :

a) en ce qui concerne le développement d'un cadre réglementaire pour le marché des télécommunications, il convient de mener un vaste débat sur **la portée du service universel** et sur la notion d'accès du public aux possibilités offertes par la société de l'information afin de garantir que tous les secteurs d'activité profitent des avantages de la libéralisation des télécommunications en termes de prix, de niveau des services et d'innovation.

b) à l'avenir, il faudra accorder la priorité à l'achèvement des réseaux de télécommunication, en tenant compte du lien qui existe entre investissements et performance régionale;

c) afin de stimuler la demande, la Commission a l'intention de lancer une vaste série d'initiatives visant le développement d'une approche stratégique et intégrée en ce qui concerne la société de l'information; dans un tel contexte, l'évaluation des instruments financiers disponibles doit également être prise en considération.

Cependant, il n'y a pas de grande originalité dans cette série de mesures, si ce n'est que cela recentre avec un peu plus de force, l'importance des préoccupations sociales et territoriales au cœur des débats de la société de l'information émergente. Par contre, c'est la première fois qu'est évoquée aussi clairement l'impérieuse nécessité de "cohésion régionale", avec en filigrane l'idée d'une Europe solidaire. Le débat sur le "service universel" émerge à nouveau, avec une question essentielle : comment développer une infrastructure de l'information dont la mise en place incomberait au secteur privé tout en maintenant l'idée de "service universel" ?

En guise de réponse, la stratégie européenne s'appuie sur le rapport "Construire la société européenne de l'information pour tous"³² qui vante les effets positifs qui accompagnent les mesures de libéralisation dans les pays et régions "géographiquement périphériques" : *" Dans des pays comme la Finlande, la Suède ou l'Irlande, la libéralisation a amélioré l'investissement privé sur le marché des télécommunications, a conduit à une diffusion et une utilisation plus rapides des nouveaux équipements de TIC ; et a créé une quantité substantielle d'emplois dans les différentes activités nouvelles de téléservices. "* Ce qu'il faut éviter, c'est *" la formation de " trous noirs " régionaux "*.

³² Commission des communautés européennes, DG V, " Construire la société européenne de l'information pour tous ", Janvier 1996.

Ainsi, les programmes structurels doivent prendre en compte la réalisation de la cohésion dans la société de l'information, et ce de façon suffisamment complète, pour que les régions puissent envisager la possibilité de financer des mesures de stimulation de la demande et de rééquilibrage territorial grâce aux ressources des Fonds Structurels.

La Commission Européenne, au vu des derniers rapports et discours relatifs à la société de l'information, axe ses objectifs vers la construction d'une Europe sociale et solidaire, prônant un aménagement numérique égalitaire du territoire. Cet engagement, quoi qu'en dise le journal officiel de la Commission européenne (" 7 Jours Europe " ³³), ressemble bel et bien à un pacte de non agression vis à vis des acteurs privés, prévenant d'une éventuelle bataille économique, technologique et culturelle. Dès lors, en préférant l'évocation " des bases d'une véritable coopération " entre acteurs publics et privés, la communauté européenne tient pour le moment un discours réservé, non directif quant aux moyens à mettre en œuvre et à la méthodologie à adopter, laissant une marge de manœuvre considérable aux autorités régionales afin de réduire les disparités technologiques infra-régionales.

2) Le contexte national

Parallèlement à l'Union Européenne, la France a développé un certain nombre d'actions destinées à promouvoir les TIC dans l'ensemble des enjeux qu'elle regroupe. L'ensemble des mesures et des textes adoptés révèlent un objectif d'équité et de bonne répartition territoriale des TIC. Mais au delà de la volonté affirmée dans le discours, un dispositif opérationnel suffisamment clair a-t-il été mis en place pour assurer une desserte égalitaire des infrastructures de télécommunications ?

a) le PAGSI

Le Programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (PAGSI) a été lancé lors du Comité interministériel pour la société de l'information (CISI) en août 1997. L'objectif de ce programme est de bâtir une « Société de l'information » pour tous, pour prévenir le creusement du fossé numérique et rattraper le retard de la France dans le domaine de l'internet. A travers le PAGSI, l'Etat doit se mobiliser et accompagner les acteurs locaux dans les domaines de l'éducation, de la culture et des lieux publics d'accès au multimédia. Les acteurs visés par le PAGSI vont des entreprises innovantes au monde scientifique en passant par le secteur associatif et l'administration.

L'enjeu territorial de la « société de l'information » est de permettre à l'ensemble des acteurs d'accéder aux réseaux modernes d'information et de communication quelle que soit leur localisation.

b) Le Schéma de Services Collectifs de l'Information et de la Communication

Prévus à l'article 10 de la loi du 4 février 1995 modifiée, les schémas de services collectifs sont des documents de planification à vingt ans. Leur élaboration a donné lieu à deux consultations régionales aux premiers semestres 1999 et 2001. Le Gouvernement a adopté ces documents lors de la réunion du Comité interministériel d'aménagement et de

³³ 7 Jours Europe, " Société de l'information : le G7 resserre les rangs ", n°179, lundi 6 mars 1995.

développement du territoire (CIADT) du 9 juillet 2001 à Limoges. Soumis pour avis au Conseil d'Etat, les schémas ont été approuvés par un décret unique à la fin de l'année 2001. L'article 18 de la même loi du 4 février 1995 modifiée, traite du schéma de services collectifs de l'information et de la communication (SSCIC). Celui-ci doit fixer « les conditions dans lesquelles est assurée l'égalité d'accès à ces services ».

- Les enjeux et les objectifs du SSCIC

Le schéma est structuré autour de deux objectifs fondamentaux : l'accompagnement par l'Etat des territoires dans « la société de l'information » et **l'accès de tous aux technologies et aux services**.

La desserte des territoires par un réseau internet à haut débit doit se faire en partenariat entre l'Etat et les collectivités locales. Le déploiement de la téléphonie mobile repose sur les opérateurs eux-mêmes.

En ce qui concerne le second objectif, le schéma annonce pour 2005 la disponibilité d'une offre de connexion à 2 mégabits par seconde à un coût abordable et équivalent pour l'ensemble du territoire national.

- Les limites du SSCIC

Pourtant, ce document présente des faiblesses : ainsi, un numéro de la revue Territoires 2020³⁴ met en exergue les trois principales limites du SSCIC :

- Le schéma de services collectifs ne prend pas suffisamment en compte l'ensemble des technologies de l'information et de la communication dans leur ensemble. Si l'internet est un axe majeur de développement des nouveaux réseaux d'information, il est loin d'être le seul. Ainsi, la place dévolue aux réseaux de téléphonie mobile, de deuxième (GSM) et de troisième (UMTS) génération, dans le schéma de services collectifs de l'information et de la communication est **insignifiante** compte tenu de l'importance que ceux-ci prennent actuellement. La concurrence entre les opérateurs privés, sur laquelle le schéma semble se reposer, ne saurait être suffisante pour assurer le développement d'une couverture efficiente sur les territoires les plus faiblement peuplés.
- Les objectifs annoncés par le gouvernement dans le schéma, à savoir favoriser une égalité d'accès à ces nouvelles technologies pour l'ensemble des citoyens, à un coût raisonnable, et, sur l'ensemble du territoire, ne peuvent qu'être soutenus par les acteurs régionaux. Toutefois, **la faiblesse des mesures envisagées, voire l'irréalisme de certaines dispositions**, comme le don de matériel informatique amorti, laisse présager de grandes difficultés pour combler le retard de la France dans le domaine de l'internet. D'une manière plus générale, les risques de voir perdurer, et même s'amplifier, une véritable fracture numérique géographique sont bien réels et les actions envisagées dans le schéma de services collectifs n'en prennent pas réellement la mesure.
- Le schéma de services collectifs prévoit que le non déploiement, hypothétique, des opérateurs privés sur les territoires jugés non rentables serait compensé par

³⁴ Territoires 2020 n°3, Etudes et prospectives, « réseaux, services et usages », sous la direction de Pierre Musso, DATAR, juin 2001, pages 101 à 114.

l'intervention des collectivités locales. En faisant l'éloge des actions déjà menées sur leur territoire par ces collectivités, le Gouvernement accomplit un transfert de charge sans pour autant donner aux mêmes collectivités les moyens d'assurer face aux opérateurs privés un rôle de régulateur qu'il se refuse à assumer dans un contexte de dérèglementation. L'intervention des collectivités consistera pour l'essentiel à financer indirectement les opérateurs privés afin qu'ils s'implantent dans les territoires où la demande n'est pas suffisante pour rentabiliser directement leurs investissements. Dans ce contexte, les relations entre ces opérateurs et les collectivités ne peuvent qu'être inégales.

Somme toute, si le SSCIC garde comme premier objectif de permettre une « société de l'information » pour tous en tout point du territoire, il ne livre pas les moyens techniques ni financiers pour le faire.

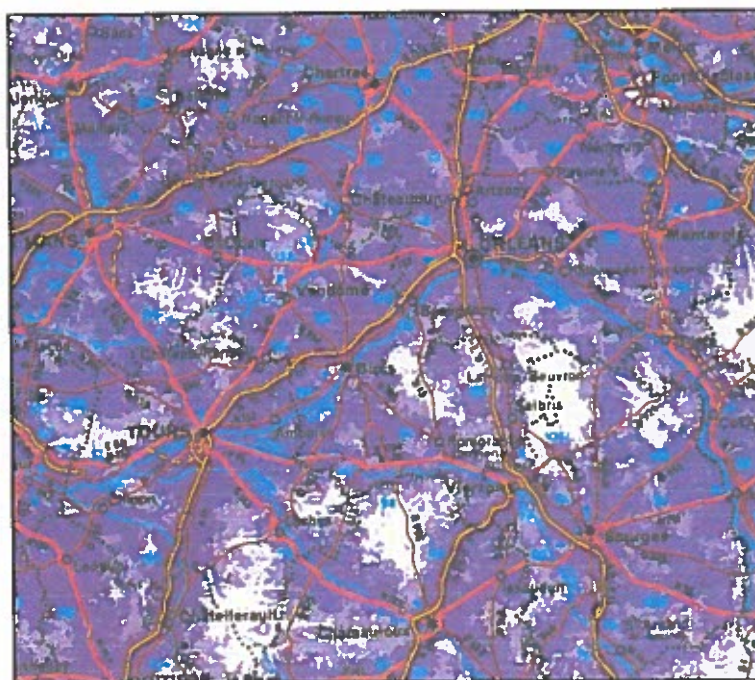
c) Les mesures du CIADT du 9 juillet 2001

Le CIADT fait suite aux trois comités interministériels pour la société de l'information (CISI) de janvier 1998, janvier 1999 et juillet 2000. La démarche stratégique mise en œuvre par le Gouvernement doit conjuguer « confiance dans le marché et action publique adaptée ». Cependant, le gouvernement constate qu'une concurrence active et ouverte, soutenue par une réglementation évolutive et une régulation efficace, ne saurait suffire à assurer l'accès de tous, sur tout le territoire aux services de téléphonie mobile et de haut débit. La confirmation de l'assouplissement des conditions d'intervention des collectivités locales dans la mise en œuvre de réseaux à haut débit illustre la volonté de l'Etat d'appuyer sa stratégie de développement des réseaux sur ces collectivités.

Ainsi, le CIADT a dégagé trois axes d'action :

- Une couverture de tout le territoire national pour les mobiles d'ici 2004

A titre d'exemple, la carte n°1 montre les zones de la région Centre qui ne sont couvertes par aucun réseau de téléphonie mobile (zones claires). La dynamique concurrentielle ne permettant pas d'accroître le taux de couverture du territoire national, le gouvernement a décidé la mise en place d'un dispositif de soutien public à l'investissement des collectivités locales et des opérateurs pour la construction de stations de base équipées. Le coût global de cet objectif a été évalué à 1,4 milliards de francs, dont 500 millions de francs (MF) à la charge de l'Etat. Dans ce cadre, les trois opérateurs de téléphonie mobile présents sur le territoire national devront agir



Carte n°1 : le réseau GSM en région Centre
Source : Société Française de Radiocommunications (SFR)

conjointement et apporter un cofinancement à hauteur de 400MF. Les collectivités, dont la participation s'élèverait donc à 500MF, devraient faire connaître leurs objectifs de couverture avant la fin 2002. Ces actions pourront être couvertes par les fonds structurels européens avec une participation de l'Etat et des collectivités locales restant à déterminer.

- Un accès au haut débit pour tous

En application du PAGSI, le Gouvernement a fixé 2005 comme échéance pour un accès de tous aux réseaux à haut débit à des conditions abordables. Les différents travaux récents menés sur la diffusion du haut débit ont tous constaté que la seule dynamique du marché risquait de conduire rapidement, d'ici 2005, à une polarisation accrue d'une part significative de la population et des territoires. Les initiatives de nombre de collectivités locales ont conduit le gouvernement à **proposer un cadre au déploiement équilibré de l'accès au haut débit à travers un dispositif de soutien aux projets territoriaux**. La mise en place de ce dernier a été confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations qui doit dégager un accompagnement en investissement à hauteur de 1,5 milliard de francs sur cinq ans ainsi que des prêts à taux préférentiels sur trente ans à l'attention des collectivités locales.

Par ailleurs, le gouvernement a ouvert la possibilité d'utiliser le réseau de transport d'électricité, géré par RTE, pour le déploiement de réseaux de télécommunication en fibres optiques.

- Un accompagnement dans les territoires de la dynamique du PAGSI pour les services et les usages

Le CIADT a pris une série de mesures afin de favoriser la démocratisation des usages dans le prolongement des décisions prises lors du CISI de juillet 2000. Ces mesures visent la création d'Espaces Publics Numériques, les projets de « campus numérique » et l'émergence d'un réseau national d'écoles de l'internet.

En outre, le gouvernement a décidé le soutien à l'émergence de nouveaux services à travers plusieurs mesures spécifiques. Ainsi, la création et le développement de centres publics d'accès professionnels aux technologies de l'information et de la communication doivent permettre aux PME/PMI d'intégrer pleinement les TIC dans leurs activités. Enfin, l'Etat, à travers notamment les administrations déconcentrées, doit développer de nouveaux services à destination des usagers et des collectivités locales.

Il est à noter que **les régions françaises ultra-périphériques de l'Europe (RUP)** font l'objet de mesures spécifiques, et ce depuis le CIADT.

En France, les RUP n'ont pas été insérées dans la stratégie nationale de développement de la Société de l'Information et ce n'est que récemment qu'elles ont été prises en compte dans ce domaine. Ainsi, en juillet 2001, le Comité interministériel d'aménagement du territoire a pris en compte pour la première fois les intérêts de l'outre-mer. Ainsi, différentes mesures financières ont été décidées qui s'appliqueront aux DOM (notamment le développement de la couverture des mobiles).

Parallèlement, le Gouvernement français a mis en place récemment des mesures susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement des TIC en outre-mer.

- La loi de soutien fiscal à l'investissement : en 2000, la nouvelle loi de défiscalisation (loi Paul) contient une disposition qui permet d'étendre pour la première fois le soutien fiscal aux TIC.
- Le volet économique et social de la Loi d'Orientation pour l'Outre-mer (LOOM) : les dispositions contenues dans la LOOM visent également à soutenir le secteur des TIC.

Par ailleurs et suite au CIADT, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer (SEOM) a présenté à la fin du mois d'août 2001 un Plan d'action pour le développement de la Société de l'information en Outre-mer (PSIOM). Un état des lieux a été réalisé durant le printemps et l'été 2001. Le PSIOM est articulé autour de cinq axes de travail se déclinant en 9 objectifs :

Tableau n°3 : Les cinq axes de travail du PSIOM

Infrastructures	
Objectif n°1 – parachever la couverture téléphonique des territoires	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Réalisation d'une étude sur le déploiement des réseaux GSM • Proposition n°2 – Définition de la Guyane comme zone prioritaire d'équipement en téléphonie • Proposition n°3 – Apporter des solutions aux problèmes de tarification
Objectif n°2 – Accompagner et favoriser le développement des infrastructures locales de haut débit	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Soutenir les initiatives locales en matière de haut débit • Proposition n°2 – Mise à niveau de Renater pour les universités des DOM, des TOM et de Nouvelle-Calédonie • Proposition n°3 – Constitution de bases d'informations sur l'existant et les projets d'infrastructures
Objectif n°3 – Elargir l'accès des opérateurs aux câbles sous-marins	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Veiller à un accès équitable des opérateurs aux ressources des câbles sous-marins • Proposition n°2 – Mettre en place une veille sur les projets de câbles sous-marins
Internet Public	
Objectif n°4 – Mettre l'Etat en ordre de bataille	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Raccordement des services déconcentrés aux Intranets centraux • Proposition n°2 – Développer les systèmes d'informations territoriaux • Proposition n°3 – Développement d'une réflexion sur les usages des TIC dans l'administration
Objectif n°5 – Constituer des pôles de compétences régionaux	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Identification des chargés de mission TIC comme animateurs d'un réseau • Proposition n°2 – Désignation des référents TIC à Mayotte et à St Pierre et Miquelon
Objectif n°6 – Structurer et développer l'Internet public	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Création d'un portail d'information sur l'outre-mer à partir du site du secrétariat d'Etat à l'outre mer
Internet pour tous	
Objectif n°7 – Soutenir les initiatives locales	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°1 – Création d'un fonds de soutien aux projets (Fonds Internet à l'outre-mer, FIPOM – 1,525 million d'euros pour la première année) • Proposition n°2 – Poursuivre la mise en place des Espaces publics numériques – 40 dans l'outre-mer à partir de

	2002
	<ul style="list-style-type: none"> • Proposition n°3 – Installation de cyberbases dans chaque académie • Proposition n°4 – Développer la télémedecine
Internet et les entreprises	
Objectif n°8 – Mettre en œuvre le soutien fiscal à l'investissement dans les TIC	Mise en œuvre du soutien fiscal de la loi Paul
Mettre en relation la Société de l'Information de l'Outre-Mer	
Objectif n°9 – Le réseau d'information et des services de l'outre-mer (RISOM)	Création du RISOM

Source : Secrétariat d'Etat à l'outre-mer

Réalisation : Heurtebise Sylvain

Cependant, jusqu'à présent, l'Etat a été peu actif au niveau local en matière de TIC dans les RUP. Le premier acte vraiment concret a été la nomination de chargés de mission TIC durant l'été 2001 afin de coordonner des actions régionales dont l'Etat reste l'instigateur.

d) Les évolutions législatives

Bien au-delà de l'effet de mode, l'intégration des TIC dans la société entraîne des mutations importantes dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale. La politique de déréglementation et l'ouverture des marchés à la concurrence actuellement en cours stigmatisent une période transitoire pendant laquelle l'Etat cherche son rôle de régulateur.

- La boucle locale : entre déréglementation et régulation

L'autorité de régulation des télécommunications (ART) a pour mission de permettre le développement du haut débit sur la boucle locale en favorisant les investissements des opérateurs tant sur les réseaux câblés principalement destinés au grand public en zone urbaine que sur la boucle locale radio principalement destinée aux professionnels des mêmes zones urbaines et sur les paires torsadées du réseau téléphonique.

Le décret du 12 septembre 2000 (Décret n°2000-881 du 12 septembre 2000 modifiant le code des postes et des télécommunications et relatif à l'accès à la boucle locale, JO n°212 du 13 septembre 2000 page 14343), ouvre l'accès à la boucle locale à l'ensemble des opérateurs de télécommunications. Par ailleurs, la présidence française de l'Union européenne lui a permis d'étendre ce concept à toute l'Europe par l'adoption du règlement du 4 décembre 2000.

Le dégroupage (partage équitable de l'utilisation de la ligne entre plusieurs opérateurs, cf. encart p.38) va offrir une nouvelle ère en matière de concurrence. Cependant, il convient de ne pas perdre de vue qu'il concerne la boucle locale et dépend essentiellement des facteurs locaux, en conséquence, les opérateurs de télécommunication n'investiront pas sur tous les territoires. **Le risque de voir les inégalités entre les territoires se creuser ne pourrait être contrebalancé que par la mise en œuvre de solutions alternatives (réseaux câblés, boucles locales radio), y compris subventionnées, ou bien par une politique tarifaire assurant une certaine péréquation au niveau national.** Ainsi, le dégroupage ne peut être

envisagé que dans le cadre d'une politique globale de régulation des marchés et d'aménagement du territoire.

- Le développement de la capacité d'intervention des collectivités locales

La capacité d'intervention des collectivités locales dans le domaine des réseaux de télécommunication à haut débit était, jusqu'au mois de juillet 2001, limitée par la rédaction de l'article L 1511-6 du CGCT issu de l'amendement proposé par le Député François Brottes lors de la discussion sur la loi Voynet.

La création, par les collectivités locales, d'infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunication était ainsi conditionnée par l'existence d'un constat de carence de l'initiative privée. Par ailleurs la durée d'amortissement des investissements en matière d'infrastructures était limitée à huit ans. Cette durée, jugée excessive par les collectivités locales, les dissuadait de s'engager dans des investissements qu'elles n'étaient pas sûres de rentabiliser. Un amortissement sur huit ans obligeait les collectivités locales, qui ne pouvaient exploiter les réseaux, à fixer des tarifs très élevés (de location ou de concession) pour les opérateurs de télécommunication.

Le Gouvernement avait envisagé de revenir à la rédaction initiale du projet de Loi Voynet, avant l'amendement, à l'occasion du projet de loi sur la « société de l'information » annoncé le 10 juillet 2000 lors d'un CISI. Or ce texte, présenté en avril 2001 en Conseil des Ministres, ne devrait être adopté au mieux qu'à la fin de l'année 2002.

En juillet 2001, le député Patrice Martin-Lalande, a proposé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, d'amender le projet de loi afin de répondre aux problèmes relatifs aux modalités d'intervention des collectivités locales. L'introduction de cet amendement, qui reprend dans son article 19.I. l'ensemble des dispositions incluses dans le projet de Loi sur la « société de l'information », modifie l'article L 1511-6 du CGCT, et est ainsi rédigé :

« Les collectivités territoriales, ou les établissements publics de coopération locale ayant bénéficié d'un transfert de compétence à cet effet, peuvent, après une consultation publique destinée à recenser les besoins des opérateurs ou utilisateurs, créer des infrastructures destinées à supporter des réseaux de télécommunications.

Ces collectivités et établissements ne peuvent pas exercer les activités d'opérateurs au sens du 15° de l'article L. 32 du code des postes et des télécommunications.

Les infrastructures mentionnées au premier alinéa peuvent être mises à la disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs par voie conventionnelle, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires et à des tarifs assurant la couverture des coûts correspondants, déduction faite des subventions publiques qui, dans certaines zones géographiques, peuvent être consenties selon des modalités fixées par décret en conseil d'Etat. La mise à disposition d'infrastructures par les collectivités ou établissements publics ne doit pas porter atteinte aux droits de passage dont bénéficient les opérateurs de télécommunications autorisés. »

- Le projet de loi sur la « Société de l'information »

Le projet de Loi sur la « Société de l'information », approuvé en Conseil des ministres le 13 juin 2001, prolonge l'action législative du Gouvernement entamée par la Loi relative à la

signature électronique. Ce texte transpose la directive européenne du 8 juin 2000 sur le commerce électronique. Son objectif est de promouvoir la confiance dans les échanges électroniques et de contribuer à la démocratisation de l'usage de l'internet.

Le projet de loi doit donc favoriser l'accès du citoyen à l'information sous forme numérique, garantir la liberté de communication en ligne, clarifier le cadre juridique applicable au commerce électronique, **favoriser le développement des réseaux numériques** et enfin, renforcer les moyens de lutte contre la cybercriminalité. Le projet de Loi, s'il présente les axes prioritaires que devra recouvrir la Loi, reste laconique quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par cette dernière.

Donc, l'Etat malgré sa volonté d'assurer une desserte égalitaire des infrastructures se désengage de la construction de celles-ci.

*Ainsi, le rapport Miléo³⁵ en se rapprochant des priorités européennes, évoque la nécessité de " réfléchir aux moyens d'assurer au mieux l'accès de tous les citoyens aux nouveaux services de communication ", accepte " la nature par essence concurrentielle de l'environnement à venir " et souligne l'évolution du rôle de l'État et de " son caractère nécessairement moins directif et plus innovant et varié que par le passé ". Il renonce à être l'acteur principal de la construction de l'infrastructure, même si l'État garde un rôle de régulation entre les différents opérateurs. Jean-Noël Tronc, rapporteur du rapport Miléo résume ce nouveau rôle de l'État dans une entrevue accordée au " Monde Informatique " : " L'intervention directe, par investissement massif, appartient clairement au passé. Les résultats du Plan Câble témoignent de la limite du "grand projet"... L'action de la puissance publique est d'assurer une régulation juste et efficace des secteurs ouverts à la concurrence et de garantir les missions de service public par le biais des collectivités. "*³⁶

Le rapport Martin-Lalande sur " l'Internet : un vrai défi pour la France " ³⁷ confirme à sa façon ce retrait de l'État concernant la construction de l'infrastructure. Pour la première fois, le réseau Internet jusqu'alors oublié par les précédents rapports, est au centre des réflexions. Cela a pour conséquence immédiate de reléguer les " autoroutes de l'information ", précédemment objectif, prioritaire dans une position d'attente (et par là-même, cela permet d'occulter les débats épineux autour de la question de la déréglementation, de la normalisation relatifs à la mise en place de l'infrastructure...).

Il serait toutefois exagéré de penser que la France renonce à faire valoir ses spécificités. Si l'État abandonne le terrain des infrastructures, - il doit en fait " permettre l'apparition des conditions économiques propres favorisant le développement d'une offre diversifiée et concurrentielle, tout en garantissant à tous l'accès à ces services " -, il se consacre pleinement à la réflexion sur une nouvelle façon de concevoir les politiques publiques. L'éducation, la formation des citoyens aux TIC ou l'informatisation de l'Administration représentent des domaines réservés. l'État a un rôle d'arbitre à jouer, doit veiller à " assurer la préservation des grandes missions de services publics " du fait du resserrement de sa capacité de manoeuvre. Le rapport Miléo et dans un second temps le

³⁵ Miléo Thierry, " Les réseaux de la société de l'information ", commissariat général du plan, éditions ESKA, collection rapports officiels, septembre 1996

³⁶ Rosé Philippe, Interview de Jean-Noël Tronc, Commissariat général du Plan, " La puissance publique incite et régule, mais ne tranche plus ", Le Monde Informatique, n°693, 11 Octobre 1996, consultable à l'adresse : " <http://www.idg.fr/lmi/693/693p32.html> "

³⁷ Martin-Lalande Patrice, " l'Internet : un vrai défi pour la France ", présent sur le site du gouvernement français à l'adresse : " <http://www.telecom.gouv.fr/> ", avril 1997.

rapport Martin-Lalande semblent vouloir convaincre le lecteur qu'en dépit de la " nécessaire libéralisation du secteur des télécommunications et de l'ouverture à la concurrence ", l'État ne renonce pas à sa souveraineté.

3) Le contexte Régional

Face aux politiques attentistes des deux échelons territoriaux présentés ci-avant en matière de construction d'infrastructures, on peut s'interroger sur la volonté et les moyens prônés par des régions qui bénéficient d'une « décentralisation clandestine » selon l'expression de Pierre Hérisson³⁸, et à qui revient la lourde tâche d'assurer une desserte égalitaire des infrastructures de télécommunications. Mais auparavant, il semble judicieux d'examiner la forme sous laquelle apparaisse les TIC dans les documents régionaux de contractualisation.

a) L'apparition des TIC dans les documents de contractualisation Etat-Région

Les contrats de Plan Etat-Région constituent le point de convergence des priorités et des objectifs entre l'Etat et les acteurs régionaux. Ils sont un outil essentiel au service du développement régional et l'aboutissement des démarches engagées de concertation entre les acteurs régionaux.

A ce titre, les technologies de l'information peuvent en constituer une priorité. Par exemple, l'article 25 du contrat de plan de la Région Centre pour la période 2000-2006 fixe les objectifs de la Région en matière de TIC. L'objectif de cet article est double :

- générer de nouvelles activités économiques créatrices d'emplois durables et qualifiés,
- **veiller à une répartition équitable du développement de la « société de l'information » sur l'ensemble du territoire régional.**

Le CPER prévoit alors deux enveloppes de financement, l'une consacrée à la mise en œuvre d'un réseau régional à haut débit (185 MF), et l'autre concernant la plate-forme de télégestion des lycées (51 MF). Ainsi, quatre axes sont évoqués :

- le renforcement du réseau,
- le développement des usages,
- la promotion de la « société de l'information »,
- la coordination et l'animation.

Un protocole relatif à la mise en œuvre de l'article 25 du CPER 2000-2006 a été signé le 11 avril 2001 par le Préfet de Région et le Président du Conseil régional.

Cet exemple est représentatif d'une volonté générale des Régions d'intégrer les TIC dans les CPER. De plus, ce cas est d'autant plus intéressant pour notre problématique qu'il témoigne de la volonté de la Région Centre de rechercher une équité territoriale face aux technologies d'information et de communication.

³⁸ Pierre Hérisson, Gérard Larcher, Rapport consacré aux réformes du secteur des télécommunications, 27 mars 2002

b) L'introduction des TIC dans les programmes opérationnels régionaux

Le principe soutenu par la Commission européenne, à travers ses deux Directions générales de la Société de l'information et de la politique Régionale, est l'utilisation des Fonds structurels européens pour stimuler la demande et la capacité à utiliser efficacement les TIC. Par ailleurs, cette efficacité est conditionnée par l'émergence d'initiatives locales exprimant des besoins réels de la société locale.

La politique européenne de libéralisation du secteur des télécommunications a accentué voire engendré de fortes disparités entre les territoires. La concurrence a montré ses limites d'une part en ce qui concerne la couverture du territoire par les opérateurs de téléphonie mobile et d'autre part sur la diffusion sur ces mêmes territoires de réseaux haut débit. Ainsi, si l'Union Européenne organise les conditions de la concurrence dans la plupart des marchés, elle encourage parallèlement les interventions publiques dans le secteur des télécommunications visant un meilleur équilibre des territoires.

Alors, au niveau régional, les Fonds structurels constituent un des instruments de compensation disponibles. De plus, la Commission européenne a largement encouragé les régions destinataires des fonds structurels à intégrer les TIC dans leur document unique de programmation (DOCUP) de l'objectif 2 pour la période 2000-2006. A titre d'exemple, il existe dans le DOCUP de la région Centre une mesure spécifiquement consacrée aux TIC. En effet, la mesure 5 concerne le développement des pôles de compétence et réseaux de diffusion technologique, d'information et de communication. Son financement relève exclusivement du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Tableau n°4 : Plan de financement TIC du DOCUP 2000-2006 pour la région Centre

<i>Mesures</i>	<i>Total (en FF)</i>	<i>Total dépenses publiques (en FF)</i>	<i>Total UE (en FF)</i>	<i>Dont FEDER (en FF)</i>	<i>Dépenses publiques nationales (en FF)</i>	<i>Dépenses privées (en FF)</i>
Mesure 5	30 204 000	27 183 000	12 081 000	12 081 000	15 102 000	3 021 000
Ensemble des mesures du DOCUP	732 306 461	581 101 459	226 979 553	166 652 553	354 121 906	151 205 002

Source : DOCUP 2000-2006

Réalisation : Heurtebise Sylvain

A l'heure actuelle, en région Centre, aucun projet n'a encore été programmé concernant cette mesure 5, mais les décisions du dernier CIADT devraient permettre l'émergence d'initiatives. Ainsi, outre la mise en place des espaces publics numériques très largement liée au projet de réseau régional à haut débit, cette mesure devrait permettre de mener des évaluations des besoins des communes de la zone concernée, de développer les usages des TIC dans les entreprises ou par exemple d'équiper en VTHR (salles de vidéotransmission) les communes au bénéfice des entreprises, voire des associations. Par ailleurs, les fonds prévus dans le cadre de cette mesure 5 pourraient bénéficier aux projets d'infrastructures communales à haut débit.

Sur la base de l'existence d'un constat de carence de l'initiative privée, les pouvoirs publics, d'une manière multi-scalaire, ont affirmé leur volonté de réduire les disparités technologiques existantes sur le territoire national. Pourtant, derrière le discours, aucun élément directif n'a été avancé ni par la Communauté Européenne, ni par l'Etat pour résorber ces disparités : les collectivités ont alors bénéficié d'un transfert de compétences officieux, les laissant libre de choisir le mode d'intervention pour développer l'infrastructure dans les zones sous-équipées.

On peut alors s'interroger sur ces modes d'intervention, les moyens mis en œuvre, et les actions concrètes menées sous l'égide des collectivités afin de répondre à l'ensemble des exigences énoncées dans les textes.

C'est pourquoi une analyse précise de quelques stratégies d'intervention en matière de déploiement d'infrastructures de télécommunications s'impose ; pour ce faire, l'échelon régional a été retenu car la diffusion des TIC passe principalement par la volonté régionale légitimée par l'Europe et l'Etat, qui lui donnent compétence et autorité en la matière, via notamment les documents de contractualisation.

**PARTIE II : DE NOUVELLES COMPETENCES
TECHNOLOGIQUES POUR LES REGIONS : UN
RELAIS POUR ASSURER L'EQUILIBRE
TERRITORIAL TECHNOLOGIQUE ?**

Deuxième partie : De nouvelles compétences technologiques pour les régions : un relais pour assurer l'équilibre territorial technologique ?

Au regard de leurs compétences en matière d'aménagement du territoire, l'intérêt des régions pour les infrastructures et réseaux de télécommunications les amène à pénétrer un secteur nouveau, en évolution permanente et encore plein d'incertitudes sur le plan juridique et technologique. Le contexte nouveau créé par la loi n°96-659 du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications semble offrir aux collectivités locales un large champ d'intervention qu'il conviendrait de maîtriser (cf Première partie, B), 2), d)).

L'objectif de cette partie est de présenter une typologie des politiques régionales françaises existantes dans le domaine du déploiement des infrastructures de télécommunications nécessaires au développement des TIC. Cette typologie sera complétée de l'analyse de deux stratégies régionales en matière de TIC, révélant d'une part la volonté des régions de réduire les disparités technologiques infra-régionales et, d'autre part, les moyens mis en œuvre pour ce faire (déploiement de réseaux, politique incitative vis à vis des opérateurs...).

Notre réflexion est donc centrée autour de deux séries de questions :

- 1. Existe-t-il une volonté régionale affirmée d'égalité des territoires face aux TIC ? Si oui, quels sont les moyens mis en œuvre par les régions pour assurer une desserte équilibrée en matière de TIC ?*
- 2. Parallèlement, peut-on aujourd'hui identifier en France différentes approches régionales d'une problématique TIC fondée sur l'équilibre territorial ? Inversement, existe-t-il une politique de référence que chercherait à imiter l'ensemble des régions ?*

A) Typologie des stratégies régionales existantes en matière de déploiement des infrastructures de télécommunications

L'objectif de cette section est d'établir une typologie des politiques, du moins des scénarios d'intervention, dont disposent les régions pour assurer la desserte technologique de leur territoire.

Selon une terminologie définie en 2000 par le cabinet « MUTANDI » et la Caisse de Dépôts et Consignations, lors d'une étude commandée par le ministère de l'équipement³⁹, quatre différentes possibilités d'intervention semblent émerger des initiatives et des programmes régionaux de développement des TIC existantes à l'heure actuelle. Elles correspondent à des niveaux croissants d'implication financière et partenariale des régions. Ainsi, quatre scénarios types peuvent être cités :

³⁹ MUTANDI, Etude d'opportunité et des conditions de faisabilité des interventions des collectivités dans le domaine des infrastructures de télécommunications, novembre 2000.

- Le scénario « déploiement zéro » est celui qui caractérise un territoire vierge de toute installation en matière de télécommunications, et qui se démarque par l'immobilisme des acteurs privés comme des acteurs publics.
- Le scénario « tendanciel opérateurs » est celui, considéré comme très probable, en l'absence d'interventions publiques régionales.
- Le scénario « tendanciel assisté et coopératif » correspond à des interventions locales et régionales importantes en faveur de la mutualisation.
- Le scénario « pro-actif » est un prolongement du précédent mais il y ajoute une dimension d'organisation de la coopération entre les collectivités et l'Etat et de consolidation volontariste de la commande publique au bénéfice des communautés dispersées.

Seuls les trois derniers scénarios seront présentés ci-après, la première situation ayant été écartée, compte tenu d'une part de son irréalisme et d'autre part de l'inaction des acteurs publics qui la caractérisent.

1) Le scénario « tendanciel opérateurs » ou une politique régionale attentiste

Ce scénario laisse la priorité à la logique de développement des opérateurs, allant à l'encontre d'un déploiement égalitaire des territoires, faute d'interventions publiques.

En effet, les priorités des opérateurs sont, selon l'étude MUTANDI:

- **L'accès à l'Internet haut débit** considéré comme le cœur de cible des opérateurs.
- **L'ADSL** : elle est la technologie de base choisie par les « opérateurs influents » du marché.
- **Le « dégroupage »** du fait qu'il soit l'un des éléments clés de la dynamique de l'offre (cf. encart « La question clé de l'accès au client final et de l'internet à haut débit », ci-dessous)
- Le déploiement progressif de la **Boucle Locale Radio** selon la demande des particuliers.
- **La viabilité économique** des zones couvertes : une garantie de rentabilité doit être fournie aux opérateurs, qui sont prêts à déployer des réseaux à condition d'obtenir rapidement un retour sur investissements.

La question clé de l'accès au client final et de l'internet à haut débit

Cette question a pris une ampleur nouvelle sous le coup d'une innovation technologique : la technologie ADSL. Cette technologie permet, sur la paire torsadée de fils de cuivre qui amène le service téléphonique chez tout un chacun, de supporter des services numériques à haut puis très haut débit. Du même coup, qui tient le réseau de distribution téléphonique, tient en fait une position stratégique décisive sur tous les autres segments du marché et notamment sur l'accès à l'Internet à haut débit.

On voit alors que deux procédés types doivent être mis en œuvre pour permettre que s'instaure une concurrence effective et loyale entre l'opérateur historique et les nouveaux entrants.

- le premier procédé est celui du partage équitable de l'utilisation de la ligne de cuivre qui va des centres de répartitions (cf. annexe n°1) au nombre de 12 000 sur le territoire, vers les 34 millions d'abonnés : c'est le « **dégroupage** ». Cette solution se développe rapidement aux Etats-Unis et en Europe du Nord, elle a la préférence des « opérateurs influents » en France. Le « prix à payer » par les nouveaux entrants pour tirer parti de cette solution est le versement d'une redevance de colocalisation dans les Centres de Répartition et d'une redevance d'usage de la liaison à verser à France Télécom.
- Le second procédé consiste à s'affranchir de « la boucle locale en cuivre de l'opérateur historique » en utilisant des solutions alternatives. Trois solutions alternatives sont ou vont être disponibles : la Boucle Locale Radio (dont l'alimentation des stations de base s'effectue par des réseaux filaires en fibre optique), l'UMTS (futur réseau de télécommunication mobile à haut débit, qui nécessite des investissements considérables justifiés par l'équipement de nombreux sites d'antennes), les solutions satellitaires ne nécessitant pas d'infrastructures filaires.

Il est à noter qu'à l'exception des solutions satellitaires, toutes les autres solutions qui permettent d'accéder au client final sont très consommatrices de ressources en génie civil et en sites d'antennes : elles sont donc fort coûteuses, d'où les réticences des opérateurs à déployer des infrastructures dans des zones à faible taux démographique, économiquement non viables.

Selon ce scénario, les offres se concentrent sur les zones très denses de la région considérée : les pôles urbains. Ce scénario ne mobilise que très peu de ressources financières publiques. Ce type d'intervention a prédominé dans les Régions Ultrapériphériques françaises jusqu'à présent, et va dans le sens d'un accroissement des disparités infra-régionales technologiques (cf. ci-après, Deuxième partie, C), la mise en place des infrastructures étant conditionnée par la seule loi du marché.

2) Le scénario « tendanciel assisté et coopératif » ou une politique régionale volontariste

Ce scénario correspond à une forte implication publique à l'échelon régional, au bénéfice de la mutualisation des infrastructures passives.

Les efforts publics associent « opportuniste » (par exemple : poser des fourreaux à la faveur d'autres travaux), et volontarisme (programmation spécifique de travaux). Les efforts publics et leur programmation dans le temps intègrent la complémentarité des techniques. Les priorités géographiques de ce type de politique sont les suivantes :

- les aires urbaines associées aux pôles urbains (extension concentrique de voisinage),
- la desserte de tous les commutateurs à autonomie d'acheminement (cf. annexe n°1),

- la desserte des zones isolées en intégrant leur potentiel de demande.

Les infrastructures mises en œuvre doivent compléter, en cohérence avec les schémas de déploiement des opérateurs, celles existantes sur le territoire concerné. Cependant, on reste dans une logique de « déploiement par plaques » élargies par l'action publique régionale.

Ce scénario mobilise des ressources financières publiques conséquentes. Les clés de répartition financière font en général l'objet d'une négociation avec l'ensemble des partenaires concernés.

A titre d'exemple, nous pouvons citer la politique de la région Alsace qui a développé plusieurs réseaux thématiques à partir d'infrastructures déployées par les opérateurs privés et complétées par les autorités publiques.

Ainsi, la Région Alsace se caractérise par un développement historiquement conséquent et technologiquement performant d'une infrastructure de communication liée au déploiement du vidéo câble : 350 000 foyers sont concernés.

Ce maillage a constitué une infrastructure minimale mise à profit dans le projet **CRISTAL** (Câbles, Réseaux, et Infrastructures alsaciens) sous l'instigation du Conseil Régional, qui a ainsi pu, valoriser les plans de câblage départementaux. Labellisé en 1995 "projet d'intérêt public", CRISTAL est aujourd'hui déployé dans sa quasi-totalité.

Outre une plate forme de services, trois réseaux thématiques ont été développés :

- 1- **REDA : Réseau Éducatif Alsacien** dont l'objectif est le développement de nouveaux outils et services multimédias en direction de tous les établissements scolaires alsaciens (270 lycées et collèges et à terme 1800 écoles primaires), quelle que soit leur situation géographique. Les partenaires de REDA sont : l'Académie de Strasbourg, le Conseil Régional Alsace, le Conseil Général du Haut Rhin et le Conseil Général du Bas Rhin. Les opérateurs sont France Telecom (pour le réseau commuté Numéris), TV câble et Est Vidéo Communication (pour le câble)
- 2- **RECITAL : Réseau des Cités Alsaciennes : Un exemple d'Intranet pour les Collectivités Locales.** C'est un ensemble de téléservices accessibles partout en Alsace qui s'appuie sur le réseau CRISTAL. Les partenaires sont : le Conseil Régional d'Alsace, le Conseil Général du Haut Rhin, le Conseil Général du Bas Rhin, la Caisse des dépôts et Consignations ainsi que les Communes
- 3- **CRISTAL Santé**, réseau qui permettra aux médecins alsaciens d'accéder à un véritable réseau de soins régional, sécurisé par la carte professionnelle de santé. Les partenaires sont Le conseil Régional d'Alsace, Le conseil Général du Haut Rhin, Le Conseil Général du Bas Rhin et Les hôpitaux alsaciens

De plus, l'Alsace est très impliquée dans le projet européen **RUBIS**, expérimentations de téléservices dans les domaines des transports, de la médecine et de l'éducation.

Techniquement un consortium regroupant les sociétés BULL, TONNA et CAP GEMINI dans une structure de recherche et développement baptisée C@blenet, est le maître d'œuvre du programme CRISTAL.

Le réseau est constitué de l'interconnexion des réseaux ou plaques locales déployés par des opérateurs locaux (Est – vidéo - communication, Régie municipale de Colmar, TV Câble, France Télécom,...) par des liaisons financées par le Conseil Régional louées à France Telecom (2 Mb/s). L'accès au réseau se fait par différents points d'accès par des modems câble ou Numéris. D'autres technologies sont à l'étude (ADSL, liaisons hertziennes...).

Aujourd'hui, face au succès des services associés à cette plate-forme, les pouvoirs publics s'interrogent : l'infrastructure " historique " ne va-t-elle pas rapidement révéler ses limites ? Comment assurer la transition de ces infrastructures vers de véritables autoroutes de l'information, desservant l'intégralité du territoire régional Alsacien, dès lors que les **besoins de véritables " hauts débits "** se feront sentir ? Quelles options faudra-t-il prendre ?

La réponse à ces questions réside peut-être dans l'évolution de la politique régionale vers le troisième et dernier scénario de la typologie.

3) Le scénario « Pro-actif »

Ce scénario constitue une extension du scénario assisté et coopératif, il organise la concertation et la coopération entre les trois intervenants que sont les opérateurs privés, les utilisateurs (les clients et les communautés d'utilisateurs) et les aménageurs (l'Etat et les collectivités).

Ce type d'intervention des autorités régionales prévoit et organise :

- La coopération entre l'Etat et les collectivités, et la coopération entre ces dernières et les opérateurs au bénéfice de la mutualisation (cf. encart « la dualité spontanée ou l'aménagement volontariste du territoire », ci-dessous), dans le cadre d'une démarche de Schéma Directeur Régional des Infrastructures de Télécommunication. Ce schéma prend en compte le déploiement futur des réseaux UMTS, Internet à haut débit, et de la télévision numérique terrestre. Il constitue un outil de pilotage sur lequel peut s'appuyer une démarche partenariale.
- L'utilisation concertée et solidaire du levier de la commande publique entre collectivités et communautés. Cette solidarité a pour objectif, du point de vue de l'aménagement du territoire, de compléter la logique de « déploiement par plaques » qui est celle des opérateurs par une logique publique de desserte de zones géographiques moins denses.

La « dualité spontanée » ou « l'aménagement volontariste » du territoire

Il faut avoir conscience que le coût des déploiements constitue aujourd'hui une barrière à l'entrée des nouveaux opérateurs. Ce coût sera d'autant plus pénalisant que le potentiel de marché sera géographiquement dispersé : plus on descend dans le niveau hiérarchique de raccordement, plus les flux supportés par les liaisons ainsi établies seront faibles et la rentabilité problématique.

Cette équation particulière donne tout son intérêt à la « mutualisation » de certains déploiements entre tous les opérateurs et ceci sans discrimination. Les deux domaines privilégiés de cette mutualisation entre différents opérateurs et entre opérateurs et aménageurs, sont, d'une part, les infrastructures passives telles que le génie civil, les fourreaux et le cas échéant des fibres optiques, et d'autre part, les points hauts et sites d'antennes qui vont se multiplier avec l'arrivée de la Boucle Locale Radio et surtout de l'UMTS.

Ainsi, les opérateurs nouveaux entrants et les collectivités soucieuses de réduire les effets de la dualité territoriale (territoire à deux vitesses technologiques) ont un intérêt commun à la mutualisation et à définir un cadre de travail pour le sur-mesure territorial.

Ce scénario favorise le déploiement des infrastructures alternatives et un maillage du territoire régional, via une complémentarité des actions privées et publiques.

L'expérience de la Région Centre et de son réseau haut débit s'inscrit dans cette forme d'intervention dite « pro-active », en dépassant une logique de « déploiement par plaques » et en suppléant l'action des opérateurs privés dans des zones à faible densité démographique peu rentable (cf. ci-après, deuxième partie, B).

La politique de la Région Poitou-Charentes s'inscrit aussi dans ce scénario mais à un stade encore plus abouti, en développant, parallèlement à la mise en place d'un réseau à haut débit, de nouveaux services et usages pour ce même réseau (cf. troisième partie, D).

Des trois scénarios présentés ci-avant et figurant dans l'étude « Mutandi », seuls deux seront traités dans la suite de la recherche et étayés de cas d'étude. En effet, le niveau d'intervention dit « tendanciel assisté et coopératif » s'apparentant au scénario « pro-actif » et semblant une étape transitoire vers ce dernier a été délibérément écarté. Malgré le fait qu'il corresponde à une réalité, à la forme actuelle de certaines stratégies régionales, il n'en est pas moins l'équivalent du scénario « pro-actif » dans sa forme la moins développée. Seuls subsistent alors deux modes d'interventions publiques relevant de deux démarches catégoriquement différentes (tendanciel opérateur et pro-actif) qu'il convient d'illustrer.

B) Un exemple de projet et réalisation au plan régional : la région Centre, quand l'infrastructure est à l'origine des services

A cette étape de la recherche et selon la typologie établie ci-avant, la forme d'intervention adoptée par la région Centre répond aux caractéristiques du scénario « pro-actif ». A ce titre, elle peut être présentée en tant qu'elle incarne une attitude volontaire des autorités régionales.

La région Centre s'est lancée, dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région pour la période 2000-2006, dans la réalisation d'un réseau régional à haut débit perçu comme instrument du volet consacré à la solidarité territoriale. Ce dernier doit permettre :

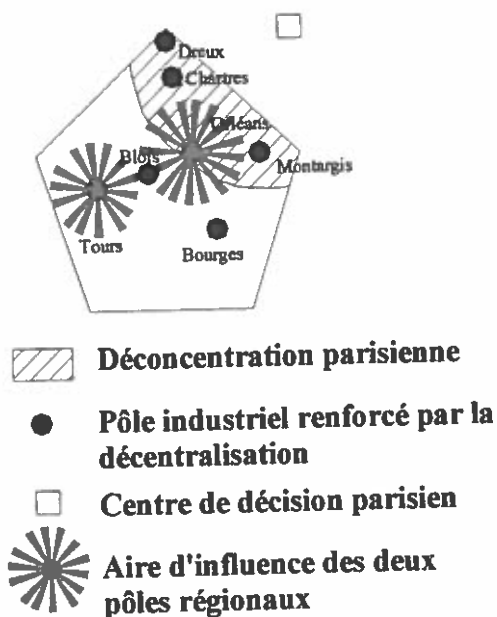
- de faciliter l'accès au haut débit sur l'ensemble du territoire régional dans des conditions équivalentes ;
- de favoriser le développement de nouveaux usages utilisant les hauts débits.

Il intègre les demandes des utilisateurs, en particulier dans les domaines de la recherche, de l'enseignement, de la formation ainsi que de la santé. Il permet le raccordement aux points d'accès des boucles locales départementales ou urbaines. La commande publique se veut ainsi incitatrice de l'arrivée sur le territoire régional de nouveaux opérateurs, permettant ainsi de conforter le développement économique attendu par les nouvelles technologies et de fait de rééquilibrer un territoire régional qui souffre de fortes disparités technologiques.

1) Les disparités territoriales technologiques de la région Centre

A l'instar de nombreuses Régions françaises, la Région Centre compte à la fois des pôles urbains fortement développés, placés sur des axes de communication stratégiques, et des territoires plus ou moins en déshérence.

Industrie et pôles urbains



Transports

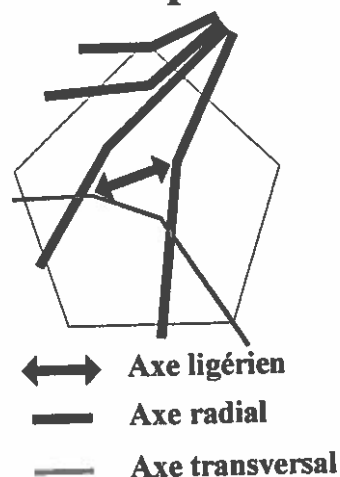
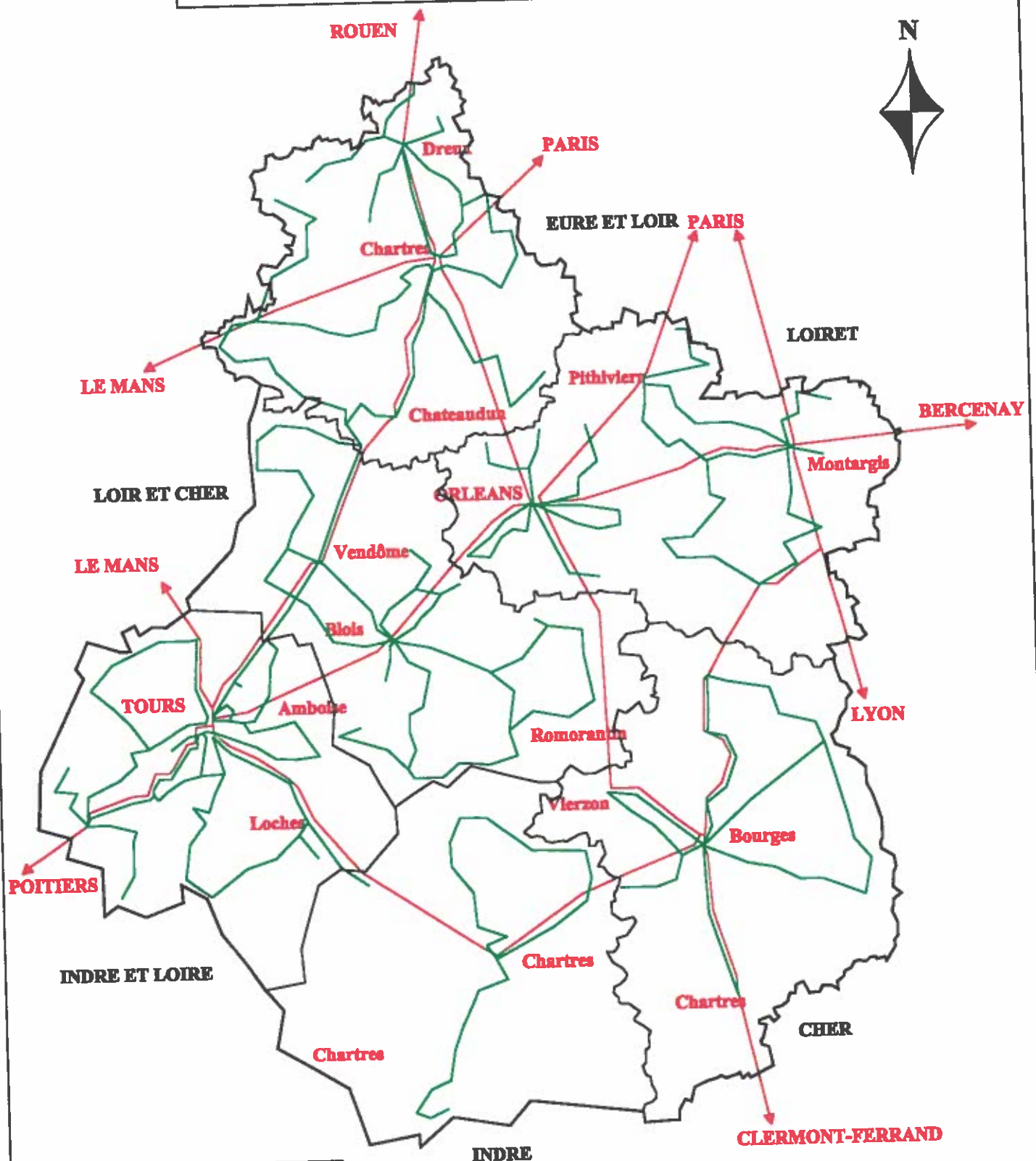


Figure n°1 : Organisation de l'espace régional
 Source: D.Andrieu et Alii, l'organisation de l'espace en région Centre, Mappemonde 1990
 Réalisation: Heurtebise Sylvain

Les schémas ci-dessus illustrent l'organisation de l'espace régional au regard, d'une part, des industries et des pôles urbains, et, d'autre part des transports. **Il en ressort que les disparités existantes entre le Nord et le Sud de la Région sont importantes.** De plus, si la limite Nord-Est du territoire régional est largement ouverte à la pénétration de la région parisienne, au contraire, la limite Sud apparaît davantage comme un obstacle au développement économique. Ainsi, le Nord de la Région est sous la double influence des deux principaux pôles régionaux, que sont Orléans et Tours, et de la région parisienne. Les infrastructures de transport d'importance majeure irriguent plus largement le Nord du territoire régional. L'axe Ligérien, si son importance stratégique peut être relativisée, apparaît également comme une frontière entre un Nord sur-actif et un Sud en déclin. Les infrastructures de télécommunications, qu'il s'agisse du réseau GSM, Internet à haut débit (ADSL, Boucle locale radio...), corroborent cette dichotomie (les zones agglomérées principalement localisées au Nord étant bien desservies au détriment des zones plus faiblement peuplées, cf. carte n°2).

Le réseau de fibres optiques en région Centre en 2001



Le réseau de fibres optiques en région Centre:

- Principales voies de communication disposant de fourreaux
- Réseau de fibres optiques

0 45km

Carte n°2
Source: France Telecom, 2001
Réalisation: Haurtebise Sylvain

La ville de Bourges semble peut-être faire exception à ce constat quelque peu pessimiste, du fait de l'existence d'un pôle actif lié aux nouvelles technologies. Il convient de s'interroger sur le point de savoir s'il ne s'agit pas d'effets liés aux mesures et à la dynamique impulsée par le CIADT (Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire) consécutivement aux récentes restructurations dans le domaine de l'industrie de la Défense.

Dans ce contexte, il est naturel que les collectivités des deux départements du Sud de la région (Indre et Cher) expriment les attentes les plus fortes vis à vis des TIC. Les nouvelles technologies sont perçues comme une aubaine pour le développement de leurs territoires et une opportunité de rééquilibrage de l'espace régional.

2) De la nécessité d'un réseau à haut débit en région Centre pour un développement équitable du territoire

- Pour une solidarité urbain/rural

Dany Vandromme, directeur du GIP RENATER, a précisé lors de son audition par la Commission spécialisée du conseil régional qu'il était illusoire de penser que l'Internet ne contribuerait qu'à un développement international et global. Internet et les TIC sont d'abord un outil de développement local. Ainsi, le but d'un réseau doit être d'optimiser les potentiels locaux avant d'envisager les échelles globales. Alors malgré les positions frileuses des opérateurs de télécommunication, quant à leurs investissements dans les zones les moins rentables de la région Centre, les TIC représentent tout de même une opportunité incontestable pour les territoires ruraux, opportunité qui doit être saisie. De nombreuses expériences ont été menées dans ce sens dans le monde rural et par des collectivités démographiquement de petite importance. La visite de la ville de Parthenay, par la commission régionale Centre en charge des TIC, en Novembre 2000, a permis de saisir les enjeux d'un développement des TIC sur un territoire qui a priori ne l'attendait pas. Même si le bilan global des expérimentations menées à Parthenay est contesté, voire remis en cause, principalement sur le plan économique par la nouvelle municipalité élue en mars 2001, il n'en reste pas moins que la petite ville des Deux-Sèvres s'est familiarisée plus qu'ailleurs avec les TIC en général et Internet en particulier.

Sur l'ensemble du territoire national, il existe de nombreux projets plaçant les TIC au cœur de la vie rurale, qu'ils relèvent d'une initiative locale ou qu'ils répondent à un projet européen. A l'occasion des 10^{ème} Rencontres de l'Observatoire des télécommunications dans la ville, intitulés « vivre en réseau », trois projets liés au développement du multiservice ont été présentés (le District du massif du Mouthoumet, la région des Cévennes, et la Manche). Il en est ressorti que l'utilisation des TIC se prêtait particulièrement en milieu rural aux enjeux liés au maintien et à l'accueil de populations locales, au maintien et à l'amélioration des services publics et autres services de proximité, au développement de l'emploi, à la promotion de la vie sociale, du patrimoine et à l'animation. Donc selon ces conclusions, le réseau à haut débit de la région Centre est légitime car il doit permettre de diffuser les nouvelles technologies en milieu rural afin de valoriser les atouts de ce dernier.

- Pour une solidarité Nord/Sud

Pour le cas de la région Centre, le seul jeu du marché sans intervention publique risque d'accentuer les disparités Nord/Sud (cf. deuxième partie, B), 1)).

En effet, s'il ne s'agit certainement pas de l'outil miracle pour promouvoir un développement économique égalitaire des territoires, le projet de réseau régional à haut débit doit assurer une cohésion technologique régionale, pouvant à terme avoir un effet structurant pour la région Centre. Les TIC doivent donc être développées de manière à favoriser un renforcement de la cohésion régionale et à offrir des services équivalents sur tout le territoire aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers.

Ainsi, la politique engagée par la région Centre en matière de déploiement d'un réseau régional à haut débit doit permettre :

- de faciliter l'accès au haut débit sur l'ensemble du territoire régional dans des conditions équivalentes (volonté d'une équité territoriale technologique) ;
- de favoriser le développement de nouveaux usages utilisant les hauts débits ;
- de mutualiser la commande publique pour optimiser les ressources techniques et réduire les coûts.

3) Le contenu

a) Les structures d'accompagnement

Ces structures sont au nombre de trois : l'Association de développement et de promotion des technologies de l'information et de la communication en région Centre (ADPTIC), la mission TIC et la future structure porteuse du réseau (GIP).

• L'APDTIC

Elle a été créée, sous l'instigation du conseil régional, le 5 juillet 2000 afin de fédérer les différents partenaires et utilisateurs potentiels d'un réseau régional autour du projet porté par la région Centre.

Dans un premier temps, certaines collectivités de la Région, qui avaient développé elles-mêmes un projet de réseau sur leur territoire, se sont tenues dans une position d'observateur. L'APDTIC a cependant permis de préparer la mise en place du réseau régional à haut débit et a assuré un rôle de veille technologique, de centre de ressources et d'appui au montage de projets. L'association qui a vocation de se prolonger au delà de la mise place du réseau lui-même a créé des groupes de travail thématiques (collectivités, EPN, veille technologique, tourisme...). Aujourd'hui, tous ces groupes n'ont pas produit des travaux équivalents, cependant, la dynamique impulsée par ces travaux est jugée globalement positive.

• La Mission TIC

Celle-ci, dirigée par Didier Fournier, a été créée en octobre 2000. Elle est cofinancée par l'Etat et la région dans le cadre de l'article 25 du CPER.

La Mission TIC assure un soutien technique aux travaux de l'APDTIC et contribue, plus généralement au développement des TIC dans la région Centre, en particulier à travers la conception et la mise en œuvre de projets innovants. Par ailleurs, elle a en charge la maîtrise

d'ouvrage du projet de réseau régional à haut débit ainsi que la coordination du projet de mise en place des Espaces Publics Numériques (EPN).

- La future structure porteuse du réseau

L'APDTIC a également pour but la collecte des accords préalables de ses membres fondateurs pour la création d'une structure regroupant les utilisateurs du réseau. Un syndicat mixte avait été dans un premier temps pressenti.

Le gouvernement, à l'occasion du comité interministériel d'aménagement du territoire qui s'est tenu à Limoges le 9 juillet 2001, a donné son accord à la création d'un établissement public destiné à piloter le futur réseau régional à haut débit. La future structure porteuse du réseau devrait donc être un Groupement d'intérêts publics auquel l'Etat doit participer.

Le pilotage du GIP devrait ainsi incomber au Préfet de Région.

b) La procédure d'appel d'offres sur performance

La procédure d'appel d'offres sur performance a été retenue par la Région. Elle permet à la collectivité de présenter ses besoins à partir du niveau de service à atteindre en laissant le soumissionnaire libre sur les moyens qu'il aura à déployer. Cette procédure allie souplesse, car elle permet une discussion entre la collectivité et les candidats, et rigueur à travers le professionnalisme nécessaire à la mise en œuvre des solutions techniques.

- La structure du réseau régional

Le réseau à haut débit conditionné par la géographie régionale sera constitué :

- d'une dorsale virtuelle entre les six chefs lieux de département,
- de liaisons vers les villes secondaires,
- des liaisons finales vers les utilisateurs (capillarité) à partir des points d'accès métropolitains.

Il supportera un ensemble de services (IP, ATM, extranets, intranet sécurisés...).

Le réseau, faisant actuellement l'objet d'un appel d'offres sur performance, comportera trois lots :

Lot 1 – services réseau, bande passante haut débit, intégration des services

Il comprend la dorsale à haut débit entre les six chefs lieux de département, l'intégration des services réseau jusqu'à l'utilisateur, les équipements terminaux des utilisateurs. Aucune technologie particulière n'est définie pour la création de la dorsale qui peut utiliser les infrastructures existantes. Le titulaire du lot sera tenu de veiller à la qualité des services réseau. Un seul opérateur sera titulaire de ce lot.

Lot 2 – services de transmission

Il comprend la création, si nécessaire des infrastructures vers les villes secondaires, et la transmission des données entre les points d'accès principaux et secondaires. Deux technologies peuvent être employées pour la desserte des villes secondaires, les liaisons hertziennes ou la fibre optique. Pour assurer cette desserte, il est prévu l'éventualité pour la région, selon les précisions qui seront apportées par les opérateurs, de créer des infrastructures

(fourreaux ou points hauts) ou de louer les fourreaux nécessaires. Dans tous les cas, les opérateurs de ces liaisons mutualiseront avec les autres opérateurs les fourreaux ou les fibres, ainsi que les canaux hertziens.

Lot – 3 raccordement des utilisateurs

Il comprend la desserte des utilisateurs (capillarité), la transmission des données jusqu'aux utilisateurs. Toutes les technologies actuelles ou en devenir peuvent être utilisées par les opérateurs qui répondront à ce lot : ADSL, Boucle locale radio, câble, boucles métropolitaines, liaisons fibre... Chaque partenaire prendra en charge les frais de raccordement des utilisateurs dépendant de ses compétences (exemple : les collèges pour les départements). Plusieurs opérateurs peuvent intervenir selon les villes desservies.

Le schéma ci-dessous synthétise son architecture autour des réseaux primaire, secondaire et capillaire :

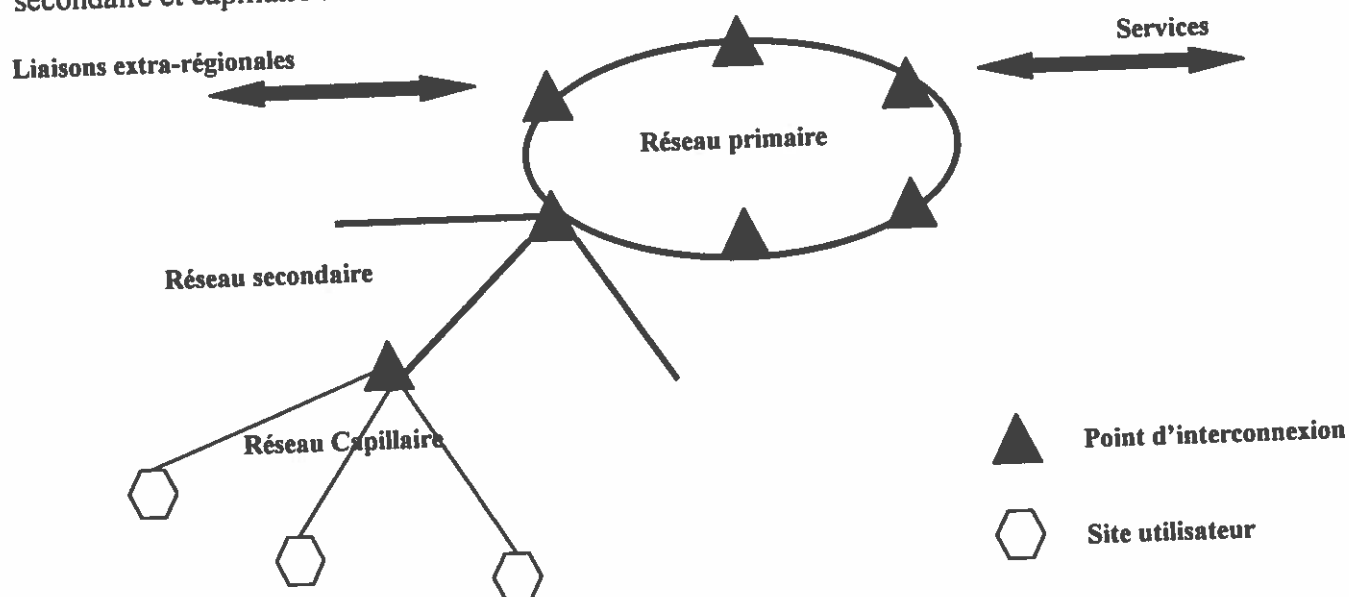


Figure n°2 : Architecture du réseau régional à haut débit
Source : Mission TIC

Au cours de la procédure d'appel d'offres, il a été créé, suite à la suggestion des experts de la commission d'appel d'offres, un 4^{ème} lot, correspondant aux services associés et en particulier, la plate-forme de télégestion des lycées.

Concernant, le déroulement de la procédure, le calendrier original établi à l'automne 2000 était le suivant :

- Avis d'information : septembre 2000,
- Appel à candidature : novembre 2000,
- Consultation finale : février 2001,
- Remise des offres : mai 2001,
- Création du GIP : juillet 2001,
- Premier raccordement : fin 2001.

Aujourd'hui, afin de favoriser la concurrence entre les opérateurs, la remise des offres a été retardée faute de candidats sur le troisième lot. Ainsi, pour la suite de la procédure, les

échéances ne seront pas honorées, et le déploiement du réseau (raccordement des 190 sites imposés) interviendra au mieux à la fin de l'année 2002.

c) Les projets associés au réseau

Outre la plate-forme de télégestion des lycées, les espaces publics numériques (EPN) et les appels à projets innovants constituent deux éléments importants liés au développement des usages.

• Les espaces publics numériques (EPN)

La circulaire du Premier ministre du 23 août 2001, précisant les conditions de mise en œuvre des espaces publics numériques (JO du 24 août 2001), expose les objectifs et les conditions de mise en œuvre des EPN : offrir au public, en plus d'une possibilité de connexion et de navigation, « une première formation, en particulier pour la découverte de l'Internet, l'objectif retenu est la mise en place dans un délai de deux ans, de 2500 espaces ». La circulaire précise le statut des EPN qui « ne sont pas une structure propre à l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics, ou encore les associations, dès lors que sont respectées un ensemble de conditions. L'accord de l'organisme se manifeste par l'adhésion à une charte... ».

Les EPN doivent notamment accepter les engagements suivants :

- offrir un accès d'au moins deux heures à l'internet,
- proposer une première formation générale reconnue par la délivrance d'un « passeport pour l'internet et le multimédia »,
- disposer d'au moins un animateur multimédia qualifié.

Le projet régional portait sur la création de 130 EPN en région Centre. Un appel à projets avait été lancé en juin 2001. 122 projets ont été proposés par 59 entités publiques. Ces EPN associent l'Etat, la Région et les autres collectivités locales. En effet, la collectivité locale doit mettre à disposition du projet les locaux et le mobilier nécessaires. La région Centre doit subventionner les équipements techniques à hauteur de 80% avec un maximum de 300KF. L'Etat intervient au niveau de l'animation par l'intermédiaire d'emplois jeunes. Un comité de pilotage doit se réunir chaque mois.

Ces 122 projets constituent une première phase de déploiement des EPN. En effet, l'enveloppe des 130 premiers EPN devrait vraisemblablement être augmentée. Les EPN visent en premier lieu les quartiers sensibles et les zones rurales. Pour ces dernières, la mission TIC souhaite, d'une part, s'appuyer sur les Pays, et, d'autre part, utiliser les écoles en dehors des heures scolaires. Enfin, les animateurs devraient se déplacer dans ces écoles et fournir une assistance technique notamment au profit des instituteurs.

• Appels à projets innovants

Les appels à projets innovants doivent permettre de développer des usages dans des secteurs précis. A l'heure actuelle, il existe des projets en gestation mais leur élaboration se révèle assez lente. Leur sélection dans le cadre de ces appels à projets devrait les stimuler, à travers une aide financière en contrepartie du respect d'un calendrier.

Deux domaines semblent particulièrement pouvoir s'inscrire dans cette démarche incitative : la médecine hospitalière et la mise en réseau des bibliothèques. Ce dernier point pourrait se traduire par la création d'un thésaurus régional à partir de la constitution d'une base documentaire et de la mise en place d'une procédure de prêt à distance.

4) Une nouvelle donne territoriale ?

Les bouleversements induits par l'introduction des technologies de l'information et de la communication auront-ils une véritable influence sur la structuration des territoires ? La mise en place des réseaux TIC (GSM, UMTS, haut débit...) aura-t-elle des conséquences majeures sur le paysage et le développement de la région Centre ? Telles sont les questions qui semblent légitimes de poser face à une opération d'une telle envergure. Il n'est pas dans l'objet de cette recherche de proposer des scénarios prospectifs relatifs à l'entrée des territoires régionaux dans la société de l'information, cependant il est possible de suggérer quelques images. Ainsi, les trois images suivantes, si elles sont caricaturales, montrent certains effets que les réseaux TIC pourraient avoir sur les territoires :

- un développement des réseaux TIC basé sur un maillage urbain dans lequel sont exclusivement concentrées les activités économiques ;
- un développement uniforme des réseaux TIC sur l'ensemble du territoire régional. Cette hypothèse correspond au développement du réseau téléphonique par exemple en tant que service public ;
- un développement des réseaux TIC basé d'une part sur un maillage urbain, et, d'autre part, sur une capillarité des zones rurales. Ces dernières fondent leur développement à partir de leur spécificité locale.

Cette troisième image correspond à la stratégie de développement des territoires retenue par la région Centre. A partir du constat selon lequel il est extrêmement difficile voire impossible de transférer les activités économiques les plus importantes dans les territoires les moins densément peuplés et les plus faiblement desservis par les infrastructures routières, ces derniers ne peuvent trouver leur salut que dans l'exploitation de leur ressources locales (patrimoines bâtis ou naturels, tourisme...). Les TIC peuvent contribuer à ce développement qui pourra, dans une certaine mesure, n'être que modeste.

Son corollaire réside dans la capacité et la volonté des opérateurs de télécommunication de se déployer dans les zones les moins développées, les moins peuplées et aussi les moins rentables. Les objectifs et les motivations des opérateurs de télécommunication n'est certainement pas de contribuer directement ou volontairement à l'aménagement du territoire. Il convient de ne pas leur reconnaître un rôle qu'ils n'ont pas et n'auront sans doute jamais. Ces opérateurs ne sont pas des philanthropes, et en l'absence d'équation économique viable sur un territoire, ils seront toujours plus hésitants à venir s'y installer. C'est pourquoi les secteurs privés et publics doivent agir ensemble.

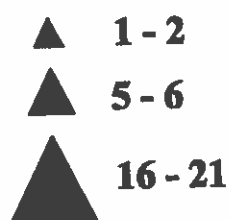
Pourtant, il faut bien être conscient **des limites d'un développement des territoires uniquement basé sur les TIC**. Il est extrêmement difficile d'impulser à grande échelle la création d'activités économiques dans les territoires ne bénéficiant pas d'infrastructures de transport traditionnelles préexistantes et dont le bassin d'emploi et la main d'œuvre sont limités.

Les centres d'appel (entreprises non tributaires des moyens de transports traditionnels, dont les deux secteurs les plus représentés sur le marché sont, en nombre de sites en région Centre, d'une part, l'outsourcing [sous-traitance], et d'autre part, l'informatique, les télécoms, internet et les TIC), ont un temps incarné un potentiel de développement des plus petites communes en s'affranchissant du carcan lié à la route. Cependant, la carte n°3 présentée ci-après montre bien que ces entreprises, loin de se diffuser à l'intérieur du territoire régional, se sont au contraire fortement concentrées autour d'Orléans et de Tours. Il convient de souligner que les potentialités attribuées aux centres d'appel ne pourront pas faire illusion encore longtemps.

Localisation des centres d'appels en région Centre en 2001



Nombre de centres d'appels:



0 50km

Carte n°3
Source: Direction des études et de la
Prospective, Conseil Régional du Centre
Réalisation: Heurtebise Sylvain

De même, le développement du télétravail, dans lequel de nombreux espoirs en matière de délocalisation ont également pu être mis en avant, apparaît limité. D'une part, les nouvelles technologies, et notamment les visioconférences, n'ont pas eu pour effet de limiter les déplacements. D'autre part, la déconnexion du salarié vis à vis de son entreprise risque à terme, d'avoir des effets négatifs : perte d'identité de l'entreprise, diminution de la productivité et de l'efficacité.

Compte tenu de ces données, il est à craindre que le déploiement des réseaux d'information et de communication soit limité si, parallèlement, on ne cherche pas à développer des usages et des services destinés aux entreprises comme aux particuliers, afin de susciter une réorganisation économique du territoire régional.

Cependant, il semble que ces limites ne remettent pas en cause la nécessité de développer les infrastructures dont **dépendent les usages et services liés aux TIC** dans un contexte où l'équité territoriale tend vers une libre accessibilité de tout un chacun aux services qu'ils soient publics ou privés. La question qui se pose alors (et à laquelle la troisième partie apporte des éléments de réponse) est la suivante : la région Centre a-t-elle programmé la mise en place de mesures incitatives à l'usage du réseau haut débit et au développement de services inhérents à ce dernier (en dehors des EPN et des appels à projets innovants qui restent des mesures résiduelles) ?

Après la région Centre et sa politique très volontariste, le parti pris est de centrer l'analyse sur une démarche régionale catégoriquement différente et relevant du scénario « tendanciel opérateur » : or, après un examen rapide des régions Bretagne, Poitou-Charentes, Aquitaine et Alsace, il s'avère que les territoires soumis à l'étude présentent des stratégies de déploiement des infrastructures de télécommunications similaires, divergeant uniquement quant à l'état d'avancement de la réflexion et des procédures engagées. Ainsi, l'ensemble des politiques étudiées repose sur deux volets : le premier destiné à développer l'infrastructure soit par réalisation d'un réseau physique (régions Centre, Poitou-Charentes, Alsace devenant alors maîtres d'ouvrage), soit par incitation financière directe auprès des opérateurs (régions Bretagne et Aquitaine). Le second volet plus ou moins représenté selon les régions considérées, vise le développement des usages et des services liés aux TIC.

Néanmoins, la stratégie régionale en matière de TIC des régions ultrapériphériques françaises de l'Europe (RUP, soit la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion) se démarque par un caractère plus attentiste (correspondant aux caractéristiques du scénario tendanciel opérateur développées ci-avant). A ce titre, son analyse s'impose d'elle-même, l'enjeu étant alors de présenter d'une part la méthode de déploiement adoptée par les RUP, et d'autre part, de rechercher des éléments d'explication à cette atypie : s'agit-il d'un total désengagement des acteurs publics face aux TIC ? Ou l'attitude attentiste des RUP s'explique-t-elle par une carence financière et technique ?

C) Le cas des régions françaises ultrapériphériques de l'Europe : attentisme ou retard de développement ?

Avant de répondre à ces questions et pour faciliter la lecture et la compréhension de la stratégie, il paraît bon, préalablement, de présenter brièvement l'état de l'offre en matière de télécommunications.

1) L'offre d'infrastructures locales de télécommunications : état des lieux

a) Une situation différenciée selon les régions ultra-périphériques françaises

- En Guyane, les infrastructures locales sont très déficientes, en dehors de la bande côtière (80% de la population). Selon un état des lieux sommaire effectué par le cabinet Lengrand⁴⁰ et dont les conseils régionaux des RUP sont les commanditaires, les acteurs locaux, qu'ils soient privés ou publics, dénoncent des problèmes d'entretien des réseaux, des pannes fréquentes et un état de saturation. Des projets alternatifs sont à l'étude (TV par câble, plate-forme régionale haut débit...). Dans les zones de l'intérieur, les problèmes de communication sont aigus : du fait de l'enclavement de ces zones, conjugué à un sous-équipement en réseaux électriques, le réseau est très réduit. Il existe encore des villages et des sites isolés sans téléphone. La Guyane compte ainsi la dernière commune française sans téléphone, Saint-Elie. Le dialogue se fait uniquement par radio mais avec des liaisons médiocres en raison de la difficulté d'installer des relais.
- Dans les Antilles et à la Réunion, l'opérateur historique, France Télécom, a déployé un réseau de boucles locales en fibre optique dont il considère qu'il peut couvrir la majorité des besoins des régions pour les années à venir. Il a commencé à déployer l'ADSL. Mais globalement, les acteurs locaux jugent les infrastructures, notamment de haut débit, insuffisantes pour envisager un développement des applications publiques et privées liées à la société de l'information. La carte n°4, ci-dessous, dévoile un réseau Réunionnais haut débit (déployé à partir de 1990) desservant les zones littorales uniquement, et laissant pour compte les zones intérieures.

⁴⁰ Cabinet Louis Lengrand, Etude sur l'impact des TIC dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne, rapport principal, septembre 2001.



Les réseaux de fibres optiques des RUP sont aujourd'hui déjà saturés (dont les plaques régionales du Réseau National de l'Enseignement et de la Recherche RENATER qui offre depuis peu une bande passante de 1Mbit/s pour les Antilles et la Guyane et de 2Mbit/s pour la Réunion, ce qui reste très insuffisant). Mais surtout, l'ensemble des acteurs souhaite que des réseaux alternatifs soient déployés afin de répondre aux besoins spécifiques des communautés d'utilisateurs, ceci dans un environnement concurrentiel permettant des conditions de prix plus favorables.

b) Des difficultés récurrentes

- **Le manque d'infrastructures alternatives à celles des opérateurs historiques**

On peut considérer globalement que les infrastructures qui sont en place et disponibles pour ceux qui en ont besoin, ne sont détenues que par un ou deux opérateurs. Le point d'achoppement ne se situe donc pas vraiment dans la disponibilité des infrastructures mais dans leur accessibilité. L'absence de réseaux alternatifs susceptibles de répondre à des besoins spécifiques en débit et surtout à des conditions de prix favorables constitue l'obstacle essentiel. L'existence d'infrastructures alternatives, notamment à haut débit, est ainsi considérée comme déterminante pour le développement de la Société de l'Information dans un contexte de concurrence réelle.

- **Le manque de concertation et de synergies**

On constate un certain manque de concertation et de synergies entre les acteurs publics d'une part et les acteurs privés (opérateurs) d'autre part.

Des projets d'infrastructures émergent à l'initiative de plusieurs communautés d'acteurs, mais sans réelle mise en cohérence. Il existe ainsi un risque de multiplication des projets d'infrastructures, de « surfacage », s'accompagnant d'un manque de rationalisation, et de problèmes d'interconnexion entre les réseaux actuels et futurs.

Par ailleurs, la multiplication des projets peut conduire à la multiplication des chantiers des différents exploitants de réseaux, avec l'ensemble des nuisances environnementales en découlant. A cet égard, les acteurs publics en charge de la construction des routes devraient systématiquement prévoir des fourreaux dans les nouvelles constructions pour permettre de réduire les coûts de réalisation des infrastructures, le génie civil représentant les deux-tiers des coûts. Cela permettrait également d'attirer les opérateurs de télécommunications et de vidéo-communication, notamment dans les zones enclavées et faciliter ainsi l'arrivée d'une offre pluraliste de services.

Le manque de dialogue entre les acteurs publics et les opérateurs de télécommunications, en particulier les nouveaux entrants, est apparu clairement. Les opérateurs n'ont pas une vision claire des objectifs et projets des pouvoirs publics et ont du mal à se positionner. Les pouvoirs publics n'ont pas engagé de véritable dialogue avec les nouveaux opérateurs. Cette situation a été parfois aggravée par la situation spécifique des RUP : certains opérateurs débutent dans des contextes locaux particuliers et peuvent rencontrer des difficultés d'intégration. D'autres opérateurs sont encore en phase d'installation et d'organisation.

- **Des choix de plus en plus complexes**

Les régions ultrapériphériques françaises se trouvent aujourd'hui dans une situation délicate : il y a un certain sentiment d'urgence pour développer des infrastructures locales de qualité mais un état des lieux global et détaillé des infrastructures existantes et un schéma directeur des télécommunications n'ont été effectués que dans un nombre limité de cas.

Or, plusieurs solutions techniques existent aujourd'hui (réseaux de télévision par câble, boucle locale radio, satellite, nouvelles boucles locales en fibre optique ou connexion sur des boucles existantes, etc...). Si la multiplicité de ces solutions constitue un atout pour le développement des infrastructures et l'abaissement des coûts d'accès, **cela rend les choix des acteurs de plus en plus complexes et nécessite des études approfondies** d'ordre : technique (notamment dans les régions qui ont des contraintes géographiques fortes : régions montagneuses, situation d'archipel, risques sismiques, dispersion et enclavement de la population pour la Guyane...); de coût de rentabilité; juridique (modalités de mise en œuvre, maîtrise d'ouvrage, questions patrimoniales); financier,... On ressent un certain flou dans ces domaines, ainsi qu'un besoin important de conseils et d'assistance technique, notamment dans le domaine stratégique (analyse de scénarios), juridique, d'ingénierie technique et financière, etc. Dans ce domaine où les expertises sont concentrées dans les « métropoles », l'isolement et l'éloignement des RUP est un handicap supplémentaire.

- **Des risques de disparités infra-régionales croissantes**

Il existe aujourd'hui des disparités importantes en matière d'infrastructures à l'intérieur des régions (cf carte n°4). Ces disparités risquent de s'accroître, les investissements se concentrant dans les zones les plus rentables.

Certaines zones risquent de devenir « suréquipées » et d'autres délaissées : zones enclavées ou éloignées des centres d'activité et de fortes concentrations démographiques (Nord de la Martinique, Basse-Terre, et Nord de Grande-Terre en Guadeloupe, les Ecartés à la Réunion), îles secondaires (« dépendances » en Guadeloupe...), régions de l'intérieur en Guyane et à la Réunion. Dans ces zones, l'offre des opérateurs est déficiente, que ce soit l'offre de l'opérateur historique (le service universel des télécommunications ne permettra pas de couvrir les besoins à haut débit des régions) ou les offres des opérateurs privés. Existe-t-il alors des projets publics de réseaux régionaux et locaux permettant de pallier ces insuffisances ? Il est difficile d'avoir une vision claire aujourd'hui des axes et zones de développement prioritaires des projets régionaux (cf. ci-dessous, Deuxième partie, C), 2)).

Il y a ainsi un risque de fracture numérique infra-régionale, lié aux coûts importants de déploiement des réseaux dans des zones peu rentables, à très faible densité de population ou s'étendant sur de très longues distances comme la forêt amazonienne. Or, dans ces régions, les applications les plus pertinentes à développer sont aussi celles qui sont les plus consommatrices de débit, en particulier la télé médecine, la téléformation et le téléenseignement, donc les plus coûteuses.

Alors face à ces difficultés, on peut s'interroger sur le contenu et la pertinence des politiques publiques régionales des RUP en matière de TIC pour y répondre.

2) Une volonté régionale récente, de définir une stratégie et un plan d'action pour le développement de la société de l'information

La plupart des RUP ont défini ou sont en train de définir des stratégies et des programmes d'actions en matière de développement de la Société de l'Information. Ces stratégies s'intègrent le plus souvent dans les schémas d'aménagement régionaux, les Contrats de plan Etat-Région et dans les cadres communautaires de l'Union Européenne.

Ci-dessous sont résumées les principales étapes d'élaboration de ces programmes et les principaux objectifs. On notera que certaines stratégies sont fondées sur des études lancées il y a plusieurs années mais qui n'ont pas débouché sur des réalisations concrètes faute de financements.

On peut regretter l'absence de documents structurés et globaux présentant de manière détaillée l'état des lieux, les objectifs, les actions à mener, les moyens à mettre en œuvre, les indicateurs de suivi à utiliser, les acteurs à mobiliser, ... Pour beaucoup de régions, les informations sont rares et éparpillées (DOCUP, documents budgétaires, présentation de régimes d'aides, compte rendus de séminaires, ...). Cela ne facilite pas la lisibilité des politiques menées dans les régions en faveur de la société de l'information par les acteurs concernés (populations, opérateurs de télécommunications, entreprises, associations

professionnelles,...). On soulignera également l'indigence des données, notamment statistiques, sur la Société de l'Information au niveau régional, ce qui accroît les difficultés pour mettre en œuvre des politiques visant le développement des TIC.

En croisant les informations relevant des documents de contractualisation (Contrat de plan Etat-Région, DOCUP) et de documents plus informels (rapports de séminaires), on retrouve globalement six volets dans les stratégies régionales TIC des RUP françaises :

- **un volet « infrastructures »** posant le problème de la desserte équilibrée du territoire en matière de téléphonie mobile et de haut débit ;
- **un volet « éducation et formation »**
- **un volet « lutte contre l'info-exclusion »** (Internet pour tous, points publics d'accès...) ;
- **un volet « modernisation de l'administration »** par les téléservices publics et des applications d'intérêt général ;
- **un volet « développement économique et technologique »** traitant de l'intégration des TIC dans le secteur productif, du commerce électronique, du développement de la filière TIC...
- **un volet « culture et loisirs »** visant la création de contenus régionaux multimédia, la valorisation des cultures régionales et le renforcement de la cohésion sociale.

A titre d'exemple, les axes directeurs des stratégies de la Guadeloupe et de la Guyane peuvent être présentés (cf tableau 5, page suivante) :

Tableau n°5 : les axes directeurs des stratégies TIC de Guadeloupe et de Guyane

Guadeloupe	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme « Guadeloupe numérique » a été élaboré progressivement à la suite d'études initiales lancées en 1997 et réactualisées en 1999. • Le programme a été intégré dans le CPER et le DOCUP, prévoyant un investissement de 24,4 millions d'euros. • Le principal objectif est que « l'archipel guadeloupéen devienne le pôle européen des nouvelles technologies dans la Caraïbe ». La stratégie globale du programme s'articule autour de cinq objectifs : <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à Internet pour tous et à moindre coût ; - Stimuler le développement économique par l'intégration des TIC dans les entreprises ; - Faire entrer les jeunes guadeloupéens dans la société de l'information ; - Stimuler le développement socio-culturel grâce au multimédia ; - Moderniser l'administration publique • Création d'un comité de réflexion associant différents acteurs régionaux en mai 2001 pour la mise en œuvre du programme.
Guyane	<ul style="list-style-type: none"> • Création en avril 2001 d'un groupe de travail Etat-Région et engagement d'une réflexion sur la mise en place d'un Comité de pilotage afin d'élaborer une stratégie et un programme régional société de l'information. • Une mesure spécifique est consacrée aux TIC dans le DOCUP 2000-2006 (4,4 millions d'euros) ; les TIC irriguent un ensemble d'autres mesures. Les montants globaux restent relativement faibles. Mais il est prévu de débloquent des fonds régionaux et de réévaluer le DOCUP à mi-parcours pour mieux prendre en compte le développement des TIC en Guyane. Les priorités sont : <ul style="list-style-type: none"> - Répondre aux besoins de la population, notamment dans les zones enclavées, en développant des téléservices d'utilité publique dans les domaines de l'enseignement, de la santé et des services aux citoyens. - Favoriser le développement économique et les synergies entre le monde de la recherche et celui des entreprises grâce aux TIC. - Améliorer la formation initiale et professionnelle grâce aux TIC. - Renforcer la cohésion sociale en développant les médiathèques et en permettant l'expression des langues régionales. - Déployer un réseau moderne de télécommunications.

Source : conseils régionaux Guadeloupe et Guyane

Réalisation : Heurtebise Sylvain

L'ensemble des objectifs déclinés ci-avant pour la Guadeloupe et la Guyane privilégie les volets « lutte contre l'info-exclusion » et « développement économique », au détriment de l'aspect infrastructure. Les questions de l'équité territoriale technologique et de la mise en place des infrastructures ne sont pas posées de manière explicite : le déploiement des réseaux de télécommunications (GSM, UMTS et haut débit) semble donc laisser au bon vouloir des opérateurs privés et ce en dépit du bon sens si l'on tient compte des disparités infra-régionales croissantes exposées précédemment (cf. Deuxième partie, C), 1), b)).

3) Le rôle de coordination ineffectif des autorités régionales

De nombreux acteurs se mobilisent dans les RUP pour développer les TIC. En premier lieu doivent être citées, les autorités régionales à qui doit incomber un rôle central. Ces autorités peuvent être assistées par des structures opérationnelles semi-publiques tel que PROTEL à la Réunion.

En deuxième lieu, les chambres de commerce et d'industrie jouent un rôle important dans la sensibilisation, l'information des entreprises et le montage de projets.

Enfin, les opérateurs privés ainsi que certaines entreprises jouent un rôle de stimulation et d'aide au développement d'entreprises innovantes.

Mais de manière générale, la coordination entre ces différents acteurs fait défaut. Certains (porteurs de projet, opérateurs alternatifs) dénoncent l'absence d'une structure de dialogue et de concertation qui associerait l'ensemble des acteurs publics mais également les acteurs privés. A l'heure actuelle, la cohérence n'est pas toujours assurée. La mise en œuvre des stratégies régionales perçues comme « projets collectifs » réunissant les différents acteurs de la société de l'information n'est pas encore une réalité. **On reproche aux autorités régionales de faire preuve d'attentisme vis à vis des autres acteurs et plus spécifiquement des opérateurs privés, notamment en matière de déploiement des réseaux de télécommunications.** Pourtant certains progrès ont été réalisés (création d'un comité de pilotage en Martinique, d'un Comité de réflexion en Guadeloupe...), mais de gros efforts devront encore être fournis pour assurer l'adhésion et la mobilisation de l'ensemble des acteurs autour d'objectifs communs.

L'atypie des stratégies des RUP en matière de déploiement des infrastructures de télécommunications est donc due à une méthode d'intervention résolument tournée vers les opérateurs, qui semble justifier un certain laxisme des autorités régionales refusant d'assurer un rôle de coordination des acteurs concernés par les TIC.

4) Les difficultés de mise en œuvre des politiques régionales en matière de TIC

Donc, dans les régions françaises ultrapériphériques, la mise en œuvre des programmes régionaux Société de l'information est ralentie car plusieurs difficultés sont apparues :

- Une insuffisante coordination des actions entre les acteurs (cf. ci-dessus), allant parfois jusqu'à des situations de blocage.
- La difficulté à faire émerger des projets, la « culture de projets » faisant défaut.
- L'insuffisance d'une masse critique pour promouvoir des projets d'envergure.
- Les porteurs potentiels de projet font état de difficultés pour faire appel aux fonds publics et pour monter des dossiers souvent très complexes.
- Le problème des avances pour le démarrage des projets alors qu'il est très difficile d'obtenir des prêts relais.
- Les paiements se font avec beaucoup de retard ce qui a suscité une grande méfiance de la part des opérateurs privés, de plus en plus réticents à travailler en concertation avec les acteurs publics.

Face à ces difficultés de mise en œuvre, il semble légitime de s'interroger sur le bien-fondé des politiques mises en place ? Une attitude plus ferme et rigoureuse des acteurs publics régionaux ne serait-elle pas plus adaptée au contexte des RUP ? Telles sont quelques-unes des questions sur lesquelles on s'attardera dans la troisième partie.

L'équité territoriale face aux infrastructures de télécommunications passe par un déploiement égalitaire de celles-ci. Pour ce faire deux types d'approches ou de démarches prédominent à l'heure actuelle en France, selon la typologie effectuée précédemment. La première (pro-active) se fonde sur une forte mobilisation des pouvoirs publics alors que la seconde (tendanciel opérateurs) repose sur l'initiative privée. En aucun cas et quelle que soit la méthode d'intervention choisie, il ne s'agit pour les collectivités de se substituer aux acteurs du marché mais à l'inverse, de créer les conditions les plus favorables au déploiement de l'offre. C'est en fait un partenariat non discriminatoire qui doit s'instaurer entre les collectivités en charge de l'aménagement du territoire et les opérateurs.

De ce fait, les différentes possibilités d'intervention au service des autorités régionales déclinées ci-avant, ne sont pas figées, loin s'en faut, et corroborent un état d'avancement de la réflexion selon la prise de conscience, plus ou moins tardives des acteurs publics, de l'intérêt territorial des technologies d'information et de communication.

Pourtant, si l'on rapproche la typologie précédemment effectuée de la problématique de recherche, ayant trait à l'équité territoriale technologique, à priori, des divergences notoires pourraient exister selon les politiques adoptées. Le principe de positionnement des collectivités, responsables devant le service public, risque d'influer d'une manière conséquente sur la morphologie et l'étendue des réseaux UMTS et Internet à haut débit futurs.

Par conséquent, au delà du discours et des écrits, peut-on, à l'heure actuelle, évaluer le bien-fondé des différents scénarios d'intervention choisis dans les cas d'étude ? Et selon quelle méthode d'évaluation ?

**PARTIE III : EVALUATION DE LA COHERENCE
DES POLITIQUES REGIONALES TIC EN VUE DE
LA REDUCTION DES DISPARITES INFRA-
REGIONALES TECHNOLOGIQUES**

Troisième partie : Evaluation de la cohérence des politiques régionales TIC en vue de la réduction des disparités infra-régionales technologiques

Cette partie s'organise en quatre chapitres : dans un premier temps, la définition d'une méthode d'évaluation se justifie par le caractère atypique de celle-ci : en effet, l'évaluation intervient ici dans la phase de mise en œuvre des stratégies régionales en matière de déploiement de réseaux, les impacts des politiques n'étant alors pas encore connus. Le second chapitre concerne l'évaluation des stratégies des régions ultra-périphériques françaises et de la région Centre. On tentera précisément dans ce chapitre d'évaluer la cohérence des scénarios d'intervention choisis par les régions pour déployer les infrastructures. Le troisième chapitre permettra de relativiser les résultats de l'évaluation en en présentant les limites, compte tenu notamment du degré d'avancement des politiques visées.

Le quatrième chapitre s'attachera à faire une évaluation succincte des politiques d'accompagnement des réseaux mis en place, politiques visant le développement des usages et des services, nécessaires à la pérennisation des infrastructures. Cette section présentera ensuite la stratégie et la démarche adoptées par la région Poitou-Charentes, reconnues comme exemplaires au vue du contenu et des moyens mis en œuvre pour sensibiliser les acteurs à l'utilisation des TIC.

L'objectif de cette partie est prioritairement de déterminer de la bonne cohérence des stratégies régionales en matière de TIC présentées auparavant, dans un objectif de réduction des disparités infra-régionales technologiques.

A) Quelle méthodologie pour évaluer les stratégies ?

1) Le champ de questionnement de l'évaluation

Fondamentalement, l'évaluation d'une politique publique, dans quelque domaine que ce soit, consiste à tenter de répondre à un ensemble de questions relatives à une politique, sa mise en œuvre et ses effets. Ce questionnement peut être orienté de différentes manières en fonction du contexte et des buts poursuivis par le commanditaire. Selon Monnier E.⁴¹, pour aider celui-ci à former son jugement, l'évaluation cherche à apprécier dans quelle mesure la politique évaluée possède les « principales » qualités qui caractérisent idéalement une « bonne » politique :

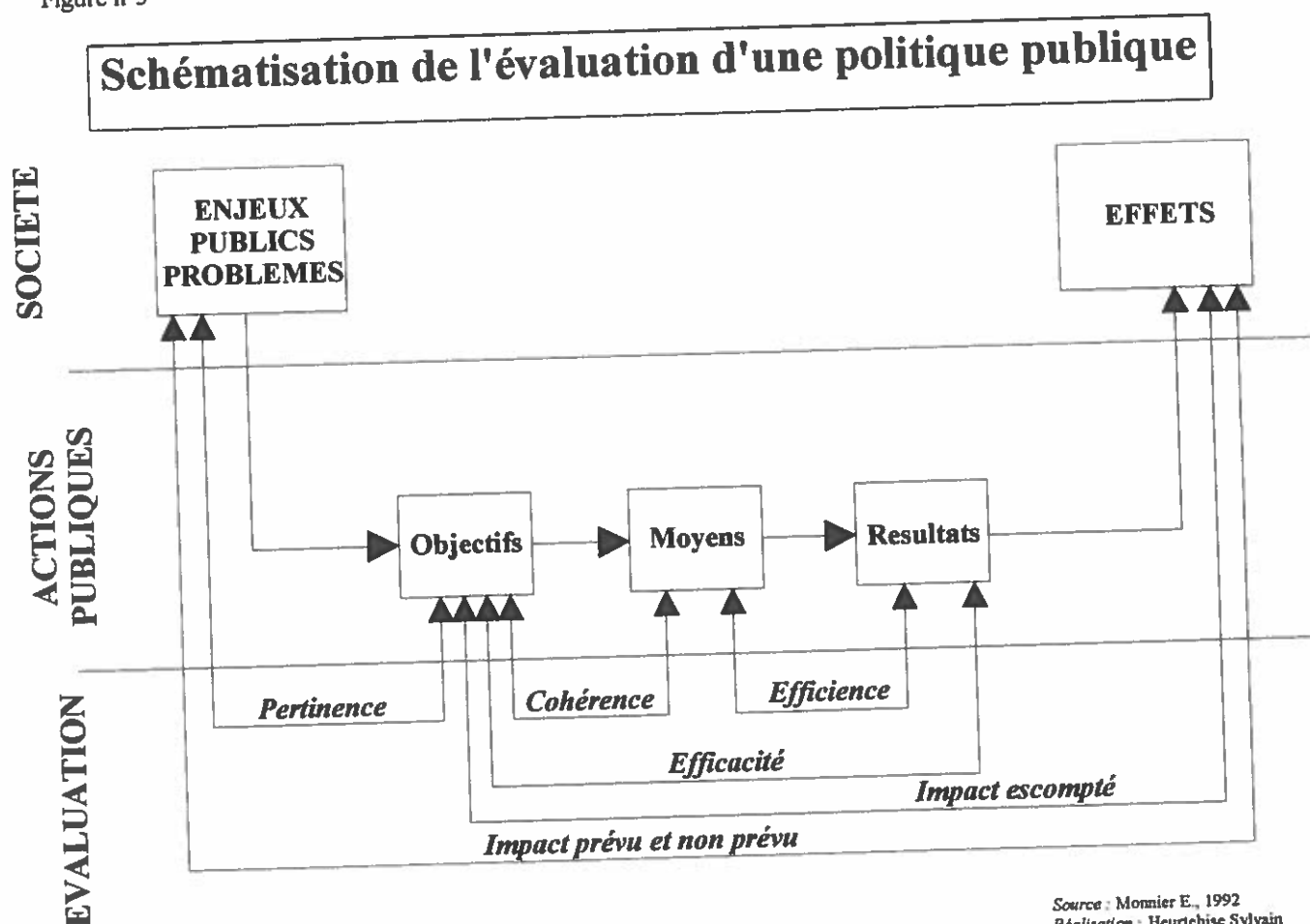
- *cohérence* (dans la conception et la mise en œuvre) : les différents objectifs sont-ils cohérents entre eux ? Les moyens juridiques, humains et financiers mis en place sont-ils adaptés à ces objectifs ?
- *atteinte des objectifs* : dans quelle mesure les évolutions constatées de la réalité sociale sont-elles conformes aux objectifs de la politique ?
- *efficacité* : dans quelle mesure les effets propres de la politique sont-ils conformes à ces objectifs ?

⁴¹ Monnier E, 1992, Evaluation de l'action des pouvoirs publics, Paris, Economica, p.131

- *efficience* : les ressources financières mobilisées par la politique ont-elles été bien utilisées ? Les résultats de la politique sont-ils à la mesure des sommes dépensées ?
- *impact* (effectivité) : quelles sont les conséquences globales de la politique pour la société ? Ces conséquences sont-elles bénéfiques ?
- *pertinence* : une politique se justifie très généralement par l'identification d'un « problème de société » auquel les pouvoirs publics se sentent tenus de faire face. Une politique sera dite pertinente si ses objectifs explicites sont adaptés à la nature des problèmes qu'elle est censée résoudre ou prendre en charge. La question de la pertinence est la plus délicate et la plus « politique » que l'évaluation ait à examiner.

C'est ainsi que l'évaluation d'une politique publique peut être illustrée par le schéma suivant :

Figure n°3



Source : Monnier E., 1992
Réalisation : Heurtebise Sylvain

A partir de ce schéma, Monnier, dont l'analyse est validée et entérinée par d'autres auteurs tels que Muller⁴² ou Boeuf⁴³, décrit cinq grandes méthodes d'évaluation qui témoignent à la fois de la richesse et des hésitations des évaluateurs face à la complexité de

⁴² Muller Pierre, Les politiques publiques, PUF, Que Sais je ?, 1994, p.118

⁴³ Boeuf Jean-Luc, L'évaluation des politiques publiques, Problèmes politiques et sociaux, n°853, La documentation française, février 2001, p.14, 15

leur objet. Chacune des méthodes en effet, privilégie un aspect, souvent en réaction contre le biais introduit par une autre méthode.

- L'approche à partir des objectifs officiels est la plus ancienne. Elle consiste à partir des objectifs du programme pour répondre à la question suivante : « dans quelle mesure le programme a-t-il produit les effets attendus ? » Si on se reporte au schéma précédent, cette méthode se focalise sur la notion d'*efficacité*. Une telle approche soulève de nombreuses difficultés dans la mesure où la description d'objectifs clairement formulés et bien hiérarchisés relève la plupart du temps du mythe de la décision purement rationnelle. *Compte tenu du degré d'avancement des politiques régionales traitées par la recherche, cette méthode, reposant sur une évaluation des résultats et des effets concrets suscités par la mise en œuvre de politiques, ne semble pas adapter.*
- Une seconde approche choisit de privilégier les moyens mis en œuvre, la question étant de savoir si ces moyens ont été déployés de manière optimale. L'approche est plus opératoire, moins ambitieuse, mais les intentions des auteurs du programme restent au cœur du processus d'évaluation. *Cette démarche, fondée sur la pertinence et la cohérence des politiques publiques, semble la plus adéquate à notre problématique et aux cas d'étude choisis.*
- Certains chercheurs ont proposé d'éliminer complètement la prise en compte des objectifs initiaux dans le dispositif d'évaluation de façon à se concentrer sur l'étude des effets du programme, que ceux-ci soient prévus ou non par les initiateurs de la politique. Mais un problème émerge : comment apprécier les résultats ? C'est alors qu'interviennent les « besoins fondamentaux » de la population, ce qui revient à introduire d'autres biais par le chercheur.
- Dans l'approche par les processus, il s'agit de mettre en place une perspective globale du processus politique incluant le glissement des objectifs, les négociations sur les moyens et, d'une façon générale, tout ce qui fait que la mise en œuvre du programme s'éloigne de la description abstraite que l'on pouvait en faire au départ. Fortement influencée par l'analyse de système, cette approche est sans doute la plus séduisante. Elle est en revanche très complexe à mettre en œuvre, compte tenu de l'hétérogénéité des variables prises en compte.
- Une dernière approche, enfin, rompt explicitement avec le point de vue des décideurs, en proposant de faire de l'évaluation un « processus jamais achevé d'apprentissage collectif et de recherche pluraliste de solution aux problèmes sociaux ». Dans ce cas, l'ensemble des décideurs et des utilisateurs (ou usagers), ainsi que leur système de valeurs, « est conçu comme un système ouvert dans lequel l'évaluation se trouve intégrée, les objectifs de cette dernière évoluant aussi au fur et à mesure de son déroulement »⁴⁴.

Ces trois dernières approches intervenant suite à une mise en œuvre des programmes, leur application semble prématurée par rapport à l'objet considéré. Ainsi, **le parti pris est de se focaliser sur la notion de cohérence** (en tant que rapport entre les objectifs et les moyens, cf. figure n°3 ci-dessus), l'évaluation de cette dernière reposant sur la forme la plus précoce de la politique (son élaboration), occultant des résultats ou des effets entrant dans le champ d'une phase ultérieure (sa mise en œuvre).

⁴⁴ Monnier E, 1992, *Evaluations de l'action des pouvoirs publics*, Paris, Economica, p.106

Par ailleurs, la notion de pertinence est délibérément mise de côté puisqu'elle interroge la légitimité de la politique dans son intégralité (en mesurant l'adéquation entre les objectifs et les enjeux). Or, l'objet qui intéresse ici l'évaluation est uniquement la cohérence de la méthode d'intervention choisie par les autorités régionales pour assurer la desserte des infrastructures de télécommunications, et non la politique dans son ensemble.

Une question guidera alors l'évaluation :

Compte tenu du contexte régional, le scénario d'intervention retenu dans nos cas d'étude est-il cohérent, avec un objectif de réduction des disparités infra-régionales technologiques ?

2) Proposition d'une méthode d'évaluation

L'objet de ce paragraphe est de proposer une méthode d'évaluation pour les stratégies régionales exposées ci-avant ; plus spécifiquement, cette méthode devra juger de la bonne cohérence de ces stratégies.

a) De la transparence

Il s'agit de s'intéresser ici à la prise en compte de l'existant et à la forme que recouvrent les stratégies régionales en matière de déploiement de réseaux de télécommunications, et d'évaluer l'adéquation de ces dernières vis à vis de la réalité des problèmes soulevés. L'évaluation cherchera alors à apprécier dans quelle mesure la politique évaluée possède les « principales » qualités formelles qui caractérisent idéalement une « bonne » stratégie :

- *La situation* : la situation locale en matière de desserte d'infrastructures de télécommunications est-elle bien cernée, voire bien intégrée dans le texte ? En d'autres termes, un diagnostic précis mettant en exergue les principales lacunes (zones non desservies) a-t-il été préalablement effectué ?
- *La transparence* : existe-t-il un ou des documents synchrétiques présentant les stratégies et les programmes d'actions des régions ? De surcroît, les objectifs des politiques sont-ils clairement exposés ?

b) De la cohérence

La seconde phase est la pierre angulaire de l'évaluation, puisqu'elle détermine le bien fondé des moyens prônés par la politique au vu de l'objectif principal à atteindre, soit une desserte égalitaire des infrastructures de télécommunications afin de permettre la libre accessibilité de tout un chacun aux technologies d'information et de communication. L'évaluation s'appuie alors sur plusieurs critères déterminant la qualité et la cohérence des moyens envisagés pour répondre aux objectifs assignés :

- *La cohérence du scénario choisi* : le mode d'intervention choisi par les autorités régionales est-il cohérent avec le contexte territorial, le maillage technologique existant et les stratégies de développement des opérateurs privés ?

- *La coordination* : les différents acteurs ayant un rôle à jouer dans la desserte technologique du territoire travaillent-ils en réseau et en concertation ? Existe-t-il une structure porteuse du ou des projets assurant des fonctions coordinatrices ?

- *Les moyens financiers* : compte tenu des coûts conséquents induits par la mise en place d'infrastructures, le ou les projets font-ils l'objet d'un programme financier précis, judicieux et crédible ?

L'application de ces différents critères aux stratégies régionales présentées dans nos cas d'étude, doit déterminer du bien-fondé des moyens prônés par ces politiques dans un objectif de réduction des disparités infra-régionales technologiques.

B) Evaluation des stratégies des régions Centre et Ultra-périphériques

1) Les régions ultra-périphériques françaises

a) De la transparence

- *La situation* : il existe un certain sentiment d'urgence pour développer les infrastructures dans les RUP, mais très rarement un état des lieux global et détaillé des infrastructures existantes et un schéma directeur des télécommunications n'ont été effectués. Pourtant, si l'on se reporte à la présentation de la situation faite dans la deuxième partie, on ne peut que constater les inégalités de fait existantes entre des zones densément peuplées équipées et des zones reculées sous-équipées. Ainsi, préalablement à l'élaboration des stratégies de développement en matière de TIC, des études détaillées sur les infrastructures existantes, les projets existants, les besoins, les contraintes techniques et juridiques... auraient dues être effectuées afin de cerner précisément les zones présentant des lacunes.

- *La transparence* : face à ce constat de carence, les objectifs en matière de desserte sont mal définis ou restent trop généraux, les zones sous-équipées n'étant pas délimitées. De surcroît, l'inexistence de documents synthétiques (schéma directeur des télécommunications), définissant les priorités et déclinant des programmes d'actions visant le développement des TIC est un manque certain. On trouve en général dans les RUP au sein des quelques documents référentiels existants une succession de bonnes intentions dénuées de programme d'action (cf. encart ci-après, « Les initiatives régionales guadeloupéennes en matière de société de l'information ») : une véritable réflexion doit être engagée, réflexion aboutissant sur la rédaction d'un document synchrétique faisant état des principaux manques en matière d'infrastructures et de desserte, et des moyens précis envisagés pour y pallier.

Les initiatives régionales guadeloupéennes en matière de société de l'information

De l'étude au programme définitif « Guadeloupe Numérique »

En mars 1997, le Conseil Régional a confié à la société Tecdev une étude sur les « Stratégies de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Guadeloupe ».

Le rapport, délivré en septembre 1997, visait à « proposer, à partir d'une analyse du contexte régional, des axes stratégiques pour le développement des nouvelles technologies et des nouveaux services de l'information et de la communication en Guadeloupe, de façon, notamment, à dynamiser les échanges entre acteurs, favoriser le développement économique et social, et à créer des facteurs d'attractivité pour les entreprises ».

Le rapport a proposé d'intituler le projet « Guadeloupe Numérique » afin de symboliser « la constitution progressive d'un pôle d'excellence à l'échelle régionale autour des nouvelles technologies et des nouveaux services de l'information et de la communication ».

Pour atteindre cet objectif de pôle d'excellence, le rapport a proposé cinq axes stratégiques :

- La création de boucles locales sur les zones industrielles existantes, pour donner aux entreprises des moyens très performants de télécommunication longue distance ;
- La constitution d'un réseau de télécentres pour permettre aux professionnels et aux entreprises situées sur certaines zones en Guadeloupe continentale (zones non précisées) ou bien sur les îles de l'archipel, d'avoir accès à ces réseaux et à ses services performants ;
- Le déploiement de points publics d'accès aux réseaux de données pour sensibiliser et acculturer la population et démocratiser les accès aux nouveaux services ;
- La création d'un intranet régional interconnectant les guadeloupéens autour de plate-formes de services dédiées au tourisme, à la culture, à l'enseignement, à l'administration...

Cette étude n'a été suivie d'aucun effet, mais a été reprise une première fois en 1999 pour être réactualisée, puis une seconde fois lors de l'élaboration du programme Guadeloupe Numérique présenté en mai 2001 et s'articulant autour de cinq objectifs :

- Faciliter l'accès à internet haut débit pour tous et à moindre coût ;
- Stimuler le développement économique par l'intégration des TIC dans les entreprises ;
- Faire entrer les jeunes guadeloupéens dans la Société de l'Information ;
- Stimuler le développement socio-culturel grâce au multimédia ;
- Moderniser l'administration publique.

Entre la première élaboration de l'étude et la présentation définitive du programme « Guadeloupe Numérique », aucun plan d'actions précis n'a été proposé, aucune zone critique sous-équipée n'a été délimitée, seuls ont subsisté des axes directeurs aussi larges qu'imprécis.

Le paysage des politiques des RUP en faveur de la diffusion de la Société de l'Information est donc complexe et peu transparent. Dans le cadre de la préparation de la révision à mi-parcours de la programmation de fonds structurels, la Commission devrait encourager les RUP à adopter une démarche plus approfondie en publiant des documents de stratégies régionales TIC, en structurant la concertation et en développant des partenariats... Ainsi, Isabelle Chatrie du cabinet Louis Lengrand écrivait dans une étude sur l'impact des TIC dans les régions ultrapériphériques de l'Europe⁴⁵ : « Le programme d'action pour la société de l'information en outre-mer (PSIOM) est insuffisant et beaucoup trop général. Dans l'immédiat, il serait nécessaire de demander aux régions de préparer de nouveaux documents plus pointus présentant leur stratégie et leur plan d'action ».

⁴⁵ Cabinet Louis Lengrand, Etude sur l'impact des TIC dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne, rapport principal, septembre 2001, p.62

b) De la cohérence

- *La cohérence du scénario choisi* : selon la typologie effectuée dans la deuxième partie, le mode d'intervention des autorités régionales des RUP, relève du scénario dit « tendanciel opérateur », laissant la priorité à la logique de développement des opérateurs, et allant dans le sens d'un accroissement des risques de disparités infra-régionales.

Compte tenu de l'état des lieux présenté dans cette même partie, mettant en exergue des disparités technologiques criantes liées à une inégale desserte des infrastructures de télécommunications, on peut raisonnablement s'interroger sur la légitimité de ce type d'intervention. **Une politique plus volontariste des acteurs publics régionaux ne serait-elle pas plus appropriée ?** Faire confiance à la seule loi du marché signifie accepter pour les pouvoirs publics une concentration des acteurs nécessitant l'usage des TIC vers des zones denses et favorisées en matière de réseaux et donc la désertification de certains territoires. Du point de vue d'un aménagement numérique égalitaire du territoire, cette situation n'est pas tolérable.

Il y a donc aujourd'hui une grande urgence à aller de l'avant pour la mise en place d'infrastructures performantes sur ces territoires. Ainsi, certains acteurs suggèrent de faire rapidement une typologie des différents scénarios conditionnant l'action des acteurs publics, en réalisant un **schéma directeur des télécommunications** proposant plusieurs formes d'intervention. Pour ce faire, il y a indéniablement un besoin important de conseils, d'assistance, dont l'accès est d'autant plus difficile que les RUP se trouvent isolées et éloignées.

- *La coordination* : la coordination des actions fait aussi aujourd'hui défaut (cf. deuxième partie, B), 4). Il est ainsi souhaitable d'encourager les différents acteurs à mettre en place des espaces de dialogue et de concertation (Comité de pilotage, de réflexion, groupes de travail...) et à travailler en réseau. En guise de modèle, on peut citer la création d'un comité de réflexion en Guadeloupe, qui n'a hélas pas encore porté ses fruits du fait de sa récente mise en place. En effet, la région Guadeloupe a décidé d'adopter une démarche partenariale dans le cadre de son programme « Guadeloupe Numérique », en créant un comité de réflexion. L'objectif principal de ce comité est de participer à la mise en œuvre du programme en constituant un lieu de réflexion et d'échanges visant à assurer la bonne coordination des politiques et actions mises en œuvre par les différents acteurs. Ainsi, ce comité est organisé en trois pôles de compétences appelés « Collèges » :

- Collège « développement économique et aménagement du territoire »
- Collège « Recherche, enseignement et formation »
- Collège « Démocratisation et développement socio-culturel »

Chaque collège est présidé par un élu régional et comprend des représentants de la majorité des structures publiques et para-publiques (conseil régional, CCI, Chambre des métiers, communes, préfecture, INRA, rectorat...). Les acteurs privés ne sont pas membres à part entière mais sont invités à participer à certains travaux. Sur le fond cette démarche semble valide, mais c'est sans compter le manque de rigueur des acteurs dont l'absentéisme durant les réunions de travail rend d'autant plus lente l'élaboration d'un programme d'action et la mise en place de mesures concrètes.

Cette démarche pourrait cependant servir d'exemple aux autres régions ultra-périphériques, dans la mesure où elle attribue aux pouvoirs publics un rôle moteur pour le développement de la société de l'information, permettant ainsi une prise en compte d'enjeux autres qu'économiques (privilégiés par les opérateurs privés), tels ceux liés à l'aménagement du territoire.

• *Les moyens financiers* : des sommes conséquentes sont allouées pour permettre le développement des TIC, notamment via les DOCUP. Ainsi, en Guadeloupe, les moyens dégagés par le DOCUP sont importants et en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent. Au total, 160 millions de francs sont inclus dans le volet Guadeloupe Numérique et les différentes autres actions des mesures. A ces montants, il faut ajouter les crédits hors DOCUP des budgets de l'Etat et des collectivités.

Cependant, à l'heure actuelle, ces fonds sont sous-utilisés faute d'initiatives privées et de porteurs de projet, sur lesquels repose pourtant la stratégie régionale guadeloupéenne de déploiement des infrastructures. Ainsi, peu de dossiers sont remontés au niveau des services instructeurs, et la plupart sont des petits projets, qui apparaissent souvent mal ficelés. Des éléments d'explication peuvent être avancés :

- Il existe dans les RUP un problème d'information des porteurs de projets sur les possibilités ouvertes en matière de TIC. Les CCI suggèrent de créer un guichet unique et de lancer des campagnes de sensibilisation des acteurs privés et publics et des utilisateurs finaux car la demande est encore déficiente.
- Dans le même temps, les porteurs potentiels de projets se plaignent de la difficulté à faire appel aux fonds publics et à monter des dossiers qui sont souvent très complexes. En outre beaucoup de projets sont des micro-projets qui ne trouvent pas toujours des financements adaptés.
- De plus surviennent d'autres difficultés : des avances financières seraient nécessaires pour le démarrage des projets alors qu'il est très difficile d'obtenir des prêts relais, et un suivi financier permettrait d'assurer une pérennité des projets qui aujourd'hui se trouvent stoppés faute de financements.

Face à ce constat, les autorités régionales doivent évaluer précisément les besoins des porteurs de projet et prendre des mesures adaptées. Une concertation doit être engagée entre les pouvoirs publics et les acteurs privés locaux.

Aujourd'hui, si les autorités régionales disposent de moyens financiers pour déployer et développer les TIC en tous points du territoire, elles les sous-utilisent en plaçant l'initiative privée, et les porteurs de projets, en nombre insuffisant, au cœur de sa politique. Une action plus volontaire et un encadrement rigoureux des fonds (programmant leur attribution) permettraient de pallier en partie les insuffisances soulevées ci-avant.

Dans un contexte de disparités infra-régionales croissantes, il semblerait que les autorités régionales n'aient pas fait le bon choix en optant pour un scénario de développement des infrastructures reposant en majeure partie sur la volonté des acteurs privés. Une stratégie plus rigoriste, partant d'un état des lieux précis, permettant l'élaboration d'un schéma directeur des télécommunications déclinant un programme d'actions pour plusieurs axes directeurs, semblerait plus appropriée. Cela permettrait un meilleur encadrement des fonds comme des porteurs de projets.

2) La région Centre

a) De la transparence

- *La situation* : le conseil régional a confié au cabinet d'études Tactis le soin de dresser un état des lieux des infrastructures existantes sur la région Centre. Cette étude a montré que le territoire n'était pas vierge d'installations. Il est riche de 80 000 kilomètres de fibres optiques. La société France Télécom a précisé, lors de son audition par le cabinet d'études, qu'elle déploie annuellement environ 300 kilomètres sur le territoire régional. Une partie de ce dernier est donc déjà maillé. Dans ces conditions, le constat de carence permettant de justifier l'action d'une collectivité locale n'est pas aisé à établir, sauf à préciser rigoureusement ce qu'il manque à ce réseau. C'est pourquoi un état des lieux précis a été effectué, mettant en exergue des zones peu équipées (cf. Deuxième partie, B), 1)).

Mais la présence d'infrastructures physiques n'est pas tout. Sans doute le constat de carence est-il à établir aussi à partir des conditions d'exploitation économique de ces infrastructures. En effet, l'absence de concurrence rend les connexions hors de prix. N'importe où sur le territoire, il est toujours possible, techniquement parlant, d'obtenir de l'opérateur historique une offre haut débit sur mesure (via les liaisons satellitaires), à condition d'acquitter un abonnement mensuel de 22.000 francs pour 2Mbit/s ou 80.000 francs pour 34Mbit/s, hors frais d'accès au service, respectivement 40.000 et 80.000 francs. Donc en plus du déploiement d'infrastructures, un développement des usages et des services, via l'intégration dans le marché d'acteurs privés, devra être initié et encouragé par les autorités régionales. On peut alors s'interroger sur la présence de cet aspect au sein de la stratégie régionale (cf. Troisième partie, D), 1), b)).

- *La transparence* : la mission régionale TIC est en mesure de présenter oralement aux acteurs concernés la stratégie régionale dans ses grands traits et l'intérêt de déployer un réseau régional à haut débit. Pourtant, aucun document ne regroupe les objectifs de la stratégie régionale, ni les plans d'actions prévus pour les atteindre : il règne un certain flou quant aux finalités visées par le déploiement du réseau régional à haut débit, le public ciblé, les usages futurs du réseau... La mise en place d'un schéma directeur des infrastructures de télécommunications, synthétisant les résultats de l'état des lieux et facilitant la lecture du projet, serait opportune.

b) De la cohérence

- *La cohérence du scénario choisi* : Le scénario choisi par la région Centre est « pro-actif ». Face à une desserte actuelle inégale des territoires en réseaux haut débit, la région a opté pour une attitude volontariste faisant le choix d'une démarche prenant en compte l'aménagement du territoire. Ainsi, dans une communication retraçant la problématique régionale rédigée par la commission spécialisée sur le thème des NTIC, la région a clairement affirmé :
 - son souhait de considérer que les déploiements, envisagés par les seuls opérateurs, sont porteurs de déséquilibres qui risquent de s'aggraver sans une intervention publique appropriée
 - sa volonté de favoriser l'égalité des chances entre les territoires qui justifie pleinement que la Région agisse pour la création d'un réseau à haut débit dont puissent bénéficier tous les acteurs publics et privés, quelle que soit leur localisation.

Le scénario « pro-actif » prône l'établissement d'un partenariat étroit non discriminatoire qui doit s'instaurer entre les collectivités en charge de l'aménagement du territoire et les opérateurs. Les collectivités sont en outre les seules à pouvoir jouer le rôle de fédérateurs et « d'ensembliers territoriaux » de la « mutualisation »⁴⁶ au bénéfice des opérateurs en concurrence... et donc au bénéfice des résidents ; entreprises et particuliers. C'est dans cette logique que s'inscrit le réseau régional haut débit, dont on ne peut remettre en cause la légitimité.

- *La coordination* : l'ensemble du projet est relayé par la mission régionale TIC : cette mission des technologies de l'information et de la communication, prévue au contrat de plan Etat-Région, a vocation :

- à gérer la mise en place et le fonctionnement du réseau régional de télécommunications à haut débit ;
- à promouvoir la Société de l'information en région Centre en lien avec les centres de ressources existants.

Dans ces conditions, l'Etat et la Région ont convenu de confier à la mission TIC les tâches suivantes :

1) pour la création et la mise en oeuvre du réseau régional

La mission TIC doit assister le Conseil régional

- pour la mise au point du programme fonctionnel du réseau en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés
- pour le suivi et l'aboutissement de la procédure d'appel d'offres

Il s'agit de piloter pour le compte de la structure de droit public (le statut associatif actuel de la mission étant appelé à évoluer en GIP) la mise en oeuvre du réseau (gestion et surveillance, contrôle des indicateurs de qualité, veille technologique, développement).

2) pour la promotion de la Société de l'information

Dans ce cadre, la mission doit mener des actions de sensibilisation et d'information, des actions pilotes et de démonstrations, et prôner une utilisation exemplaire des TIC.

Par ailleurs, l'Etat et la Région, en accord avec l'association régionale de développement et de promotion des TIC peuvent lui confier toutes tâches d'expertise, d'assistance technique ou de formation liées au développement des TIC en Région.

La coordination des différents acteurs semblent assurer par cette mission, qui gagnera en reconnaissance dès la création du groupement d'intérêt public.

- *Les moyens financiers* : les TIC ont été inscrites au contrat de plan Etat-Région 2000-2006, et à ce titre, se voient attribuées un montant de 236 millions de francs.

⁴⁶ Région Centre publication, Communication sur les nouvelles technologies d'information et de communication : problématique régionale, mai 2000, p.21

Tableau n°6 : Programme de financement du réseau régional (en MF)
Source : Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006.

	ETAT	REGION	TOTAL
• Réseau régional public à haut débit et mission TIC	85	100	185
• Plate-forme des lycées	25.5	25.5	51
TOTAL	110.5	125.5	236

En plus de cette première somme destinée principalement à la mise en place du réseau à haut débit, vient s'ajouter les 30 204 000 F prévu dans le DOCUP (cf. tableau n°4 , première partie, p.33) par la mesure 5. Ces fonds sont destinés au financement de projets corrolaires au réseau haut débit. Cependant, on peut déplorer l'inexistence de programme de répartition des fonds selon différents projets. Mais cette carence s'explique plus par une absence de projets (autres que les Espaces Publics Numériques) que par un manque de volonté des autorités régionales. Les porteurs de projet font défaut, et ce, du fait d'un manque d'information quant aux possibilités offertes par les nouvelles infrastructures (usages et services) et aux moyens (financiers et techniques) disponibles. La mission TIC en élargissant ses compétences pourrait constituer un relais afin d'assister, d'informer et d'orienter les porteurs de projet sur les différentes possibilités financières dont ils disposent.

3) Tableau synthétique

Tableau n°7 : Synthèse

	<i>Situation</i>	<i>Transparence</i>	<i>Cohérence du scénario choisi</i>	<i>Coordination</i>	<i>Moyens financiers</i>
Régions ultra-périphériques françaises	Diagnostic incomplet	Lecture difficile du ou des projets : inexistence d'un schéma directeur des télécommunications	Scénario d'intervention inapproprié	Inefficacité des structures porteuses	Sous-utilisation des fonds attribués
Région Centre	Diagnostic établi	Lecture difficile du projet : inexistence d'un schéma directeur des télécommunications	Scénario d'intervention approprié	Efficacité de la mission TIC concernant la mise en place du réseau à haut débit	Sous-utilisation des fonds attribués faute d'information auprès des porteurs de projet

C) Les limites de l'évaluation retenue

Sur le plan du contenu : absence d'évaluation de la qualité technique des projets et d'une analyse en terme de marché

Telle qu'elle a été mise en œuvre, la méthode d'évaluation présente deux lacunes importantes :

- D'abord, l'absence d'une évaluation de la qualité technique des infrastructures en voie de développement. Si cette lacune s'explique par le degré d'avancement des stratégies régionales visées par l'évaluation, il va de soi que l'utilisation de la méthode dans un autre contexte appellerait très clairement une évaluation de type technique, visant à déterminer l'efficacité des politiques mises en œuvre, et l'aspect égalitaire du déploiement des infrastructures de télécommunications indispensables au développement des TIC.
- Ensuite, et pour les mêmes raisons, l'évaluation pour être complète devra comporter un volet « marché » et répondre à la question de l'opportunité, de l'utilisation et de l'adéquation commerciale des réseaux et des modes de développement de ces derniers vis à vis de la demande locale (évaluation de la demande).

Sur le plan de la conduite de l'évaluation : les difficultés inhérentes à toute démarche d'évaluation qualitative impliquant les acteurs

Les caractéristiques de notre évaluation impliquent des difficultés classiques de ce type de démarche concertative, principalement le manque d'expérience des acteurs face aux démarches évaluatives en général qu'ils perçoivent comme des instruments de critiques. Ainsi, on peut mentionner :

- Des difficultés liées à la nature concomitante de l'évaluation : le calendrier nous a conduit à évaluer des actions en cours de réalisation, ce qui accroît les problèmes de sources d'information : les acteurs n'ont pas à leur disposition toutes les données, ou s'ils les détiennent, ils sont quelquefois réticents à les diffuser pour des raisons de confidentialité. Ainsi, la logique voudrait que l'évaluation, si elle veut être complète, se poursuive, et qu'un nouveau bilan soit fait dans les deux à cinq années à venir afin d'analyser l'évolution des projets. Sans quoi, on se rend prisonnier d'un avis à court terme.

Après avoir évalué la cohérence des stratégies régionales en matière de déploiement des infrastructures, la pertinence de l'analyse conduit à un succinct examen de l'autre préoccupation récurrente des acteurs publics régionaux ayant trait aux TIC, à savoir le développement des usages, ou la création des conditions économiques et sociales permettant l'utilisation effective des infrastructures. En effet, le déploiement des infrastructures de télécommunications quelle que soit la méthode adoptée ne pourra fonder sa légitimité que sur le besoin et la demande des acteurs publics comme privés. Conscientes de ce fait, les autorités régionales consacrent en général un volet de leur politique TIC à la sensibilisation du public et au développement des usages.

D) Le développement des usages : état des lieux

Lors de l'audition de la région Bretagne par une commission régionale Centre, le chargé de mission TIC a expliqué, que conjointement à la construction d'infrastructures de télécommunication, il conseillait l'analyse des besoins au motif que « les acteurs publics comme privés ont beaucoup de mal à se projeter et à exprimer les applications dont ils pourraient avoir besoin ». Est-ce à dire que tout reste à faire en la matière ? Sans doute que oui, si on considère les besoins comme les tâches qu'il conviendrait de déterminer et pour lesquelles une réponse technologique permettrait d'en automatiser l'accomplissement.

Donc pour les cas d'étude, se pose la question de l'analyse des besoins, de la stimulation de la demande par le biais des usages et de la mobilisation des autorités régionales pour appuyer ces dynamiques. En effet, suite à la mise en place de réseaux permettant un accès équivalent aux TIC en tous points du territoire, les politiques régionales étudiées cherchent-elles à sensibiliser les particuliers, les entreprises ou les acteurs publics aux usages et aux services offerts par les technologies d'information et de communication ?

1) Le développement des usages dans les cas d'études

a) Les régions ultra-périphériques françaises

Les stratégies régionales des RUP ne fournissent pas d'assistance technique pour l'ingénierie de projet (conception, montage et accompagnement des projets), publique mais également privée (aide pour le recours à des consultants spécialisés). Or, l'émergence de projets de qualité, permettant un ou des usages pertinents des infrastructures de télécommunication repose, aujourd'hui, sur la disponibilité d'une ressource localement rare : l'assistance technique. Cette lacune est à double tranchant : elle ralentit d'une part le déploiement des réseaux sur les territoires, et d'autre part, limite les usages et les services liés aux TIC que devrait entraîner la mise en place des infrastructures. La création d'une mission ou d'une structure rassemblant les différents acteurs, et travaillant à la sensibilisation du public aux TIC, permettrait un développement des usages, des services et par conséquent un accroissement de la demande, qui justifierait les lourds investissements nécessaires au déploiement des infrastructures.

b) La région Centre

C'est au sein de ce volet de la politique TIC que réside la **principale lacune de la stratégie régionale**. En effet, la construction des infrastructures à haut débit est considérée par les autorités régionales comme une condition sine qua non de la société de l'information ; et c'est ainsi que la politique de la région Centre se concentre sur la question des accès au détriment d'une réflexion sur les contenus et les applications, pourtant élémentaire. La stratégie se focalise semble-t-il sur un débat technique. Agissant de la sorte, les préoccupations des finalités (usages, services) à remplir par l'infrastructure sont sous-représentées.

Or, les résultats obtenus en concentrant les efforts sur un seul secteur ont rarement été à la hauteur des moyens mis en œuvre. Il faut donc prendre garde de ne pas réduire le projet régional au tracé d'une ligne de démarcation, fut-elle à haut-débit, entre les problématiques du marché et d'aménagement du territoire. N'agir que sur le réseau, c'est satisfaire en priorité la seule dimension technique. L'enjeu d'aménagement est pourtant plus vaste car il s'agit également de s'impliquer dans la dimension économique pour assurer l'intermédiation et accentuer la relation entre les fournisseurs et les utilisateurs de biens et de services. Il existe également un enjeu humain visant à assurer à chacun l'égalité des chances d'accès et à éviter que ne se crée une exclusion technologique pour certaines populations.

La solidarité à promouvoir par la région Centre n'est pas seulement, comme actuellement, une solidarité de desserte, mais une solidarité dans la **production et la consommation d'usages**. Il ne saurait y avoir de réseau de TIC s'il n'y a pas, à partir de

chacun des territoires, des volontés d'établir des relations, d'exercer des fonctions, de créer des activités socio-économiques... Aussi, à un moment où la région s'engage à développer un projet de réseau à haut débit, ce qui compte avant tout, ce n'est pas tant le projet lui-même, mais son intégration et son utilisation dans le contexte socio-économique.

Dans cette optique, l'enjeu est aussi de stimuler la demande car une action reposant sur une seule politique de l'offre, établie dans le cadre actuel de mutation des télécommunications, encouragera les écarts entre les territoires. Il n'y aura véritablement de démarche d'aménagement du territoire que si la région se montre capable d'organiser, avec l'ensemble des acteurs, une régulation qui, certes, concrétisera la réalisation physique du réseau, mais surtout qui sera capable à partir de ce réseau, d'encourager des usages porteurs de retombées socio-économiques durables au profit de l'ensemble des populations et des territoires régionaux.

Pour avancer sur cette question d'une politique d'accompagnement du réseau à haut débit de la région Centre, sans doute est-il temps que les autorités se posent la question de ses finalités, de son usage, et de ses effets attendus. A cet effet, les compétences de la mission TIC pourraient être élargies afin d'en faire un véritable outil de sensibilisation auprès des acteurs publics et privés, et de susciter un développement des usages légitimant la mise en place d'infrastructures lourdes et assurant la pérennité de ces dernières.

2) La démarche de la région Poitou-Charentes : une référence ?

L'objectif de ce paragraphe est de présenter une démarche régionale laissant une large place au développement des usages, et à ce titre, pouvant être considérée comme un modèle, du moins une stratégie référentielle pour les cas d'étude traités précédemment. En effet, la région Poitou-Charentes s'inscrit dans une démarche de type « pro-active », de la même manière que la région Centre, mais se veut plus complète, car peut-être plus expérimentée. Ainsi, le volet « développement des usages », insuffisamment représenté dans la stratégie de la région Centre, est ici fourni et semble en adéquation avec le projet technique de déploiement des réseaux sur le territoire du Poitou-Charentes. La présentation se structure en deux temps distincts : il s'agira d'une part de présenter brièvement le contenu de la politique régionale (les principaux objectifs et chantiers), et d'autre part, de s'arrêter sur la démarche adoptée par la région pour développer les TIC et leurs usages sur le territoire.

a) Les principaux objectifs de la stratégie régionale

Les objectifs de la politique convergent autour de cinq chantiers formant la structure du Programme Régional TIC :

- Généralisation de l'utilisation des technologies de l'information,
- Développement des compétences et des connaissances,
- Mutation de l'économie régionale traditionnelle et développement de la filière multimédia,
- Renforcement de la citoyenneté régionale et valorisation des richesses de l'espace géographique et culturel picto-charentais,
- La présence et le rayonnement de la région Poitou-Charentes.

CHANTIERS

OBJECTIFS

GENERALISATION DE L'UTILISATION DES TIC

- Plan régional de sensibilisation
- Accès universel pour tous
- Plate-forme régionale de services et d'usages

DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DES CONNAISSANCES

- Préparer la jeune génération à l'univers de la société de l'information
- Favoriser l'acquisition de compétences et de connaissances tout au long de la vie
- Le Multimédia Educatif : aider à la production et à la création d'entreprises

MUTATION DE L'ECONOMIE REGIONALE TRADITIONNELLE, DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE MULTIMEDIA ET

- Accompagner les filières traditionnelles à intégrer les technologies de l'information
- Accompagner l'émergence d'activités nouvelles et le développement de la filière multimédia régionale.
- Favoriser le développement du commerce électronique
- Maîtriser et anticiper les évolutions technologiques et réglementaires et s'impliquer dans les structures de régulation nationale.

RENFORCEMENT DE LA CITOYENNETE REGIONALE VALORISATION DES RICHESSES DE L'ESPACE PHYSIQUE ET CULTUREL PICTO-CHARENTAIS

- Modernisation de l'administration régionale
- Soutien à la mise en place de systèmes d'information territoriaux
- Maillage des territoires et soutien aux projets s'intégrant dans des logiques de développement urbain et/ou rural
- Préservation et valorisation du patrimoine physique (l'océan et la façade maritime, le marais, ...) et culturel (l'art roman et médiéval) : numérisation, base de données, serveurs, production de contenus...
- Le tourisme régional EN ET SUR le réseau

PRESENCE ET RAYONNEMENT DE LA REGION POITOU- CHARENTES

- Technologies de l'information et de la communication au service des actions de coopération
- Portail régional
- Centre de ressources de mise en réseau des entreprises régionales dans une logique internationale (mondial PME)
- Développement de projets partenariaux dans le cadre des inforoutes francophones

Figure n°4 : programme régional pour l'information dans la société et l'économie en Poitou-Charentes

b) La démarche adoptée

• La mise en place d'un diagnostic précis : saisir les opportunités et maîtriser les risques

Par un travail d'identification des forces et faiblesses et un état des lieux à la fois sectoriel et territorial (cf. annexe n°2), les acteurs institutionnels de la région Poitou-Charentes ont créé les conditions permettant de saisir les opportunités favorables à leur développement en s'appuyant sur les démarches et les besoins des acteurs économiques, sociaux et culturels de la région.

Les opportunités pour la région Poitou-Charentes sont multiples :

- Renforcer le sentiment d'appartenance au territoire et la cohésion sociale,
- Développer des activités nouvelles, de nouveaux modes de travail et l'emploi,
- Assurer la pérennité des activités traditionnelles et leur développement,
- Favoriser l'émergence de nouveaux outils et méthodes dans le domaine de la formation professionnelle et l'éducation
- Améliorer les services à la population (santé, transports, environnement ...) et aux professionnels.
- Développer de nouveaux usages en faveur de publics ciblés (jeunes, personnes âgées, handicapés ou population isolée)
- Renforcer l'ouverture et l'attractivité de la région vers l'extérieur et les coopérations,
- Evolution des modes de pensées et d'actions

La maîtrise des risques est également un enjeu majeur pour la région. La stratégie régionale en matière de société de l'information veille à prévenir toute nouvelle fracture sociale et territoriale (urbain/rural, Local/global Périphérie/centre).

Les risques sont alors :

- De considérer les Technologies de l'information comme une fin en soi et non comme des instruments au service d'un projet de développement territorial.
- La conduite de projets en l'absence de sensibilisation et d'appropriation des TIC par les acteurs économiques (en particulier TPE et PME) et par la population.
- Le développement d'initiatives, sectorielles sans cohérence globale et sans vision transversale.
- L'absence de mutualisation des moyens et l'atomisation des projets
- Une concurrence des initiatives publiques avec des activités du secteur privé

- Un projet de développement ne prenant pas dans sa globalité une approche transversale :
usages et besoins – infrastructures – équipements

L'expression des obstacles, quelle que soit leur nature, permet d'identifier les freins au développement des technologies de l'information sur le territoire régional. **Un travail identique se doit d'être mené dans les Régions ultra-périphériques françaises, afin d'identifier les attentes, les opportunités, les risques liés au développement des TIC.**

• **Le déploiement d'infrastructures : favoriser l'accès universel à la société de l'information**

La réflexion sur les infrastructures et les réseaux de télécommunications est le deuxième élément clé du plan d'actions régional. En effet, le risque que les services utilisant les technologies de l'information soient accessibles à une fraction de la population implantée en territoires urbains et disposant des outils et des moyens, est pris en compte dans la stratégie. Les acteurs régionaux doivent veiller à trouver les moyens et les garanties d'un accès par tous à ces services et aux futures autoroutes de l'information qui les transportent.

Cette question d'accessibilité, qui renvoie à la notion de service public universel est pour les autorités régionales, un élément fort de la future cohésion sociale et territoriale. En ce sens, le projet TIC Poitou-Charentes rejoint la stratégie de la région Centre, et affirme clairement sa volonté de déployer sur l'ensemble du territoire, d'une manière égalitaire, les infrastructures de télécommunications dont sont tributaires les TIC :

Ainsi, on retrouve dans le projet TIC de Poitou-Charentes les éléments du scénario d'intervention dit « pro-actif », où la commande publique est susceptible de compléter la logique des axes et des plaques qui est celle du déploiement des opérateurs par une logique publique de prise en compte des demandes géographiquement réparties y compris dans des territoires peu denses. Pour ce faire, les autorités régionales ont entrepris la réalisation d'un schéma directeur régional dynamique des infrastructures et de télécommunications visant, d'une part, à organiser la mutualisation des infrastructures, la coopération entre les collectivités et les opérateurs, et d'autre part à anticiper les besoins en génie civil et en points hauts nécessaires au déploiement prochain de l'UMTS et de L'ADSL. On se trouve donc, en terme de déploiement d'infrastructures, dans une logique sensiblement identique à celle prônée par la région Centre.

Parallèlement, la stratégie régionale en créant une mission TIC a prévu l'émergence d'un lieu régional d'information, de concertation et de dialogue rassemblant les acteurs institutionnels et économiques. Cette mission est accompagnée par un groupe technique de propositions et d'expertises dont les champs d'investigation portent tout particulièrement sur :

- 1- la nature des mécanismes de régulation à mettre en œuvre afin de garantir l'accès par tous aux services et réseaux, contrôler les risques résultant de

développement mal maîtrisé (manque de cohérence, dispersion des financements ...) et permettre (ou s'assurer) de la desserte effective du territoire régional par les réseaux et les services,

- 2- les termes d'une négociation avec les opérateurs et prestataires de services, en particulier pour ce qui concerne le développement de services collectifs.

La mise en place d'un schéma directeur des infrastructures et de télécommunications, constituant un outil de pilotage sur lequel peut s'appuyer la démarche partenariale semble un élément révélateur de la maturité du projet et d'une volonté de clarifier les objectifs dans un souci d'efficacité. La région Centre gagnerait à établir un document identique, la synthèse de la stratégie étant quelquefois difficile à faire compte tenu de la profusion des acteurs, des attentes et des objectifs visés.

• Créer des services et susciter des usages

Une enquête du Centre National de la Fonction Publique Territoriale⁴⁷ a montré que si les collectivités cherchent à équiper à un bon rythme leur territoire en infrastructures, elles pèchent en revanche par un manque de réflexion préalable sur l'usage de ces infrastructures, et l'intégration de ces technologies dans le fonctionnement quotidien des services. La question suivante se pose alors : faut-il offrir aux particuliers un panel d'infrastructures alors qu'eux mêmes ne sont pas toujours équipés pour pouvoir en bénéficier, ou développer des opérations de sensibilisation vers le grand public, destinées à promouvoir certains usages et services qu'offrent ces infrastructures, puis, une fois les outils maîtrisés, développer les réseaux ? La question est d'autant plus importante que les coûts liés au déploiement des réseaux sont élevés, et qu'ils pourront être justifiés uniquement si les particuliers et les entreprises manifestent des besoins quant à l'utilisation des réseaux.

A la différence de la région Centre, la stratégie régionale Poitou-Charentes semble alors d'autant plus judicieuse qu'elle crée les conditions du développement d'une plate-forme régionale de services fondée sur l'utilisation des technologies de l'information.

Ce processus est encouragé et soutenu à travers des actions d'accompagnement et de développement de projets partenariaux et innovants.

En effet, cette démarche favorise une dynamique transversale entre les acteurs :

- Dynamique d'échanges et de partage de savoir faire (**mutualisation**),
- Dynamique de projets et de mise en réseau des compétences (**innovation**).

Et le développement d'outils communs :

- Des cahiers des charges mutualisés,

⁴⁷ Enquête du CNFPT et du cabinet Mazars et Guérard, « l'entrée des collectivités dans la société de l'information », paru en décembre 2001, p.17

- Des grilles d'évaluation des projets (méthodologies utilisées, organisation des projets, obstacles et résistances rencontrées, financements),
- Une observation permanente des initiatives.

Cette stratégie d'impulsion et de développement de nouvelles applications implique alors sur le plan opérationnel de :

1. Procurer aux porteurs de projets les moyens de développement et d'expérimentations nécessaires leur permettant une labellisation régionale,
2. Orienter le développement de projets vers des services innovants correspondant à des pôles structurants (culture, tourisme, transports, personnes âgées et coordination gérontologique, prévention des risques ...)
3. Elargir le champ possible des projets à d'autres secteurs essentiels pour le développement régional (par exemple, l'environnement ou la santé),
4. Assurer la conduite des projets avec l'implication des publics cibles et de relais (à ce titre, Parthenay a constitué un laboratoire d'expérimentations),
5. Favoriser la mobilisation des milieux innovants notamment en facilitant la mise en réseau des acteurs (dans le cadre du site web « la société de l'information en Poitou-Charentes », constitution de communautés électroniques d'échanges).

Pour ce faire, a été mis en place un fonds spécial régional permettant le financement de projets Technologies de l'information, qui s'inscrivent dans le 12^{ème} Contrat de Plan Etat-Région et abondent dans le cadre de la programmation du nouvel objectif 2 des fonds structurels européens. Les modalités d'intervention et de gestion sont définies par le comité de pilotage régional associant les collectivités territoriales et l'Etat.

De plus, la région Poitou-Charentes dispose, par l'intermédiaire de l'Agence Régionale Poitou-Charentes des Technologies de l'Information et de la Communication (ARANTIS, cf. encart ci-dessous, « ARANTIS : catalyseur de projets ») d'un lieu de ressources et de montage de projets. Ce rôle d'Arantis a d'ailleurs été renforcé dans l'assistance au porteur de projets dans le cadre des programmes et initiatives communautaires.

ARANTIS : catalyseur de projets

• **Présentation :** L'Agence Régionale Poitou-Charentes des Technologies de l'Information et de la Communication travaille en partenariat avec des acteurs publics (collectivités, organismes parapublics...) et privés pour favoriser le développement des TIC sur le territoire régional. Dans ce contexte, ARANTIS propose une expertise indépendante et une mission de service public dans le domaine des TIC avec une préoccupation permanente d'aménagement du territoire. L'agence mène alors ses actions dans trois domaines : le développement territorial (accès pour tous, travail collaboratif, usages et services innovants...), le développement économique de la filière TIC, le développement de la production des contenus régionaux pour assurer un rayonnement du Poitou-Charentes sur les réseaux de communication.

• **Exemple de projet :** Dans le cadre du projet « Territoires Numériques » soutenu par la Région Poitou-Charentes, Arantis a réalisé un état des lieux des projets menés par l'ensemble des 28 Pays dans le domaine des TIC. Sur l'ensemble des territoires de la région, trois Pays (deux en Deux-Sèvres et un dans la Vienne) se sont dotés d'outils extranet. Outre ces territoires pionniers, d'autres travaillent activement à la création du leur : 10 souhaitent en mettre en place dans le courant du premier semestre 2002. Dans le cadre de sa mission régionale, Arantis accompagnera chacune de ces initiatives. De plus, pour la partie collaborative, Arantis préconise la mise en place d'une palte-forme homogène qui permette de renforcer les échanges en continu et les collaborations entre tous les acteurs publics du territoire régional. Une telle plate-forme permettrait, par exemple :

- des échanges (classés par thèmes, lieux...) entre des Communes, Communautés de Communes, Pays, Département, Région, Services de l'Etat... et autres partenaires ;
- un espace d'informations qui permet à chaque partenaire de diffuser des actualités, des expériences, rechercher des partenaires...
- des espaces « privatifs » pour partager des documents, des réflexions au sein de groupes de travail réservés à ceux qui y participent.

Ce type de projets s'inscrit dans le cadre d'une réflexion globale menée par Arantis, et visant à développer des usages pour les structures publiques des réseaux de télécommunications. Il illustre la volonté des autorités régionales via l'agence, de stimuler les porteurs de projets afin de développer la filière TIC sur le territoire régional.

Afin de mieux cerner les champs de compétence d'ARANTIS, un exemple peut être développé ; le Programme Sensitic en tant qu'il s'apparente à une réflexion sur les usages et les services, semble approprié :

Ainsi, le Poitou-Charentes s'est associé à trois autres régions (le Limousin, le Norte au Portugal, et la Galice en Espagne) dans le cadre d'un programme européen pour favoriser l'entrée de leurs populations et de leurs entreprises dans la société de l'information. Le programme Sensitic est ainsi né en 1999 pour s'achever en décembre 2001. « La principale mission de Sensitic est de démocratiser les TIC dans les régions de l'espace atlantique, à travers des actions de sensibilisation auprès de la population et des entreprises », explique Philippe Carlier, chef de projet⁴⁸.

Piloté par la région Poitou-Charentes, Sensitic a donné lieu à plusieurs rencontres et échanges qui ont porté sur les outils que chacun utilisait pour sensibiliser le public et les entreprises aux TIC, les méthodes et les résultats obtenus.

L'opération a été suivie par un comité de pilotage conduit par ARANTIS pour le Poitou-Charentes, et composé de l'Agence Régionale de développement pour le Limousin, la Comissao de Coordenação da região do Norte et l'Observatorio Urbano do Eixo Atlantico

⁴⁸ ARANTIS, le Guide, L'internet utile au quotidien, janvier 2002, p.15

pour la Galice. Les différents partenaires se sont retrouvés trois fois par an dans l'une des régions du programme. Trois séminaires ont ponctué cette démarche : un sur la sensibilisation des entreprises à Porto en mai 2001, un autre sur les espaces publics numériques à Pompadour, en juillet de la même année. Enfin, le séminaire de clôture s'est tenu au Futuroscope, à Poitiers, en décembre 2001.

Les différents participants ont unanimement reconnu que le grand apport de ce programme a été le partage d'un ensemble d'informations : les quatre régions ont fait l'effort de réfléchir aux paramètres à mesurer en matière d'appropriation des TIC et d'acquisition de données comparables entre les régions. Ces échanges ont ainsi révélé que le taux de connexion des entreprises à internet est plus élevé en Galice (71%) et dans le Norte (70%) qu'en Poitou-Charentes (54%) et en Limousin (50%). Les régions françaises doivent alors concentrer leur effort sur la sensibilisation des PME aux TIC et plus spécifiquement à Internet, en mobilisant notamment, comme les régions ibériques l'ont fait, les crédits européens.

Conséquemment à ce programme, ARANTIS a prévu pour son exercice 2002, et selon son guide⁴⁹, de fournir un effort supplémentaire pour sensibiliser les PME aux TIC : ainsi, l'agence régionale se propose de mettre en évidence, après analyse de vingt PME et TPE régionales utilisatrices des TIC, des « modèles de réussites » que les entrepreneurs pourront adapter à la réalité de leur activité. Un guide méthodologique devrait alors être à la disposition de chacun à partir de septembre prochain.

ARANTIS dans le cadre de ses missions permanentes, réfléchit et construit, en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés par le développement des TIC, des projets destinés à optimiser l'utilisation des infrastructures de télécommunications déployées. Cette délégation de compétences des autorités régionales vers un groupement d'intérêt public spécialisé porte petit à petit ses fruits en positionnant le Poitou-Charentes comme territoire pilote en matière de développement des TIC.

*La solidarité promue par la région est non seulement une solidarité de desserte, mais une solidarité dans la **production et la consommation d'usages**. Il ne saurait y avoir de réseau de TIC s'il n'y a pas, à partir de chacun des territoires, des volontés d'établir des relations, d'exercer des fonctions, de créer des activités socio-économiques. C'est sur la base de ce constat que s'est fondée la stratégie Poitou-Charentes, et c'est à ce titre, que l'on peut la considérer comme exemplaire.*

⁴⁹ ARANTIS, le Guide, L'internet utile au quotidien, janvier 2002

D'après les résultats de l'évaluation des deux études empiriques, il apparaît que les politiques menées au niveau régional risquent d'avoir des résultats en terme de déploiement d'infrastructures de télécommunications différents. En effet, le scénario dit « tendanciel opérateurs » renforce des tendances déjà engagées et par conséquent risque d'aggraver les disparités spatiales technologiques existantes dans les RUP.

Pour la région Centre, le scénario d'intervention « pro-actif » devrait permettre un déploiement égalitaire des infrastructures, donc de réduire les disparités spatiales technologiques présentes à l'heure actuelle entre le Nord et le Sud du territoire régional. Cette démarche est essentielle pour assurer l'égalité des chances sur son territoire. Cependant, il est bien évident qu'assurer une desserte égalitaire des infrastructures n'est pas suffisant en tant que tel, mais doit être secondé par un développement des usages et des services, justifiant la mise en place d'infrastructures coûteuses. C'est en ce sens que pèche la politique de la région. Il n'y aura véritablement de démarche d'aménagement du territoire que si la région se montre capable de stimuler, à l'instar de la région Poitou-Charentes, une dynamique qui, certes, concrétisera la réalisation physique du réseau, mais surtout qui sera capable à partir de ce réseau, d'encourager des usages porteurs de retombées socio-économiques durables au profit de l'ensemble des populations et des territoires régionaux.

CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVES

Les politiques régionales en matière de déploiement des infrastructures de télécommunications devraient constituer un outil pour corriger les effets pervers d'une application stricte des lois du marché et assurer l'égalité des chances entre les territoires.

Pourtant, il semble que selon les scénarios d'intervention adoptés par les autorités régionales, le positionnement des collectivités est différent comme le risque de voir s'accroître les disparités infra-régionales.

On peut donc en conclure que la cohérence des politiques régionales en matière de TIC en vue de la réduction des disparités technologiques infra-régionales dépend du scénario d'intervention choisi par la région pour déployer l'infrastructure :

- Le scénario « tendanciel opérateurs » reposant sur l'initiative privée, organise les réseaux selon une logique de déploiement par plaques et par axes, privilégiant les zones urbaines densément peuplées au détriment des zones plus reculées. Pourtant, on ne peut considérer ce scénario comme « mauvais », puisque dans un contexte de déploiement équilibré sur un territoire, il serait pour les autorités publiques le plus approprié.
- Le scénario « pro-actif » organise les réseaux selon une logique de déploiement égalitaire attestant de la volonté des collectivités d'assurer une prestation de service public. En effet, en se substituant aux opérateurs, les autorités régionales offrent à tous et en tout point du territoire, les moyens d'utiliser les TIC.

Ainsi, dans un objectif d'équité territoriale face aux infrastructures de télécommunications, on ne peut que préconiser la mise en pratique du dernier scénario cité, et encourager un développement parallèle et complémentaire d'initiatives visant une sensibilisation des acteurs aux usages et garantissant, par conséquent, la pérennité de l'infrastructure.

La recherche a donc évalué la cohérence des politiques régionales en matière de TIC en vue de la réduction des disparités infra-régionales technologiques, selon le mode d'intervention choisi pour déployer l'infrastructure.

Mais la recherche ne peut s'arrêter là : d'une part, l'évaluation devra être reconduite, une fois la phase de mise en œuvre terminée afin de vérifier et d'entériner les conclusions élaborées ici et issues de la seule phase d'élaboration. Pour ce faire, cette future évaluation devra se focaliser sur l'efficacité et l'efficience des politiques régionales considérées.

D'autre part, l'existence de différents scénarios pour déployer les infrastructures risque de créer un fossé entre des régions dotées d'un réseau complet et des régions partiellement couvertes.

Ainsi, aux disparités infra-régionales, viendront se greffer des disparités inter-régionales qui engageront la responsabilité de l'Etat.

Sur cet état de fait, les sénateurs Pierre Hérisson et Gérard Larcher ont dernièrement dressé un véritable réquisitoire, dans un rapport consacré aux réformes du secteur des

télécommunications, diffusé le 27 mars 2002. L'aménagement numérique du territoire est particulièrement critiqué, sur ses deux volets : la couverture du territoire en téléphonie mobile et le déploiement d'infrastructures de télécommunications donnant accès au haut débit, la question étant encore plus sensible pour ce dernier. En effet, ils ont constaté que la demande en réseaux à haut débit est bien trop faible pour motiver les opérateurs privés, et impose une action de la puissance publique selon un principe d'égalité. Au delà de ce constat, c'est le dispositif mis en place par le gouvernement pour favoriser l'aménagement numérique du territoire qui est sévèrement critiqué par les deux sénateurs. Le rapport s'attarde notamment sur la mise en œuvre de l'article L.1511-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui autorise celles-ci à déployer des infrastructures de télécommunications. Mais, en l'absence de la publication du décret prévu par la loi, d'importantes incertitudes persistent. Ainsi, Pierre Hérisson stigmatise « l'action brouillonne » de l'Etat qui ne permet pas de désigner un chef de file et une ligne conductrice pour piloter la construction des réseaux. Il évoque également « une décentralisation clandestine », conduisant les collectivités locales à prendre en charge le dossier et à agir selon leur bon vouloir.

Cette critique pose la **question du positionnement de l'Etat** : il serait bon de clarifier son rôle, celui des collectivités et des opérateurs dans l'aménagement numérique du territoire. En préconisant une méthode d'intervention, accompagné d'un transfert de fait des charges d'infrastructures et d'un transfert de ressources, l'Etat permettrait aux autorités régionales d'adopter une conduite similaire en matière d'équipement de leur territoire, limitant alors les risques d'accroître les écarts de développement entre les régions.

De surcroît, on peut s'interroger sur ses intentions, qui pourraient être déclinées dans un travail complémentaire : quels principes d'action doit-il retenir pour coordonner l'aménagement numérique du territoire ? Dans un contexte de décentralisation, un renforcement des compétences techniques et financières des collectivités ne seraient-elles pas opportunes ? Parallèlement, l'Etat ne doit-il pas ordonner une démarche commune à l'ensemble des collectivités pour obtenir un aménagement cohérent du territoire ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

AYNAUD Francis, *Internet et multimédia appliqués aux collectivités*, dossier d'experts, la lettre du cadre territorial, 140 p.

BEGAG Azouz, CLAISSE Gérard, *Un espace sans distance*, in ROWE Frantz et VELTZ Pierre "Entreprises et territoire en réseaux", Presses de l'école nationale des ponts et chaussées, pp. 221-242, Paris, 1991.

BEINE Michel et DOCQUIER Frédéric, *Croissance et convergence économiques des régions théorie, faits et déterminants*, DE BOECK Université, 433 p.

BRETON Philippe, *Le culte de l'internet : une menace pour le lien social ?*, Editions La Découverte, 1995.

BRUNET Roger, *Les mots de la géographie*, La documentation française, juin 1994.

BRUNET Roger, *Le territoire dans ses turbulences*, Reclus, novembre 1990.

CARRIERE JP, *Essai de mesure et de représentation des disparités régionales*, in F.Guichard, *Articulation des territoires dans la péninsule ibérique*, presse universitaire de Bordeaux.

CASTELLS Manuel, *la société en réseau*, Paris, 1998.

EVENO Emmanuel, *Les pouvoirs urbains face aux technologies d'information et de communication*, PUF, QSJ n°3156, février 1997.

FENEYROL Michel, *Télécommunication : réalités et virtualités, un avenir pour le XXI^e siècle*, Masson, avril 1996.

GATES Bill, *La route du futur*, édition Pocket, février 1997.

GOURNAY Bernard, *Les politiques publiques*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984.

KALOGEROPOULOS Léonidas et LARAMEE Alain, *Multimédia et autoroutes de l'information : pour comprendre la diversité des outils et en saisir les enjeux*, Nathan Paris, 159 p.

LEFEBVRE Alain et de TREMBLAY Gaëtan, *Autoroutes de l'information et dynamiques territoriales*, Presses Universitaires du Mirail, 345 p.

LEVY Pierre, *Qu'est ce que le virtuel ?*, La découverte, octobre 1995.

MONNIER E., *Evaluations de l'action des pouvoirs publics*, Paris, Economica, 1992.

- MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, PUF, Que Sais je ?, 1994, 128 p.
- MUSSO Pierre, *Communiquer demain*, Editions de l'Aube, 1994, 287 p.
- MUSSO Pierre et RALLET Alain, *Stratégie de communication et territoires*, l'harmattan villes et entreprises, 299 p.
- NEGROPONTE Nicholas, *L'homme numérique*, l'harmattan, 1995.
- OFFNER Jean-Marc, PUMAIN Denise, *Réseaux et territoires*, éditions de l'aube, novembre 1996.
- RAWLS J., *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1971, 668p.
- RONCAYOLO Marcel, *La ville et ses territoires*, folio essais, n°139, mai 1993.
- ROWE F. et VELTZ P. , *Entreprises et territoires en réseaux*, Presses de l'Ecole Nationale Des Ponts et Chaussées, 304 p.
- WIENER Norbert, *God and Golem Inc*, MIT, 1964.

Revues et articles :

- BCEUF Jean-Luc, *L'évaluation des politiques publiques*, Problèmes politiques et sociaux, n°853, La documentation française, février 2001, 80 p.
- CAUQUELIN Anne, *Vulgate urbaine, lieux et réseaux*, revue Quaderni, " Territoires éclatés, le rôle des technologies de communication ", n°30, automne 1996.
- EVENO Emmanuel, *Territoire, Société et Communication*, Sciences de la Société, n°35, Presses Universitaires du Mirail, Mai 1995.
- LEVY Jacques, *Espèces de territoires*, Montagnes méditerranéennes, n°5, 1997.
- MAMOU Yves, *Raccorder en 20 ans les Français aux autoroutes de l'information*, Le Monde, Dimanche 23-Lundi 24 octobre 1994.
- MUSSO Pierre, *Réseaux, services et usages*, Territoires 2020 n°3, Etudes et prospectives, DATAR, juin 2001.
- RIVERO J., *Egalité des droits, égalité des chances*, revue française des affaires sociales, n°4, Octobre-Décembre 1998.
- ROSE Philippe, Interview de Jean-Noël TRONC, Commissariat général du Plan, *La puissance publique incite et régule, mais ne tranche plus*, Le Monde Informatique, n°693, 11 Octobre 1996, consultable à l'adresse : " [http ://www.idg.fr/lmi/693/693p32.html](http://www.idg.fr/lmi/693/693p32.html) ".
- 7 Jours Europe, *Société de l'information : le G7 resserre les rangs*, n°179, lundi 6 mars 1995.

Etudes :

ARANTIS, *le Guide*, L'internet utile au quotidien, janvier 2002.

Cabinet Louis Lengrand, *Etude sur l'impact des TIC dans les régions ultrapériphériques de l'Union européenne*, rapport principal, septembre 2001.

CARPENTIER Michel, Directeur Général DG XIII, *La signification sociétale de la société de l'information*, <http://www.culture.fr/culture/dg1f/carpent.htm>.

Commission des communautés européennes, DG V, *Construire la société européenne de l'information pour tous*, Janvier 1996.

DELORS Jacques, *Livre Blanc sur la croissance, la compétitivité, et l'emploi*, Commission européenne, Décembre 1993.

Gouvernement du Québec, *Pour une stratégie de mise en œuvre de l'autoroute de l'information au Québec*, Secrétariat de l'autoroute de l'information, document de travail et de consultation, 2 avril 1996, également disponible sur le WWW à : <http://www.sai.gouv.qc.ca>

HERISSON Pierre, LARCHER Gérard, *Rapport consacré aux réformes du secteur des télécommunications*, 27 mars 2002.

MARTIN-LALANDE Patrice, *l'Internet : un vrai défi pour la France*, présent sur le site du gouvernement français à l'adresse : "<http://www.telecom.gouv.fr/>", avril 1997.

MILEO Thierry, *Les réseaux de la société de l'information*, commissariat général du plan, éditions ESKA, collection rapports officiels, septembre 1996.

MUTANDI, *Etude d'opportunité et des conditions de faisabilité des interventions des collectivités dans le domaine des infrastructures de télécommunications*, novembre 2000.

NEGRIER Emmanuel, *La maîtrise politique des réseaux de communication*, Thèse, Université de Montpellier I, Faculté de Droit et des sciences économiques, p.15-16, soutenue le 28 février 1989

PILLON Valérie, *Processus de développement, stratégies d'acteurs et intégration des TIC dans les territoires ruraux*, DEA ESSOR, sous la direction de Marie-claude Cassé et Alain Lefebvre, septembre 1995.

RICHE-MAGNIER Marielle, Expert auprès de la Commission européenne, *Société de l'information : "new deal" libéral ou nouveau modèle de société ?*.

VILLA Armand, *Communication sur les nouvelles technologies d'information et de communication : problématique régionale*, région Centre publication, mai 2000.

Sites Internet :

Le site du gouvernement français :

<http://www.telecom.gouv.fr/francais/activ/telecom/spubtel.htm>

Le site de la DATAR :

<http://www.datar.gouv.fr>

Sommet de Cotonou, du 2 au 4 décembre 1995, Résolutions sur les NTI,

<http://www.francophonie.org/lettre/no96/sommet.htm>

Le club de l'hypermonde :

<http://193.106.74.2/hypermonde/hypermonde/replj.htm>

La mairie de Quimper :

<http://www.bagadoo.tm.fr/technopole/page0.htm>

Sites des régions Alsace, Aquitaine, Bretagne, Centre, Guadeloupe, Guyane, Poitou-Charentes, Réunion.

Le village électronique de Sophia-Antipolis :

<http://village.cica.fr/>

TABLES DES ILLUSTRATIONS

Table des tableaux :

Tableau 1 : Répartition géographique des clients de téléphone mobile en France	17
Tableau 2 : Les possibilités d'investissements en haut débit des opérateurs selon la taille des communes	19
Tableau 3 : Les cinq axes de travail du PSIOM	28
Tableau 4 : Plan de financement TIC du DOCUP 2000-2006 pour la région Centre	33
Tableau 5 : Les axes directeurs des stratégies TIC de Guadeloupe et de Guyane	58
Tableau 6 : Tableau de financement du réseau régional	72
Tableau 7 : Tableau synthétique	72

Table des figures :

Figure 1 : Organisation de l'espace régional (région Centre)	43
Figure 2 : Architecture du réseau régional à haut débit	48
Figure 3 : Schématisation de l'évaluation d'une politique publique	63
Figure 4 : Programme régional pour l'information dans la société et l'économie en Poitou-Charentes	76

Table des cartes :

Carte 1 : La couverture GSM en région Centre	26
Carte 2 : Le réseau de fibres optiques en Région Centre en 2001	44
Carte 3 : Localisation des centres d'appels en région Centre en 2001	51
Carte 4 : Le réseau de fibres optiques à la Réunion en 2001	54

TABLE DES ANNEXES

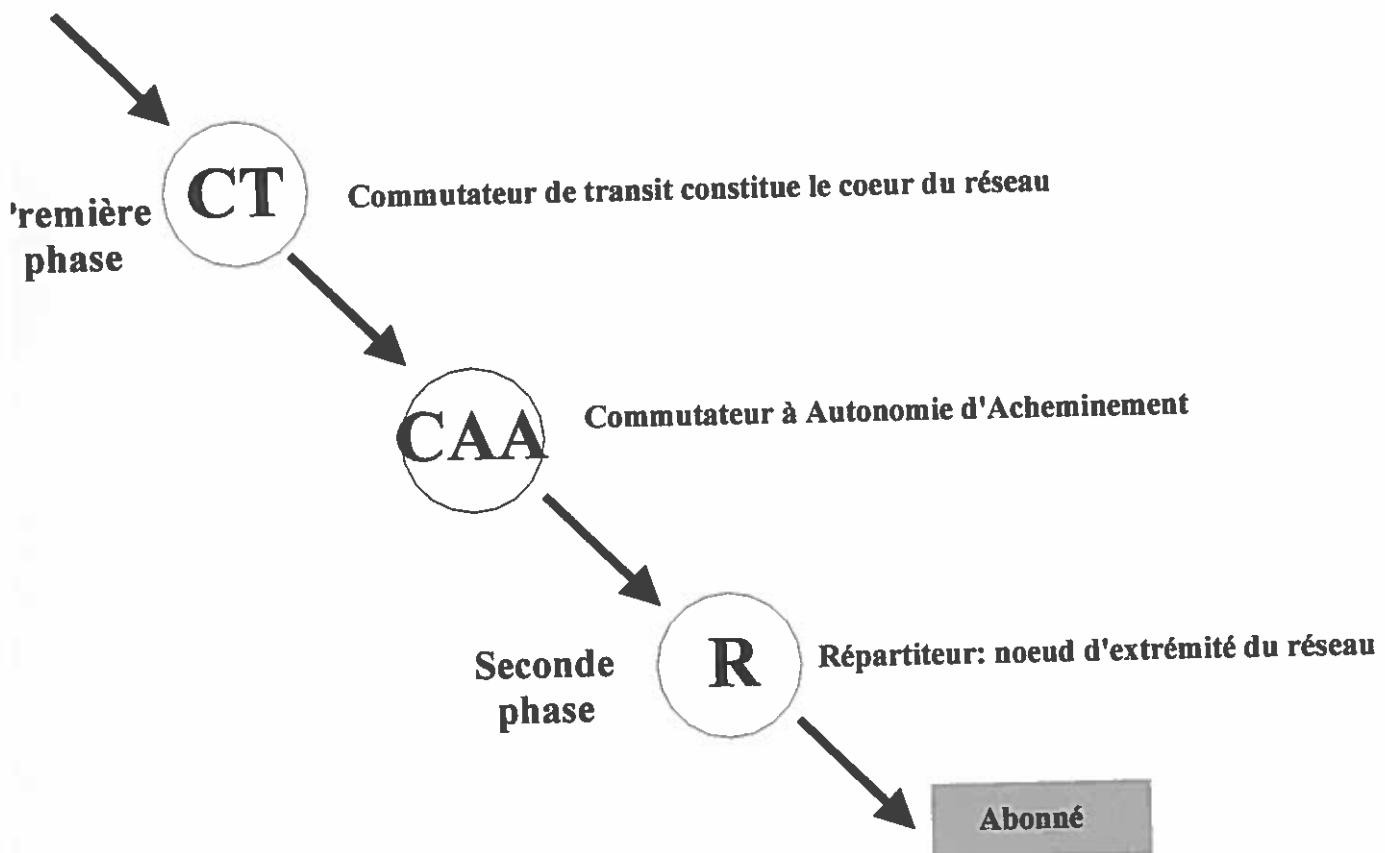
ANNEXE 1 : La structuration hiérarchique du réseau de l'opérateur historique ; source : France Telecom

ANNEXE 2 : Etat des lieux de la région Poitou-Charentes, extrait du projet régional TIC

Annexe n°1 : La structuration hiérarchique du réseau de l'opérateur historique

Le réseau de France Telecom est hiérarchisé en 4 niveaux principaux :

- le niveau des **Centres de Transit (CT)**, au nombre de 80 environ en France
- le niveau des **Centraux à Autonomie D'Acheminement (CAA)** au nombre de 1000 environ en France
- le niveau des **Centres de Répartition (CR)**, au nombre de 12 000 environ en France
- le niveau des abonnés, environ 34 000 000 en France



La première phase d'ouverture du marché des télécommunications a vu la généralisation de l'interconnexion au niveau des centres de transit (CT), elle a permis à de nouveaux opérateurs attributaires de préfixes (à 1 ou plusieurs chiffres) de proposer, très rapidement, le service téléphonique fixe au plan national. Elle est pratiquement achevée et a entraîné un accroissement des volumes des échanges et de réduction des prix unitaires sur les liaisons longue distance internationales et interurbaines.

La seconde phase est en cours et s'étendra sur plusieurs années. Elle est dominée par 3 questions clés : l'accès aux hauts débits, la maîtrise de l'accès au client final par les opérateurs et l'équipement équilibré et réaliste du territoire.

Annexe n°2 : état des lieux TIC de la région Poitou-Charentes

Source : Projet régional TIC Poitou-Charentes, 2000

	Forces	Faiblesses	Opportunités	Risques
Territoire	<ul style="list-style-type: none"> Réseau dense de France Telecom (3600 km) et des expérimentations en projet (ADSL). Une prise de conscience des enjeux par les acteurs institutionnels. Des projets portés par les acteurs du développement rural et urbain. Des actions de coopération interrégionale (RISL, Arc Atlantique et la Francophonie). Une culture de l'intercommunalité de projet (contrats de territoire). 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de concurrence entre opérateurs de télécommunications par l'absence d'une métropole régionale de taille suffisante. Pas de mutualisation des ressources et territorialisation des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Le maillage des territoires (rural/urbain, périphérie/centre). Renforcement de la culture du porteur. Renforcement de l'ouverture de la région vers l'extérieur et des coopérations. L'attractivité de pôles géographiques (Futuroscope, Angoulême, Niort, La Rochelle) structurants. 	<ul style="list-style-type: none"> Déséquilibre dans l'accès à l'information. Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas des instruments au service de projets de développement territorial. Concurrence entre territoires. Accentuation des déséquilibres rural / urbain.
Population et société	<ul style="list-style-type: none"> Une bonne réceptivité de la population aux expérimentations (centres de ressources des Deux-Sèvres, succès des opérations de sensibilisation ...) et une culture du porteur et du consensus. Une grande diversité d'initiatives dans tous les secteurs. Projets de valorisation du patrimoine culturel et physique. Partenariats, laboratoire d'usages. 	<ul style="list-style-type: none"> Un niveau d'appropriation globalement faible et inférieur à la moyenne nationale. Absence de culture technologique (par exemple, taux d'équipement minitel relativement faible ...). Sectorialisation des projets. 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer les services à la personne (santé, transports, ...) et la qualité de vie. Développer de nouveaux services en direction de publics ciblés (jeunes, personnes âgées, isolés ...). Renforcer le sentiment d'appartenance au territoire et la cohésion sociale. Portage de savoir-faire, mise en réseau des compétences. 	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'appropriation par des catégories de la population. Accentuation du fossé entre les générations. Fractures sociales et sectorielles Des approches sectorielles et territoriales.
Education	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux RAPASODIE et RENATER De nombreuses entreprises dans le multimédia éducatif. Dynamisme du secteur éducatif et de l'université. Des actions d'accompagnement des collectivités territoriales. 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de visibilité des différentes filières de formation. Faiblesse de l'utilisation du réseau RENATER. Manque d'ouverture du réseau régional. 	<ul style="list-style-type: none"> La présence de structures de formation nationales (ESPEMEN, CNEP, CNAU ...) Développer les compétences et les connaissances. L'expérience du CNEP dans l'ingénierie de la formation à distance. Evolution et ouverture des réseaux éducatifs. 	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance des projets pédagogiques intégrant les technologies de l'information. Réponse locale incomplète aux besoins des entreprises.
Economie	<ul style="list-style-type: none"> Une filière régionale du multimédia émergente se structurant autour du Pôle de l'image à Angoulême, la télévision numérique à La Rochelle, le site du Futuroscope. De multiples initiatives : SIRCE, artisans et métiers d'art, espacepne.com DELTA 17, SIRCE, Mellolis Explorer, Serveur emploi ... 	<ul style="list-style-type: none"> Absence de cohérence dans le secteur économique (par exemple, dans le secteur tourisme). Une présence faible des entreprises sur Internet. 	<ul style="list-style-type: none"> Pérennité et développement des filières traditionnelles. Modernisation de l'économie régionale par l'émergence d'activités nouvelles Favoriser la croissance et l'emploi. La présence d'acteurs importants : Mutuelles, Entreprises ... 	<ul style="list-style-type: none"> Concurrence des initiatives publiques avec les activités du secteur privé (accès, formation, développement de logiciels ...). Tissu régional PME pas suffisamment préparé aux innovations technologiques et à leur rapidité. Perte d'attractivité de la région.
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> Des collectivités territoriales mobilisées Des actions innovantes dans le cadre de programmes européens. 	<ul style="list-style-type: none"> Des évolutions juridiques, technologiques et économiques difficiles à maîtriser. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation autour du projet Horizon 2010. 12^{ème} Contrat de plan. Prochain Document Unique de Programmation. Appels à projets (démarche bottom up). 	<ul style="list-style-type: none"> Dispersion des financements Absence de mutualisation de ressources et des moyens. Pas de vision transversale des enjeux de la société de l'information en Poitou-Charentes.